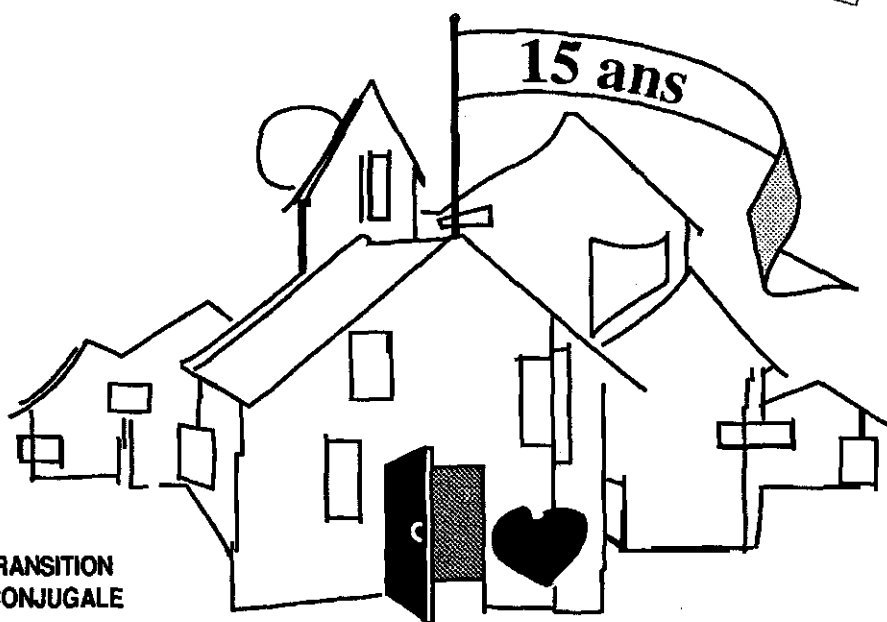
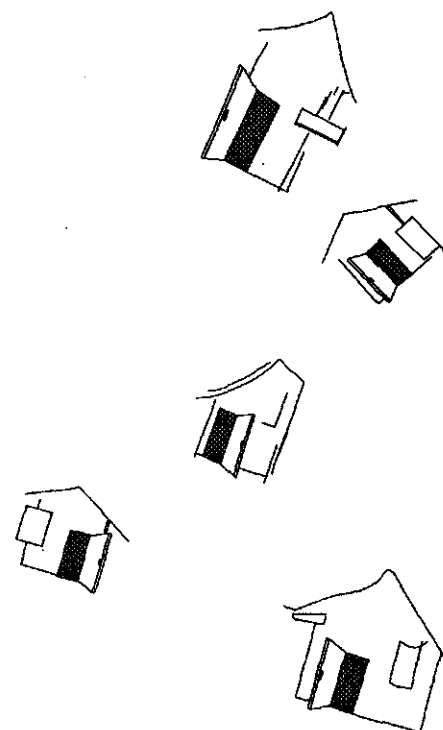


AVALANCHE

P O R T E S O U V E R T E S

**L'AVALANCHE
fait boule
de neige**



BULLETIN DE LIAISON
DU REGROUPEMENT PROVINCIAL
DES MAISONS D'HÉBERGEMENT ET DE TRANSITION
POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE

Remerciements

Merci à toutes celles qui, depuis le tout début de l'Avalanche, se sont impliquées dans le comité de coordination du bulletin de liaison. Certaines y ont participé quelques mois et d'autres, des années, mais toutes y ont investi de l'énergie et un temps énorme à concevoir le contenu de chaque numéro, à écrire des articles "dans la solitude", à solliciter les autres pour des sondages, des idées, des entrevues, à retranscrire, et surtout à trouver des titres! Toutes ont contribué à la richesse de notre bulletin qui, sans elles, n'auraient pu vivre jusqu'à ce jour:

Marie Adornetto, Danielle Berthiaume, Marie Bisailon, Colette Breton, Denise Caron, Jacinthe Filion, Louise Geoffrion, Michaëlle Jean, Ginette Lambert, Ghyslaine Legros, Denise Lemieux, Louise de Margo, Nazili Mulford, Diane Prud'homme, Pierrette Robitaille, Linda Lee Ross, Ginette Thibault.

Nous remercions aussi tous les membres du comité exécutif qui, à tour de rôle, ont rempli la page du Mot de l'exécutif, parfois anonymement sous le couvert du comité exécutif, parfois ouvertement: *Fleurette Boucher, Rachel Boutin, Colette Breton, Brita Brown, Andrée Côté, Liliane Côté, Isabelle Drolet, Charlotte Girard, Lorraine Godard, Elizabeth Harper, Madeleine Lacombe, Jocelyne Martin, Jocelyne Nadon, Lise Rossignol, Denise Tremblay.*

Et enfin, nous ne pourrions passer outre toutes celles qui ont envoyé des textes, des articles de journaux à paraître, des informations, des témoignages, des suggestions, des lettres ouvertes, des textes anglais à traduire, celles qui ont accepté d'être interviewées ou d'écrire sur commande, celles qui, comme le Rassemblement des intervenantes-enfants, ont demandé une chronique sur les jeunes (COUCOU) ou Ginette Thibault qui aura su nous amuser avec sa rubrique MINE ET RUMINE.

SOMMAIRE

Éditorial par Diane Prud'homme	5	11. Ça change quelque chose dans ma vie ? par Guylaine Ducharme	24
1986 -----	6	1989 -----	26
1. Quand la passion est une arme! par Michaëlle Jean	6	12. Veux-tu savoir la dernière ? par Diane Prud'homme	26
1987 -----	8	13. Et si un jour... par Madeleine Lacombe	28
2. Les femmes hébergées nous regardent! par Michaëlle Jean	8	14. Quand le gouvernement analyse la violence conjugale sous l'angle familialiste par Élisabeth Harper	30
3. De la nécessité de la lutte par Madeleine Lacombe	10	15. L'affaire Chantal Daigle par Andrée Côté	34
4. Une place pour les enfants et les adolescent(e)s vivant en maison d'hébergement par Claudine Pierre	11	16. Quand la colère gronde en nous! par Diane Prud'homme	36
5. La victimisation des femmes par Andrée Lafrance	12	1990 -----	38
6. Les limites des maisons dans la prévention par Madeleine Lacombe	14	17. Elles étaient une fois... mes intolérances par Pauline	38
Les recommandations par Marie Adornetto	15	Les événements de Poly par Liliane Côté	39
1988 -----	16	18. Voter pour voter... 50 ans plus tard! Conférence de Armande St-Jean, transcrite par Denise Caron	40
7. La sexualité blessée par Michaëlle Jean	16	19. Le burnout dans l'équipe ou l'épuisement féministe par Pierrette Robitaille	42
8. Être ou ne pas être par Diane Prud'homme	18	20. Nos relations d'amour féministes, lesbiennes par Louise de Margo	44
9. Les batteurs de femmes: bourreaux ou victimes ? éditorial du Châtelaine par Martine Demange et réponse par Diane Prud'homme	20	21. La reconnaissance économique à prendre par Rachel Boutin	46
10. Les principales luttes des maisons par Madeleine Lacombe	22	Sorties par Jacinthe Filion	47

1991 ----- 48

22. Horrore, moi et les fêtes
par Dominique Bilodeau 48
23. Le dire ou pas le dire par Ginette Thibault 50
24. La pauvreté des femmes: une violence
économique par Linda Lee Ross 52
25. $E=MC^2$ ou embonpoint = mauvaise
conscience² par Ginette Thibault 55
26. Quand il y a du sang, est-ce que ça fait plus
mal ? par Linda Lee Ross 57

1992 ----- 60

27. C'est quoi, selon toi, une féministe en 1992?
par Denise Caron 60
28. Il n'y a pas de racisme en maison, mais...
par Charlotte Girard 62
29. Peur de la colère par Colette Breton 63
- La peur des différences par Marie Bisailon 64
30. Mon mec à moi par Diane Prud'homme 65
- Sors-tu avec quelqu'un qui...
par Colette Breton 66
31. Pareilles, pas pareilles, on s'appareille
Résumé de la conférence de Roxanne Simard:
"Une femme en santé: d'où vient cette
extra-terrestre?" par Diane Prud'homme 67

1993 ----- 69

32. Résistance des médias aux différentes
analyses sociales et politiques des groupes
féministes par Denise Lemieux 69
33. On ne naît pas femme, on le devient
par Ginette Lambert 72
34. Le mythe de l'instinct maternel
par Ghyslaine Legros 74
35. Histoire d'une militante: Madeleine Lacombe
par Diane Prud'homme 76
- Le militantisme par Denise Lemieux 78
36. Et toi, Diane, où en est ta relation au pouvoir?
extrait d'une entrevue avec Diane Lemieux
par Diane Prud'homme 79
- Le pouvoir! Quel pouvoir?... En avons-nous?
En voulons-nous? Pour quoi faire?
par Louise Riendeau 80

1994 -----

37. Quand l'histoire de la violence faite aux
femmes s'écrit sur deux roues ou la
bicyclette comme objet de socialisation
par Denise Tremblay 81

Coordination : Diane Prud'homme
Comité du recrutement des textes : Colette Breton,
Denise Lemieux, Micheline Pelissier, Diane Prud'homme,
Pierrette Robitaille.

Page couverture : Ginette Thibault
Mise en pages : Avant-propos ltée
Impression : Imprimerie Distinction
Dépôt légal : 4^e trimestre 1986



**REGROUPEMENT PROVINCIAL DES MAISONS D'HÉBERGEMENT ET DE
TRANSITION POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE**

5225, rue Berri, bureau 304, Montréal Qc H2S 2S4
Téléphone : (514) 279-2007 Télécopieur : (514) 279-4109

L'Avalanche fait boule de neige

Diane Prud'homme

Un journal, un bulletin de liaison, un "entre nous", réclament les intervenantes des maisons d'hébergement, réunies en assemblée générale annuelle. On est en 1985. "Un lieu privilégié pour se connaître, échanger sur nos pratiques, témoigner de nos réalités, réfléchir sur notre analyse, s'informer sur ce qui se fait ici et ailleurs, avancer ensemble et, surtout, laisser place à la parole des femmes hébergées, des travailleuses et des militantes. Une parole "libre", à l'abri des jugements et de la censure! Un journal à notre image, quoi!, qui nous ressemble, avec nos mots, avec nos réalités, fait par des femmes pour des femmes.

Dès 1986, une permanente du Regroupement est mobilisée sur le "dossier bulletin", un concours est lancé (pour y trouver un nom) et un comité de militantes est peu à peu formé; le vent est dans les voiles, l'excitation dans les airs, et le journal commence à prendre forme.

D'abord, un nom. Quel nom portera-t-il? Le concours porte fruit (même s'il n'y avait pas de prix pour les gagnantes!), des suggestions nous parviennent de partout parmi lesquelles le Conseil d'administration doit trancher. C'est à la région 08 Abitibi/Témiscamingue que revient l'honneur pour sa proposition: *L'AVALANCHE*; nom qui nous aura toutes séduites pour la citation de Florence Luscomb (1910) sur ce que représente une avalanche:

"Rien au monde n'est plus fragile qu'un flocon de neige et rien n'est plus irréversible qu'une avalanche! Mais une avalanche n'est rien de plus que des milliers de flocons de neige. Ainsi, si chacune de nous, petit flocon de neige, faisait simplement sa part, notre force serait irréversible".

Ensuite, un contenu. De quoi noircirons-nous nos pages? De chroniques régulières (mot de l'exécutif, lu vu entendu, revue de presse, flash

cubes, droit de parole, etc.), d'un dossier thématique par numéro, choisi à partir de l'actualité, de sondages, d'entrevues, de témoignages, d'opinions. Et le tout, écrit de la main, non pas de journalistes, mais bien de militantes, de femmes et d'enfants hébergés, de travailleuses et de membres des conseils d'administration. C'est le réseau tout entier qui se met à l'écriture!

Et enfin, la forme. Cinq parutions par année, tirées chacune à 100 exemplaires et distribuées gracieusement aux maisons membres à raison de deux exemplaires par maison. Le budget étant limité, la facture est simple, et le journal, mince.

Nous voilà en novembre 1986 et un premier *Avalanche* fait son apparition. Le mouvement des maisons voit enfin naître son journal!

Depuis, l'*Avalanche* fait boule de neige. D'un 13 pages, il est passé à 45; d'un tirage de 100 exemplaires, il est passé à 300. Il y a maintenant des travailleuses, des femmes hébergées et des militantes qui sont personnellement abonnées.

D'un contenu très ciblé sur la problématique et la réalité des maisons d'hébergement, il s'ouvre de plus en plus à des intérêts variés qui touchent

tous les aspects de la condition de vie des femmes.

L'intérêt pour l'*Avalanche* fait aussi boule de neige. De plus en plus, des intervenantes, fières de leur journal, demandent à étendre sa couverture à d'autres réseaux. En même temps, des gens de l'extérieur, exposés à l'*Avalanche* "par hasard", sollicitent un abonnement. Il n'existe nulle part ailleurs un journal "spécialisé" sur le terrain de la pratique en violence conjugale.

Que faire? Autant nous voulions conserver le caractère intimiste et presque "familial" de l'*Avalanche*, avec sa facture toute simple, autant nous reconnaissons l'importance d'ouvrir nos portes. La question fut tranchée: sur cinq numéros par année, il y en aura quatre pour l'interne et un *Portes ouvertes* pour tout le monde.

C'est ainsi que vous avez sous les yeux, le tout premier bulletin *Portes ouvertes*, *L'Avalanche fait boule de neige*, une rétrospective des 37 numéros déjà parus sur 8 ans. Rétrospective quelque peu sommaire, me direz-vous, puisqu'un seul article d'environ deux pages par numéro fut sélectionné par un comité de lecture, qui avait pour consigne de retenir des articles qui correspondent le plus possible au dossier attiré. Tâche ingrate, nous en convenons, que de choisir 80 pages sur une possibilité d'environ 1 000. Enfin, budget oblige!

Vous trouverez donc dans cette *Avalanche Portes ouvertes* les 37 articles retenus, laissés dans leur forme originale et dans toute leur simplicité. Pour chaque article, est inscrit le titre du numéro d'où il est tiré et la date de parution.

Alors voilà, place à la lecture du premier *AVALANCHE PORTES OUVERTES*.

Quand la passion est une arme!

Michaëlle Jean

Malgré le fait que ce soit la première édition de l'Avalanche et que l'équipe déborde d'enthousiasme, nous avons tout de même choisi de s'attaquer à un sujet grave: celui des femmes assassinées par leur conjoint. Et ce, tout d'abord parce que nous avons été particulièrement touchées par l'assassinat de Ginette Desjardins, coordonnatrice de la Maison des femmes de la Côte-Nord et membre du Conseil d'administration du Regroupement, survenu en septembre 1986, et aussi parce que le nombre de ces homicides conjugaux va en augmentant, et l'idée est insupportable. Ce numéro se veut donc un hommage à Ginette et à toutes les autres femmes assassinées par leur conjoint.

Partout dans chacune des régions du Québec, une maison d'hébergement, un parent ou une amie porte le deuil d'une femme assassinée par son conjoint. Destin insolite, drame passionnel, fatalité, dirait-on. Le mutisme reste complet et le geste criminel est vite étouffé, camouflé sous le sceau du privé. Embarras, sentiment d'impuissance ou torpeur, taire ces meurtres, c'est en quelque sorte les cautionner.

L'ambiguïté demeure dans le traitement de la violence surtout lorsqu'elle survient en contexte familial ou conjugal. Des femmes en meurent, des enfants sont terrorisés et la tolérance populaire est désarmante. En effet, les mentalités sont encore largement imprégnées de préjugés véhiculés pendant des siècles et voulant qu'un homme ait le droit d'agir comme il l'entend à l'endroit de "sa" femme. Le vieil adage "bats ta femme tous les jours; si tu ne sais pas pourquoi, elle le sait" fera peut-être sourire ceux et celles qui le croient d'une autre époque et révolu, mais dans les faits, il est cruellement d'actualité. Il suffit de lire certains propos tenus par les médias ou même par nos tribunaux, pour réaliser à quel point l'on incrimine facilement la victime en la rendant responsable des méfaits sur sa personne: il s'agira d'une femme infidèle et d'un

mari lésé, d'une épouse provocatrice et d'un homme presque en légitime défense ou à bout de nerfs. Toutes les explications et tous les prétextes amenés par les meurtriers pour se justifier seront admis et il s'en tirera à meilleur compte qu'un autre accusé d'une fraude mineure par exemple. Une étude menée à travers le Canada par le Women's Research Center de Vancouver, a démontré que 90 % de la population canadienne estime qu'un homme ne battera ou ne tuera jamais une femme sans que cette dernière ne porte une part de responsabilité.

Combien de victimes encore pour déclencher l'alarme?

Il y a un côté amer à l'idée de devoir compiler statistiquement le nombre de femmes torturées ou mises à mort par leur conjoint, pour amener une population et ses dirigeants politiques à réagir. Tout esprit soucieux du respect de l'intégrité et des droits de chaque individu devrait bondir à l'idée qu'une femme, ne serait-ce qu'une femme au monde, puisse subir un tel sort. La société québécoise actuelle s'est peut-être libéralisée en adoptant, entre autres, une charte des droits de la personne plus conséquente, mais elle n'est pas moins tributaire des valeurs misogynes

colportées par l'histoire et elle tend encore aujourd'hui à perpétuer ou à normaliser dans le couple des rapports de force dominant/dominée.

Au cours de la dernière décennie, le mouvement féministe aura beaucoup dit et beaucoup fait pour permettre aux femmes de s'affranchir du statu quo, mais l'incrédulité, le silence et l'injustice sont encore des géants à "abattre" pour dénoncer la gravité du contrôle absolu des hommes sur les femmes par la violence. Pour y arriver, des données qui soulignent l'ampleur du phénomène des femmes assassinées par leur conjoint s'imposent. Les statistiques à cet effet ont été jusqu'à tout récemment une denrée très rare. Il aura fallu, une fois de plus, l'initiative ou la pression des groupes de femmes pour que soit mise en évidence la proportion des femmes violentées par leur conjoint et de celles qui en meurent. Les statistiques dont nous disposons présentement proviennent du Centre canadien de la statistique juridique à Ottawa. Ces chiffres précisent le nombre de femmes (mariées et conjointes) assassinées au Canada par leur mari ou conjoint ainsi que le pourcentage de ces homicides par rapport au nombre total des meurtres commis en milieu familial (père-mère-frère-soeur-oncle-tante-enfants-cousin-cousine) de 1981 à 1984.

Année	Femmes assassinées	%
1981	80	41,7
1982	77	37
1983	83	38,4
1984	63	32

Les statistiques pour l'année 1985 seront disponibles dès décembre 1986, or récemment, ne serait-ce que sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal, l'escouade des homicides de la police locale dénombrait trois fois plus de "dramas passionnels" comparativement à la même époque l'an dernier (*Le Journal de Montréal*, 21 août 1986, p.3).

Le tableau est d'autant plus sombre que ces statistiques n'incluent pas les femmes qui décèdent à plus ou moins long terme des suites de mauvais traitements.

Une femme sur sept est violentée physiquement, psychologiquement ou sexuellement par son conjoint, au péril de sa vie et souvent même de celle de ses enfants.

La justice? deux poids, deux mesures

Les seules expressions "drame passionnel" et "crime passionnel" couramment utilisées par le système judiciaire laissent entendre qu'une connotation différente est apportée aux crimes commis dans un contexte conjugal. Le caractère souvent crapuleux de ces meurtres est nettement atténué par les tribunaux qui ne perçoivent pas

comme des criminels ces maris ou ces conjoints, mais voient le geste meurtrier comme un accident de parcours, une perte de contrôle, un signe de désespoir, une tragédie. Les sentences prononcées parlent d'elles-mêmes: rappelons-nous le cas de Diane Nemej poignardée plusieurs fois et mutilée par son mari, l'accusation de ce dernier sera réduite par la couronne à homicide involontaire.

Un article de la Presse Canadienne rapporte le témoignage d'un représentant de la justice qui affirme connaître "beaucoup de cas où des hommes ont prémédité la mort de leur femme. Ils ont acheté une arme à feu, des munitions et ont attendu la première occasion pour s'en débarrasser. Ils sont généralement condamnés à trois ans de prison, peine qui est toujours réduite pour bonne conduite. En règle générale, ils sont libres au bout de deux ans et même d'un an seulement." (*La Presse*, Montréal, mardi 10 décembre 1985). Le harcèlement, les menaces, les sévices antérieurs, infligés à la femme par son conjoint ne seront pas toujours retenus comme preuve suffisante par la cour. Les hommes plaident la "provocation", les procureurs de la couronne acceptent facilement cette défense et renchérissent en faisant le procès de la victime et en laissant entendre que l'homme qui ne tue "que" sa femme, n'est pas dangereux.

Fatalité ou pas, il faut surtout voir venir le pire

À la mort de notre amie Ginette, coordonnatrice de la Maison des femmes de la Côte-Nord à Baie-Comeau, Pierre Pascau, chroniqueur d'une émission de radio à Montréal, posait en ondes la question suivante: "Comment une femme avertie, impliquée dans une ressource qui vient en aide aux femmes victimes de violence, une spécialiste de la question, peut-elle connaître une telle fin?"

À nous de répondre qu'aucune femme n'est à l'abri d'une telle situation et, lorsque comme Ginette, elle prendra tous les moyens nécessaires pour se soustraire à cette violence, elle risquera encore le pire. Pourtant, les femmes parlent de menaces de mort proférées à leur endroit par leur conjoint, elles disent aussi le harcèlement qu'elles subissent et leurs inquiétudes. On aura tendance à vouloir les rassurer, à nier le danger ou à sous-estimer le risque. Les policiers disent disposer de peu de moyens pour garantir toute protection aux femmes qui en font la demande, ils seront aussi réticents à appliquer l'article du code criminel stipulant qu'une accusation peut être portée dans les cas de menaces et que lorsque le moindre indice laisse croire qu'il y a danger que le contrevenant mette ses menaces à exécution, le policier peut procéder à une arrestation.

En ce qui concerne les femmes hébergées dans nos maisons, il est important que nous demeurions vigilantes à leur départ car, la période critique est souvent celle qui suivra l'hébergement: c'est le moment où le conjoint la sachant seule, cherchera à la terroriser ou à s'en prendre de nouveau à elle. Il est de notre devoir d'informer les femmes des recours possibles, de les sensibiliser à la gravité des menaces, de prévoir avec elles des stratégies. (...) Nous devons nous défaire de l'emprise de la pudeur et de la réticence à enfreindre les limites du privé.

Les femmes hébergées nous regardent!

Michaëlle Jean

L'année 1986 tire à sa fin, les maisons d'hébergement auront franchi le cap des 10 ans. Une petite histoire laborieuse qui témoigne de la volonté des femmes à concrétiser leurs actions pour lutter et riposter contre la violence en milieu conjugal, solidairement (solidement), entre femmes. Les premières ressources pour femmes victimes de violence voyaient le jour en 1975, dix ans plus tard un véritable réseau, plus de 40 maisons, s'est constitué et continue de se ramifier.

L'action des bâtisseuses, au-delà de l'aide directe apportée à des milliers de femmes violentées par leur conjoint, visait aussi à verser la problématique sur la place publique et à susciter une mise en branle de l'engrenage politique et gouvernemental quant aux droits des femmes à l'intégrité, à la protection et à la réparation. Nous avons forcé nos interlocuteurs ministériels à prendre position en matière de violence faite aux femmes en milieu conjugal. Du côté public, l'affluence des femmes dans chacune des maisons d'hébergement mise sur pied, témoigne de l'impact de nos campagnes pour diffuser notre raison d'être et les services que nous offrons. Les maisons servent aussi, presque généreusement, de "terrain d'essai" à des centaines d'étudiantes chaque année.

La preuve n'est pas à faire, plusieurs savent aujourd'hui qu'il existe un recours pour les "femmes battues". Mais quelle est la perception des femmes hébergées face à leur séjour en maison d'hébergement ? Quelles sont leurs recommandations ?

Le Regroupement a invité les anciennes hébergées à leur assemblée générale de 1983 à prendre la parole pour qu'elles nous fassent part de leurs perceptions quant à l'amélioration possible des services offerts en maison et des conditions de vie des femmes.

Tableau des recommandations

Que dans toutes les maisons soit aménagée une salle de détente ou de repos qui soit plus calme.

Que l'on conserve ou que l'on ouvre des maisons qui respectent l'aspect familial soit de 4 ou 5 familles maximum.

Que la distribution du lait se fasse dans nos maisons au même titre que dans nos écoles.

Que l'intimité des femmes soit préservée en ayant des chambres fermées à clé.

Qu'à la demande d'une femme hébergée, l'animatrice intervienne pour faire respecter les règlements de la maison.

Que des rencontres soient organisées dans chaque maison pour les ex-résidentes. On souhaite également des rencontres d'ex-résidentes au niveau régional et provincial.

Que dans chacune des maisons soit établi un programme d'activités manuelles, sportives ou culturelles tant pour les femmes hébergées que pour leurs enfants et ce, à l'intérieur de la maison comme dans le quartier.

Que toutes les maisons assurent à la femme hébergée un service de halte garderie.

Que les maisons organisent un cours de relation d'aide pour les ex-résidentes qui veulent faire du bénévolat à la maison.

Que chaque maison ait une banque de logements temporaires accessibles pour les résidentes qui ont des difficultés de relogement.

Que du personnel, soient exclus les hommes. Cependant, un homme pourrait, s'il est compétent, faire de l'intervention auprès des enfants comme bénévole.

Que dans toutes les maisons soit assuré le service de nuit par une animatrice au minimum.

Que le personnel soit mieux formé pour donner l'information précise quant aux droits et aux services des femmes hébergées.

Que les maisons d'hébergement soient publicisées dans les ressources et les autres organismes tant locaux que régionaux ou provinciaux.

Qu'une seule animatrice soit la personne de référence auprès d'une femme hébergée pendant et après son séjour.

Que les résidentes soient informées dans les maisons où un dossier personnel est ouvert, que l'accès à ce dossier par la résidente et la confidentialité soient assurés.

Qu'aucune concession ne soit faite par le Regroupement provincial sur la question de l'application de la directive voulant que les maisons perçoivent un pourcentage de l'aide sociale versée aux femmes hébergées.

Que la gratuité pour les femmes hébergées soit maintenue dans toutes les maisons.

Que le Regroupement provincial forme un Comité de Surveillance qui recevra les plaintes quant aux droits et aux services assurés par les maisons. Ce dit Comité serait formé d'un membre du conseil d'administration du Regroupement provincial, d'une travailleuse et d'une ex-résidente.

Les résidentes devront être informées de l'existence de ce Comité.

S'il existe des moments où nos convictions sont ébranlées, il en est d'autres où tout fait sens, où le geste est sans équivoque, où les mots viennent d'eux-mêmes. J'ai plaisir à me rappeler ces deux jours de juin '83 où pour moi, "la cause" s'enrubannait de couleurs que j'aimais. L'air de réjouissance dans mon coeur, c'était toutes ces femmes, "anciennes hébergées", au même banc que "nous autres", animatrices et membres du Conseil d'administration. Les femmes nous regardent, me disais-je, elles sont quotidiennement témoins de nos actions, il faut les entendre, il faut leur permettre d'en rendre compte. L'élan de solidarité dont a découlé un réseau d'entraide et de lutte contre la violence faite aux femmes, un mouvement politique important, se faisait plus cohérent et tenait tête au maternage et à la condescendance à l'endroit des femmes. Donner la parole aux femmes que nous hébergeons n'est pas faire preuve de générosité ou d'ouverture d'esprit, c'est être conséquentes avec nous-mêmes.

Par ces quelques recommandations, des femmes, anciennes hébergées, y ont mis du leur, non pas à titre de "bénéficiaires" d'un service mais avec un désir profond de s'impliquer et d'entrer dans la ronde. À les relire attentivement, trois ans plus tard, il est heureux de constater que leur contribution n'aura pas été vaine car plusieurs éléments de ces recommandations qu'elles nous ont soumises, ont été repris à la lettre par un bon nombre de maisons: ne serait-ce qu'en termes d'amélioration des lieux physiques, de la réflexion sur l'intervention, des programmes de suivi, des activités pour les enfants, des principes maintenus (gratuité, confidentialité, ne pas hypothéquer les prestations d'aide sociale des femmes hébergées, etc.), de la présence d'anciennes hébergées au sein des équipes de travail et des conseils d'administration, de la mise en disponibilité d'une animatrice la nuit, etc.

Quant à la toute dernière recommandation pour un "Comité de surveillance", là aussi, nous prenons les moyens en conséquence. Comment? direz-vous. En revendiquant un financement décent pour des conditions de travail optimales (anti burnout). En se donnant une "charte" sur la qualité de notre intervention. En allant à fond, comme nous n'avons jamais cessé de le faire, dans des programmes de formation conçus à partir de nos ressources au Regroupement provincial, à l'image de nos principes fondamentaux et des droits que nous revendiquons, en fonction de ce qui fait des maisons une ressource alternative de première ligne.

Chacune de ces démarches témoigne de notre vigilance quant au maintien de nos engagements à l'endroit des femmes victimes de violence.

De la nécessité de la lutte

Madeleine Lacombe pour le Comité exécutif

En février 1979 naissait le Regroupement provincial des maisons d'hébergement. Au-delà de créer des liens et des échanges entre les maisons, le Regroupement avait principalement deux objectifs: porter sur la place publique la problématique des femmes victimes de violence et assurer le développement à travers le Québec d'un réseau universel de maisons d'hébergement.

Si le premier objectif a été longuement atteint, le second nous a menées à travers diverses péripéties qui pourraient maintenant coûter la vie à certaines maisons si nous ne réagissons pas! Quant aux autres maisons, si leur survie immédiate n'est pas compromise, il faut bien voir que c'est l'essence même en mouvement qui est remise en cause.

Mouvement qui était né de la volonté des femmes à vouloir sortir du long et ténébreux couloir de notre histoire, de notre conditionnement à être soumises, possédées, dominées. Mouvement qui a couvé longtemps, en silence, avant d'éclater au grand jour, avant de percer les murs du silence et d'étendre ses rayons aux autres femmes.

Mouvement par lequel nous voulions redonner aux femmes la confiance en soi. La confiance en soi, c'est la valeur que l'on s'accorde, l'importance que l'on se donne et la conviction que nul n'a le droit de nous agresser physiquement, verbalement ou psychologiquement. Que nul non plus, n'a le droit de nous exploiter et de nous dominer. Cette confiance, elle doit nous venir de l'intérieur, d'un intérieur parfois lointain parce qu'il a été écrasé pendant tant et tant d'années.

Chassez le "conditionnement", et le voilà qu'il revient au galop! L'urgence des luttes, les conditions misérables dans lesquelles nous devons

opérer, le manque de ressources ont eu gain de nos grands espoirs. Doucement, sans s'en rendre compte, nous avons accepté comme travailleuses, militantes, bénévoles, femmes, d'être exploitées, et non reconnues. Doucement, nous avons crû que cette non-reconnaissance était "normale" tout en continuant à tenir auprès des femmes hébergées notre discours de reconnaissance, de confiance en soi, d'autonomie; doucement, sans nous rendre compte "qu'on ne donne pas ce qu'on n'a pas".

Insidieusement, les interventions gouvernementales ont infériorisé le travail des maisons par rapport à celui du réseau institutionnel. Insidieusement, parce que son discours parlait de reconnaissance sans jamais admettre que la reconnaissance passait par le pouvoir économique.

Nous devons maintenant prendre conscience de nos conditions comme femmes, travailleuses et militantes. Les femmes cessent d'être inférieures le jour où elles se découvrent exploitées. À ce moment seulement, elles peuvent refuser les limites que les autres leur ont imposées, en l'occurrence les gouvernements actuels et précédents dans le dossier des maisons d'hébergement. À ce moment seulement, nous ressentirons la nécessité de rompre avec ceux qui nous maintiennent dans l'ombre et la non-reconnaissance. À ce moment seulement, nous pourrions nous affirmer comme étant notre principal élément de reconnaissance; parce que la reconnaissance comme la liberté, ça ne se donne pas, ça se prend! On ne peut se sentir puissantes si socialement et politiquement, on n'a aucun pouvoir.

La lutte pour le financement adéquat des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence est un retour aux sources, à l'essence même du mouvement que nous avons amorcé quelques 10 ans plus tôt!

Insidieusement, les interventions gouvernementales ont infériorisé le travail des maisons par rapport à celui du réseau institutionnel. Insidieusement, parce que son discours parlait de reconnaissance sans jamais admettre que la reconnaissance passait par le pouvoir économique.

Une place pour les enfants et les adolescent(e)s vivant en maison d'hébergement

Claudine Pierre

**pour le Rassemblement
des intervenantes
auprès des jeunes**

Depuis le tout début des maisons, les enfants et les adolescent(e)s des femmes violentées ont toujours été accueillis, mais au cours des années, les maisons d'hébergement se sont rendu compte qu'il faut faire une place "plus grande" aux jeunes hébergés parce qu'ils sont, eux aussi, témoins ou victimes de violence.

Oui, ces enfants sont tous témoins et/ou victimes de violence". Ils ont vu ou vécu des scènes qui les ont troublés et même parfois traumatisés. Eux aussi, ils ont besoin d'aide! Comme leur mère, ils arrivent en maison dans un état de crise. Ils sont inquiets et insécures, et parfois très perturbés. Ils viennent de quitter leur père ou l'ami de leur mère, leur domicile, leurs amis et souvent, leur école. La plupart n'ont pas été consultés, ni informés; ils n'ont eu qu'à subir la situation et à suivre leur mère. Il s'avère donc important et primordial de leur expliquer ce qui arrive dans leur vie; et la façon de le dire peut varier selon leur âge et leurs capacités. Ils ont besoin de comprendre, d'être écoutés, rassurés et sécurisés tout autant que leur mère. Sinon, comment peuvent-ils se sentir aimés et acceptés?

De plus en plus, nous prenons conscience de l'ampleur des besoins des enfants hébergés, et sommes convaincues qu'il faut engager des intervenantes qui s'occupent spécifiquement d'eux. Il est aussi nécessaire qu'on mette à leur disposition des locaux adéquats, soit une salle pour les enfants et une pour les adolescent(e)s.

Il va sans dire que, pour leur bien-être, il faut prévoir l'accès à une cour ou à un terrain de jeu, à proximité de la maison d'hébergement.

Hélas, plusieurs maisons n'ont aucune intervenante auprès des jeunes. Et les maisons qui en ont déjà une réalisent que c'est nettement insuffisant,

car chaque enfant exprime des besoins différents selon son âge et les problèmes rencontrés dans sa famille. De plus, cette animatrice doit viser dans son intervention la consolidation de la relation entre la mère et ses enfants.

Certaines résidences manquent d'espace intérieur et extérieur pour les jeunes tandis que d'autres, ont des pièces réservées pour eux ainsi qu'une cour bien aménagée. Nous pouvons donc constater que certaines maisons sont assez fonctionnelles, d'autres le sont moins.

Toutefois, je crois que la plupart des maisons s'entendent pour affirmer l'importance de faire de la prévention auprès de ces jeunes. Ils sont des candidats potentiels pour reproduire ou pour subir cette même violence. Il faut donc leur montrer à ne pas la normaliser, ne pas la tolérer ou ne pas tenter de la reproduire. Il faut, en fait, briser le plus tôt possible la longue chaîne de la violence familiale.

Il faut comprendre aussi que l'enfance est un stade important dans le développement de l'individu et toute perturbation importante peut lui nuire pour sa vie future. Ainsi, notre milieu doit permettre à l'enfant de traverser cette situation de crise dans un climat de calme, de sécurité et de confiance. Bref, il faut lui donner la place qui lui revient et lui faire sentir qu'il est important, qu'il est une personne à "part entière".

D'ailleurs, malgré le manque de personnel et le peu de ressources disponibles pour les jeunes dans nos maisons, nous pouvons tout de même constater, durant le séjour, certains changements dans leurs comportements. Ils sont plus sociables et plus positifs qu'à leur arrivée. Ils ont aussi plus de facilité à s'exprimer et à s'extérioriser. Ils sortent de leur séjour plus calmes et détendus.

Nul doute que les maisons déploient un effort considérable pour faire une place importante aux jeunes, mais il n'en demeure pas moins que le manque de ressources financières nous empêche de développer et d'améliorer les services déjà offerts.

Il revient donc à nous, intervenantes auprès des femmes et des enfants, de sensibiliser davantage les gouvernants et la population afin que tous accordent une attention plus grande aux adultes de demain.

Rebâtir la famille en crise en aidant dès aujourd'hui les parents de l'an 2000, est un défi de taille qu'il incombe à tous et à toutes de relever.

La victimisation des femmes

Andrée Lafrance

La victimisation des femmes est un processus qui nous amène à tolérer la violence. Ce qui veut dire que dès notre enfance, on apprendra à développer un seuil de tolérance à la violence très élevé et à développer la perception que, quoi que nous fassions, nous n'avons pas de contrôle sur notre vie, que nous ne pouvons pas améliorer notre situation, que nous sommes perdantes d'avance; ce qu'on appelle le sentiment d'impuissance.

Cette analyse de la violence, développée par la Riposte des femmes, nous donne un nouvel éclairage sur la problématique de la violence faite aux femmes parce qu'elle nous permet d'explorer notre réalité de façon différente; d'abord, pour être en mesure de reconnaître la violence qui nous est faite et pour être capable de reconnaître les moyens que nous avons développés pour résister et pour se défendre contre la violence.

Nous ne sommes pas conscientes de la façon dont nous résistons à la violence. Nous sommes plutôt amenées à nous percevoir comme des femmes soumises, dépendantes, passives, qui se résignent à subir la violence, qui ne se défendent pas et qu'il y a des façons adéquates et inadéquates de réagir.

C'est ainsi que nous apprenons à définir notre réalité en fonction du regard que l'on pose sur nous.

Climat de menace (homme)

↓
Apprentissage à la peur (femme)

Nous apprenons très jeunes à vivre avec un climat de menace, de peur; nous apprenons toutes petites la menace du viol par le harcèlement sexuel et à vivre avec cette peur, à la contrôler, à la cacher parce qu'en contre-partie, l'entourage nous dit que nous sommes peureuses, que nous exagérons la peur ressentie, que nous dramatisons la situation. Notre entourage, nos parents nous mettent en garde contre les dangers d'agression et nous conseillent de ne pas se laisser accoster par des étrangers, de ne pas leur parler, de ne pas s'approcher de tel oncle, de ne pas se promener nue dans la maison, de ne pas sortir à la noirceur.

En fait, on nous met en garde d'un danger sans nous expliquer exactement contre quoi nous avons à nous protéger et comment nous défendre. Tout ce que nous comprenons, c'est que certaines situations peuvent être dangereuses et que si nous ne sommes pas assez prudentes, nous risquons de nous faire agresser.

Puisque nous ne pouvons identifier la nature du danger dont on nous parle, tout ce qui est extérieur nous semblera menaçant. La peur que nous ressentons cessera de devenir un signal d'alarme puisqu'il deviendra pour nous un état habituel d'être continuellement aux aguets. Nous apprenons donc à anticiper le pire et cette façon de réagir deviendra notre façon d'être face à n'importe quelle situation. Ce qui veut dire qu'en tout temps, devant une situation insécurisante, on va vite entrevoir et retenir le scénario le plus angoissant et celui qui nous apparaît hors de notre contrôle, comme par exemple: un rejet, un échec dans le travail, le viol, les coups, un meurtre, etc.

Par conséquent, lorsque nous nous retrouvons avec un conjoint violent, nous avons beaucoup de difficultés à reconnaître le climat de tension dans lequel nous nous retrouvons et de quelle façon il est maintenu puisqu'il fait partie de notre état de survie. Mais, par contre, nous le ressentons puisque nous cherchons à faire baisser cette tension, à surveiller nos paroles, nos gestes pour ne pas le contrarier, à chercher à lui faire plaisir, à calmer les enfants. Nous cherchons ainsi à nous protéger contre la menace de violence qu'elle soit explicite (menace de coups, injures, menace de rupture, excès colérique, etc.) ou implicite (par des attitudes, des regards, un silence froid, la rétention des sentiments ou d'approbation, intimidation, etc.).

Notre façon d'entrevoir le pire nous amènera à nous remettre en question si la menace n'est pas concrétisée (j'ai dû m'imaginer tout cela) ou à nous responsabiliser si nous nous faisons agresser en comprenant que le climat de tension aurait dû nous servir d'avertissement.

Agression (homme)



Sentiment d'outrage (femme)

Quand nous nous faisons agresser, que ce soit au niveau psychologique, physique ou sexuel, nous aurons dans un premier temps le sentiment qu'on n'a pas le droit de nous injurier, de nous frapper, de nous harceler sexuellement. Nous nous sentons humiliées et en colère. Nous sommes outragées.

Invalidation (homme)



Responsabilisation (femme)

Tous les messages que nous avons reçus antérieurement et la réaction de notre entourage feront en sorte que nous annulerons rapidement nos sentiments d'outrage: *"Tu n'as pas été prudente"*, *"Tu as probablement fait quelque chose qui l'a mis en colère"*, *"Tu n'as qu'à éviter cette personne"*, *"Tu as le don de te mettre toujours dans des situations malsaines"*, que ce soit en minimisant ou en ridiculisant le caractère ou la gravité de l'agression que nous avons subie, ou en nous en rendant responsables, cela nous amènera à remettre en question notre perception de la situation et notre façon d'y réagir.

Nous apprenons à ne pas en parler de peur d'être davantage culpabilisées ou ridiculisées, à nous méfier de nos propres perceptions face à l'agression en se responsabilisant.

C'est aussi de cette façon que nous apprenons à nous percevoir comme des êtres fragiles, dépendantes, émotives et à ne plus reconnaître nos moyens de défense et notre capacité à réagir aux événements, à prendre des décisions, à prendre du contrôle sur notre vie. L'invalidation constante de nos perceptions nous amènera à développer une surcrédibilité des propos et des valeurs masculines et à définir notre réalité à partir du point de vue des hommes.

Ainsi, lorsque nous nous faisons agresser par notre conjoint, nos sentiments d'outrage, notre colère seront rapidement anéantis par les remords du conjoint et par les efforts de celui-ci à justifier ses comportements. Que ce soit en minimisant le caractère et la gravité de l'agression, en évoquant les problèmes reliés à la consommation d'alcool ou de médicaments, en prétendant qu'il ne peut contrôler sa violence, en nous répondant que nous dramatisons ou que nous sommes complètement folles, en reprenant rapidement la vie normale de tous les jours, en se montrant affectueux comme si rien ne s'était passé ou en affirmant que nous n'avions qu'à ne pas le provoquer, toutes ces réactions et justifications nous amèneront à nous voir comme responsables des comportements du conjoint et à croire qu'en modifiant nos attitudes et nos comportements, la violence va se résorber.

Valorisation sociale (homme)



Sentiment d'impuissance (femme)

En revanche, si nous nous conformons à l'image et aux rôles qui nous sont dévolus, on nous assurera d'une certaine "valorisation sociale" et de "bénéfices" reliés aux rôles traditionnels, c'est-à-dire une prise en charge et une protection au niveau économique, émotif et social. Par contre, nous nous retrouvons moins autonomes financièrement ou carrément dépendantes. Nous développons des formes de pouvoir indirectes, les formes de pouvoir directes étant considérées pour nous comme de l'agressivité. Nous nous sentirons en perte d'identité et de valorisation personnelle, parce que cantonnées dans un projet de vie défini d'avance, quand nous nous faisons dire que nous nous occupons mal de nos enfants, de notre conjoint ou quand nous n'avons plus personne de qui prendre soin...

De même la rémission du conjoint contribuera à oblitérer nos sentiments d'agressivité et de méfiance en se montrant affectueux, en réalisant différentes promesses, en faisant miroiter les avantages de la survie du couple ou de la famille, puis se montrera désespéré, voire "suicidaire" s'il y a une menace de rupture. Tout ceci maintiendra un seuil de tolérance élevé à l'agression puisque le conjoint nourrit l'espoir qu'il ne sera plus violent si nous répondons à sa demande.

Conséquemment, l'invalidation constante de nos perceptions constitue une forme de violence en soi puisqu'elle amène à voir les agressions comme inévitables et justifiées.

Les limites des maisons dans la prévention

Madeleine Lacombe

Au-delà des limites qui nous sont imposées par une situation financière encore très précaire, il faut bien comprendre que les maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence ne sont pas l'unique solution au problème de la violence conjugale.

Bien qu'elles sont un élément essentiel dans l'intervention auprès des femmes, il est évident que comme société, nous n'arriverons à quelque chose de très concret (baisse de la violence) que lorsque tout le milieu sera totalement impliqué. Par milieu, nous entendons, entre autres, le système judiciaire, le système de la santé et des services sociaux, ainsi que le public en général, plus spécifiquement le réseau de relations et de connaissance de la victime.

Dans beaucoup de milieux encore, malheureusement, les intervenantes des maisons d'hébergement ont la triste impression de porter à elles seules le fardeau de la violence conjugale. Non seulement limitées par des contraintes budgétaires très réelles, elles sont aussi limitées par la non intervention de leur milieu. Il arrive donc très souvent que cette triste impression se transforme en un sentiment d'impuissance d'abord, de frustration ensuite.

Frustration quand dans certaines régions, les femmes ne peuvent plus obtenir de mandat d'aide juridique pour un article 745* (mandat de garder la paix), alors que l'agresseur, lui (son mari), profite pleinement de celle-ci pour sa défense. Frustration quand la police ne prend pas au sérieux des menaces de coups ou de mort. Je me souviens d'une femme à qui son mari avait répété pendant deux ans - "je vais te la péter ta tête de cochon". Quand elle est arrivée à la maison d'hébergement,

il venait de lui frapper la tête une dizaine de fois sur les murs en la tenant par les cheveux! Il faut bien comprendre que la violence est une escalade, les coups vont toujours finir par arriver.

Impuissance, devant la façon dont sont menées certaines enquêtes... La politique d'intervention en matière de violence conjugale a été un grand pas à beaucoup d'endroits. Il reste cependant encore beaucoup à faire. Frustration et impuissance aussi quand une femme est allée une dizaine de fois à l'urgence avec des brûlures, des marques au cou, des coups de "strappes" et que tout le monde a fermé les yeux et préféré croire qu'elle était tombée dans les escaliers. Frustration aussi quand une travailleuse sociale renvoie une femme au foyer en lui disant de faire un effort pour mieux comprendre son mari, ou parce que ses enfants aiment beaucoup trop leur père et que ce serait dommageable pour eux... la séparation. Rester là est en fait aussi dommageable pour les enfants à cause du climat et des valeurs qu'ils sont en train d'intégrer. Là aussi un travail de sensibilisation se fait, mais beaucoup trop de personnes encore ne veulent pas changer leur "pattern".

Impuissance et frustration enfin quand une femme retourne chez elle sous la pression de sa famille et de la famille de l'agresseur: "il n'est pas si pire que cela, et puis il amène l'argent, t'as une belle maison". La preuve ultime de la violence du mari apparaît à tout le monde le jour où la femme est assassinée. Quand le milieu cessera-t-il de se fermer les yeux? Combien y aura-t-il encore de femmes assassinées parce qu'on ne veut pas entendre les cris chez les voisins, parce qu'on ne veut pas voir les bleus, les yeux continuellement rougis par les pleurs, l'air apeuré des femmes victimes de violence conjugale? Combien?

Il y aurait encore tant et tant de choses à dire, à suggérer, à faire... Pour vous mettre sur la piste, nous avons choisi quelques recommandations qui pourraient déjà être un début dans le sens de la prévention du crime!

* Article 745 devenu aujourd'hui l'article 810 au code criminel.

Des recommandations

Marie Adornetto

Que faire si votre voisine se fait battre ?

- N'hésitez pas à téléphoner à la police. Cette femme est en danger et ne peut appeler elle-même.
- Rompez le silence dès que vous vous retrouvez seul(e) avec votre voisine. Parlez-en lui simplement. Peut-être n'attend-elle que cela pour se vider le cœur.
- Ne la jugez pas; faites-lui savoir que vous êtes là, que vous pouvez l'aider, mais ne prenez pas de décision à sa place.
- De nombreuses ressources existent pour les femmes violentées. Référez-la à la maison de votre quartier ou à la ligne téléphonique provinciale SOS Violence conjugale 1-800-363-9010 (pour la région de Montréal : 873-9010).
- Offrez-lui de l'aide concrète. Elle est souvent épuisée. Offrez-lui, par exemple, de l'accompagner ou de garder ses enfants pendant qu'elle fait ses démarches.
- Elle peut porter plainte au criminel contre son conjoint s'il y a voies de fait ou menaces graves. Renseignez-vous auprès de votre poste de police.
- Si elle refuse de partir de la maison, ne la blâmez pas. Vous lui aurez donné de l'information et montré que quelqu'un(e) s'en préoccupe. Elle s'en rappellera quand elle sera prête. Assurez-lui que vous demeurez disponible si elle change d'idée.

Aider quelqu'un, ce n'est pas lui dire quoi faire, c'est d'abord l'écouter, ensuite l'informer de ses droits et des recours. C'est aussi lui offrir une aide concrète. "Nous, qui faisons rien, qui abandonnons cette femme et la laissons sombrer dans la conspiration du silence, nous sommes tous coupables de non assistance à une personne en danger".⁽¹⁾

Recommandations au personnel de la santé et des services sociaux

- Écoutez ce que les femmes vous disent! Ouvrez vos oreilles et tentez de décoder le message qui peut vous être transmis.
- Organisez-vous pour rencontrer la femme seule. Si son conjoint est avec elle et insiste pour être présent, expliquez-lui que ce sont les procédures normales d'être seul(e) avec votre cliente.
- N'ayez pas peur d'en parler. La femme battue s'attend à ce que quelqu'un s'aperçoive de la situation qu'elle vit. Par exemple, un médecin peut dire: "J'ai vu plusieurs femmes avec des marques comme les vôtres qui, en fait, avaient un mari violent, est-ce votre cas?"
- Informez-vous sur les ressources existantes dans votre région; équipez-vous de dépliants; lisez des textes sur la problématique.
- Si vous êtes face à une femme battue, vérifiez si elle est en danger immédiat. Informez-la des ressources; dites-lui qu'elle n'est pas la seule dans son cas. Donnez-lui du temps et assurez-la de votre support mais, sans lui faire de promesses que vous ne pourrez tenir.
- De nombreuses femmes violentées croient être la source du problème. Elles pensent parfois être folles. Comme intervenant(e), prenez position. Il est important de lui dire que rien ne justifie la violence, quoi qu'elle ait pu faire.
- Respectez sa décision. Une femme qui n'est pas prête à entreprendre des démarches se fermera si vous insistez ou décidez pour elle. Par contre, quand elle sera prête, elle pourra contacter la ressource dont vous lui aviez parlée.

⁽¹⁾ «Battre sa femme, c'est criminel», Sophie Gironnay, *Coup de Pouce*, printemps 86.

La sexualité blessée

Michaëlle Jean

Les recherches sur la problématique de la "violence conjugale" ont à ce jour relativement peu exploré la sexualité comme lieu dans le couple où peut s'exercer le pouvoir, le contrôle et la violence contre les femmes. Pour mieux s'attaquer aux agressions à caractère sexuel, il fallait d'abord reconnaître le phénomène au-delà des mythes et des préjugés, en cerner l'incidence, les manifestations et les effets, décortiquer aussi certains facteurs sociaux tels, entre autres, la socialisation différenciée des hommes et des femmes sur une base sexiste, les valeurs misogynes et patriarcales, la pornographie, le tabou autour de la sexualité qui contribuent à maintenir le silence et l'ambiguïté autour de cette violence ou encore qui la cautionnent. Devant cette réalité sociale, collective de la violence faite aux femmes dans ses manifestations les plus hideuses et inacceptables sur tous les plans, physique, psychologique et sexuel, le Regroupement provincial ainsi que ses maisons membres estimaient capital d'articuler leur argumentation autour d'un maximum de données collées au vécu des femmes violentées. Cette étude "La sexualité blessée" a permis en ce sens aux maisons d'hébergement de préciser leur réflexion sur la violence sexuelle et de mieux répondre aux besoins des femmes hébergées qui ont eu à subir de tels sévices. Les résultats servent non seulement à des fins de sensibilisation du public mais aussi à l'intervention. Ces femmes subissent couramment des agressions à caractère sexuel, perpétrées par leur conjoint ou partenaire, et qui vont du harcèlement à l'intimidation, la manipulation, la brutalité, au viol. Parmi les 264 répondantes, 219 femmes, soit 83 % de l'échantillonnage, ont été violentées sexuellement par leur conjoint.

Une sexualité chargée d'insatisfaction et d'imposition

Lorsqu'en général les répondantes abordent la sexualité vécue avec leur conjoint, elles font un bilan qui, pour la majorité, tend vers une grande insatisfaction. 66,3 % déclarent que les rapports sexuels avec le conjoint n'étaient "jamais" ou "seulement parfois" des moments particuliers de tendresse ou de rapprochement. 61 % attestent d'une sexualité faite de moments douloureux et humiliants. 65,1 % indiquent que leur sexualité avec ce conjoint était chargée d'angoisse et d'inquiétude. De plus, 75,4 % des répondantes ont signalé que les rapports sexuels avec le conjoint qui les agressait constituait une "façon d'avoir la paix"; or, il apparaît que parmi celles qui, à leur détriment, en arrivaient à ce compromis, 87,8 % étaient harcelées ou agressées sexuellement après avoir été malmenées ou brutalisées par l'agresseur. Très nombreuses, 83,7 % sont aussi les répondantes qui ont rapporté que, durant la dernière année de vie commune ou de relation avec leur conjoint, les rapports sexuels leur étaient imposés par celui-ci. Les femmes violentées sexuellement par leur conjoint font état d'exigences, d'actes, verbal ou physique, à caractère sexuel, qui portaient atteintes à leur intégrité sexuelle. Les situations les plus fréquemment exprimées sont les suivantes: être insultée, humiliée pendant un rapport sexuel; être prise de force, être pénétrée de force dans l'anus; être brutalisée pendant un rapport sexuel (frappée, immobilisée, mordue, bousculée, etc.) contre son gré; être harcelée sexuellement (pressions et menaces); être ligotée de force pendant un rapport

sexuel; être violée après avoir été battue ou injuriée; être forcée d'agir selon les fantasmes sexuels du conjoint ou partenaire. Il ressort indubitablement qu'il ne s'agit nullement de gestes sexuels impliquant librement deux individus consentants mais bien d'agressions, de sévices infligés à ces femmes par leur conjoint. 75,7 % des répondantes ont de plus témoigné que leur conjoint manifestait le désir de rapports sexuels après les avoir battues ou injuriées. Dans ces mêmes conditions, 53 % des femmes étaient prises de force, violées par leur conjoint. Ces agressions pouvaient s'étaler sur des années de vie commune ou de relation avec le conjoint en question: de 1 à 5 ans pour plus de la moitié des répondantes (56,8 %), de 6 à 10 ans (20,9 %), de 11 à 20 ans (15,8 %), de 21 à 50 ans (6,5 %).

Les effets de la violence sexuelle

Les femmes agressées par leur conjoint vivent énormément d'angoisse, d'inquiétude, des moments douloureux et humiliants qui affectent grandement leur vie, leur santé physique et psychologique. Toutes les fois où elles étaient brutalisées sexuellement par leur conjoint, les répondantes disent s'être senties profondément dévalorisées et en colère, elles vivaient aussi un sentiment d'impuissance entretenu par la peur et la honte. De plus, il est ressorti du côté des femmes violentées sexuellement, comparativement aux autres répondantes qui n'avaient pas subi d'agressions à caractère sexuel, qu'elles étaient davantage ou plus fréquemment sujettes à des troubles de sommeil et de l'appareil digestif, aux maux de tête, aux douleurs musculaires,

aux problèmes d'ordre gynécologique, à l'anxiété, à divers degrés de dépression, et aux accès de fatigue chronique.

La pornographie

La pornographie est utilisée par plusieurs hommes comme lieu d'apprentissage ou source d'inspiration quant à leur pratique sexuelle. En effet, 45,5 % des répondantes rapportent que leur conjoint leur demandait, lors des rapports sexuels, d'imiter des situations telles que représentées dans des revues, vidéos, films, spectacles de sexe ou à contenu pornographique. De façon significative, 60,5 % des hommes (conjoint ou partenaires des répondantes de l'étude) qui maltraitent leur conjointe, puisent ou alimentent leurs fantasmes sexuels d'images ou pratiques véhiculées par la pornographie. En moyenne, 3 hommes sur 4 qui ont recours à la violence sexuelle consomment fréquemment de la pornographie.

L'inceste

137 femmes de l'étude, soit environ 51,9 % des répondantes, ont affirmé avoir été victimes d'inceste dans leur enfance. Elles ont été outragées sexuellement par des personnes membres ou proches de leur famille.

Apprentissage de la sexualité avant 18 ans

Presque toutes les répondantes (94,3 %) ont affirmé que la sexualité était un sujet rarement ou pratiquement jamais abordé dans leur famille. Les femmes de l'étude rapportent qu'en dehors du contexte familial, elles ont souvent vécu des expériences sexuelles difficiles dans leur jeunesse. Leurs premiers contacts sexuels (mis à part l'inceste pour celles qui en étaient vic-

times) avec soit des jeunes de leur âge, des copains ou des amis, n'étaient pas toujours désirés par elles, mais leur ont été dans certains cas imposés (68,5 %). De ces femmes, la majorité (81,5 %) dit n'avoir jamais parlé de ces situations lorsqu'elles les ont vécues.

De nombreuses femmes auront eu un rapport blessé à la sexualité dès l'enfance

Il est notable, relativement à la sexualité vécue par les femmes dans

leur enfance, que l'inceste ou les agressions à caractère sexuel, adviennent plus fréquemment que d'autres formes de sévices physiques. Les répondantes ont davantage été maltraitées sexuellement dans leur famille (51,9 %) ou par des amis dans leur adolescence (68,5 %) qu'autrement. Dans ces circonstances, l'intégrité sexuelle de ces enfants appelées à devenir des femmes, tout comme leur vision de la sexualité et de l'amour sont gravement entachées. Ces expériences malheureuses sont vécues dans le mutisme et la confusion, sans le support nécessaire pour combattre le dilemme et les conséquences souvent désastreuses qui s'en suivent.

Conclusion

La violence sexuelle dont les femmes sont victimes en situation de couple ne doit plus être occultée. Cette étude, nous l'avons vu, ne traite pas de cas isolés, ni de pratiques sadomasochistes consenties. La problématique abordée s'engage sur la piste d'un phénomène social d'envergure, car elle ouvre une brèche sur la réalité des femmes violentées par leur conjoint, mari ou partenaire. Sept femmes sur dix maltraitées physiquement ou psychologiquement à l'intérieur de leur relation conjugale sont aussi agressées sexuellement par leur conjoint. Les agressions sexuelles, leur incidence ainsi que leurs retombées, ajoutent une dimension majeure au "puzzle" de la problématique. La pièce manquante retrouvée, le tableau reconstitué révèle les couleurs alarmantes d'une situation criante et insupportable pour des milliers de femmes. Mise à découvert, la sexualité est manifestement un lieu dans le couple où peut s'exercer pouvoir, domination et contrôle. Les agressions sont multiples, encaissées par les femmes, dites, on le sait, "du sexe faible". On ne dira jamais assez l'impact des valeurs et stéréotypes sexistes rattachés à la socialisation des individus dès l'enfance. Résultat, escompte ou pas: l'intériorisation de cette gamme de comportements prescrits sur la base du sexisme systématique, institutionnalisé et normalisé, produit des garçons agressifs et des filles dociles; des hommes qui trouvent légitime le recours à la violence à des fins de contrôle sur leur conjointe; des femmes subjuguées, traquées, aux prises avec un sentiment d'impuissance face à la violence qui leur est faite. Aux prises avec un sentiment de culpabilité, dévalorisées quant à l'image qu'elles ont d'elles-mêmes, accablées par la honte et le sentiment d'impuissance, rongées par la colère, les femmes violentées sexuellement désirent sortir de ce marasme qu'elles nomment très souvent "cauchemar". Les répondantes recrutées parmi les femmes qui eurent recours aux maisons d'hébergement, affirment que bien souvent, c'est auprès des intervenantes de ces maisons qu'elles auront trouvé le support et l'aide nécessaire pour repousser le silence, briser l'isolement et se retrouver.

Être ou ne pas être

Diane Prud'homme

Vers 12-13 ans, ma "meilleure" amie et moi, bien installées derrière le "shed" rouge (là où l'on pouvait fumer en cachette), avions pris l'habitude de faire état des injustices qui nous accablaient. Cette fois-ci, nous prononcions, pour une première fois, nos observations sur les injustices relativement au fait d'être une fille, telles que les filles ont des menstruations et pas les gars, les filles doivent faire la vaisselle et pas les gars, les filles doivent se raser le poil (des aisselles et des jambes) et pas les gars, les filles doivent faire le ménage le samedi et pas les gars, etc.

Plus tard, vers 15-16 ans, toujours avec la même amie, nos observations avaient "évolué" au point de s'attarder davantage à l'autorité que détenait nos grands frères sur nos vies. Pire, on en voulait à leurs privilèges quant aux heures de sortie, à l'argent de poche, à l'auto disponible pour eux, etc.

À 18 ans, je quittais la cellule familiale pour entrer à l'université. Enfin, la liberté! Fini le contrôle des parents et des frères sur ma vie! J'entrais dans un monde "évolué". J'ai partagé alors un appartement avec deux gars, en leur spécifiant que je ne serais pas la bonne de service. "Oui, oui, bien sûr".

La première session étant à peine amorcée que je me suis retrouvée à débattre la fameuse question du partage des tâches, de la vaisselle, du ménage (qui devait laver le bol de toilette!). Ils oublièrent leur tour, ce n'était pas par mauvaise volonté! Alors, non seulement j'avais écopé du rôle de surveillante des tâches ménagères mais, en plus, j'avais celui de maternage. Leurs problèmes étaient tellement plus graves que les miens, si vous saviez. Il faut comprendre, eux autres, c'est pas pareil! Parfois, j'enrageais; parfois, je faisais le ménage

à leur place (écoeurée de répéter); souvent, je les écoutais. Tranquillement, je prenais conscience que mon milieu familial n'était pas si déconnecté de la réalité (contrairement à ce que je croyais), j'y retrouvais les mêmes frustrations et les mêmes entraves à ma liberté.

Ces observations m'ont alors menée au Centre des femmes de l'université où l'on revendiquait la reconnaissance des femmes sur le campus (on est en 1977 et j'ai 20 ans), ne serait-ce que pour obtenir des distributrices de serviettes hygiéniques dans les toilettes pour femmes! C'est là que j'ai fait la rencontre avec les problèmes des femmes. J'ai été surprise de constater que je n'étais pas la seule à vivre ce sentiment d'injustice et à croire à une incompétence personnelle. Je pensais que je n'avais pas le tour! Mais non, nous vivions toutes ce sentiment.

Mais voilà qu'à partir du moment où j'ai commencé à militer au Centre des femmes, à identifier les rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes, à revendiquer les droits des femmes et à défendre mes positions même dans le privé, je fut étiquetée féministe. O.K. pour l'étiquette, mais pour moi, je ne faisais que relever des injustices qui, à mon avis, méritaient réparation.

En fait, je ne comprenais pas que les autres aient une vision différente de la mienne tellement je la trouvais évidente et logique. Comment se fait-il que tout le monde ne perçoive pas ces incohérences, que tout le monde ne s'indigne pas devant les injustices flagrantes faites aux femmes? On dénonçait l'apartheid, on militait pour les prisonniers politiques, on s'indignait du sort des travailleurs exploités par les employeurs, on marchait pour la paix, mais on ne voyait pas le sexisme, ni la

violence faite aux femmes. C'est quand même spécial! Non seulement on ne le voyait pas, mais, en plus, on discréditait le féminisme.

Quand est venu le temps de faire mon stage en psychologie, il était alors tout naturel de demander au directeur du centre qu'il me réfère des femmes. Pas de problèmes pour cela, d'autant plus qu'il y a davantage de femmes que d'hommes qui recourent à des soins psychologiques, c'est bien connu! Sauf que je ne voulais pas que des femmes comme clientes, je voulais aussi être encadrée par une superviseuse féministe ayant comme base l'intervention féministe. "Mais "ça", ça n'existe pas", me dit-on! "Pourrais-je alors avoir au moins une superviseuse féministe? Non, ma chère, parce que non seulement, il n'y a pas de superviseuse féministe, mais il n'y a pas de femme superviseuse tout court!" Des hommes m'ont donc supervisé sur la base de l'intervention humaniste, psychodynamique, behavioriste ou gestaltiste. Un seul point commun dans toutes les approches: tous les clients sont des humains et on intervient auprès d'une femme comme auprès d'un homme. La variable sexe n'existe pas en intervention!

Prises devant les faits, j'ai quand même réussi à trouver quelques rationalisations pour "normaliser" la situation (en bonne fille). Je me suis dit qu'en maîtrisant l'analyse féministe, je n'avais qu'à la transférer dans mes interventions; ce qui ferait de moi une intervenante féministe. C'est simple la vie! Sauf que... comment s'y prend-on? Une féministe écoute-t-elle d'une autre façon? Va pour l'analyse des problèmes, mais comment intervient-on quand on est féministe? Je ne savais pas, et personne ne pouvait me conseiller. D'autant plus que je me butais à la résistance des superviseurs, mon analyse

n'est pas objectif! Je ne prends pas assez de distance avec la cliente! Même les autres stagiaires questionnaient cette analyse dite "socio-politique", pas assez psychologique. Que faire? Croire que cette femme qui a été battue est probablement inscrite dans la dynamique du masochisme? La questionner à savoir d'où vient cette perception qui lui fait croire qu'elle ne mérite que le rejet et l'abus? Pire, qu'elle recherche le mépris? Fouiller en elle d'où ça vient? Trouver pourquoi elle ne s'aime pas? etc. Alors mieux vaut finir le stage et chercher des réponses ailleurs. Ce qui a fait de moi une intervenante, mais pas féministe!

Après avoir fini mon stage, je commence à travailler en maison d'hébergement où, là enfin, il n'y a pas de superviseurs qui s'objectent à l'analyse féministe. Sauf que les mêmes questions se posent: comment définir l'intervention féministe? Comment introduire mon analyse dans l'intervention auprès des femmes? Être une intervenante féministe, ce n'est pas juste intervenir avec un contenu féministe? Ce n'est pas parce que je suis féministe que je sais faire de l'intervention féministe. Les travailleuses de la maison se questionnaient et cherchaient à savoir comment on pouvait adapter l'intervention féministe à la problématique de la violence conjugale et au contexte d'une maison d'hébergement?

Et comme on n'était pas les seules à se poser ces questions (il va sans dire que l'on faisait partie d'un courant), dès le début des années 80, un collectif d'intervenantes féministes s'est constitué à Montréal pour échanger et développer des outils. Par la suite, des livres et des ouvrages ont été traduits ou publiés, et on a commencé à voir plus clair sur l'intervention féministe.

D'ailleurs, Pierrette Simard, a présenté une définition fort intéressante dans son texte: "L'intervention féministe: un ensemble d'outils thérapeutiques".

"Je crois fondamentalement qu'être intervenante féministe signifie d'abord et avant tout être femme et être féministe; ce qui veut dire entre autres qu'il n'y a pas de cloison hermétique entre ma vie professionnelle et ma vie personnelle. Cela signifie aussi être consciente que toutes les femmes, justement parce que nous sommes femmes dans une société définie par et pour les hommes, nous avons en commun que ce soit des luttes, des révoltes ou des rires.

Être féministe veut dire encore questionner cette organisation sociale. Une analyse féministe implique par ailleurs une remise en question de la relation d'aide ou relation thérapeutique elle-même, et force à reconnaître les enjeux de ce rapport et à le nommer différemment.

Être femme et féministe avant d'être intervenante, questionner ces rapports de domination, y compris celui de l'intervenante face à une cliente, signifie aussi pour moi dépasser la position intellectuelle de celle qui adhère à un discours et regarder comment je l'applique concrètement dans ma vie personnelle. Et de partir justement d'où je suis comme femme, des expériences que j'ai vécues, des difficultés que j'ai connues à travers ce cheminement et non simplement d'un discours, pour être et travailler avec d'autres femmes, pour fixer des objectifs, pour comprendre l'exigence d'un changement.

Être intervenante féministe, c'est selon moi d'abord être féministe, avoir une lecture féministe du vécu des femmes, questionner l'organisation sociale patriarcale qui oppresse les femmes, développer des réflexes féministes devant des situations quotidiennes et j'ajouterais agir pour forcer des changements au sein des institutions sociales qui sont les véhicules de ces oppressions.

L'intervention féministe est plus qu'un nouvel ensemble d'outils à acquérir pour avoir un coffre mieux garni et se sentir mieux équipée pour faire face à toutes sortes de bris qui pourraient survenir. Elle est plus aussi que de nouvelles habiletés à développer pour intervenir cette fois-ci auprès des femmes, comme il y en a pour travailler avec les couples, les familles, les enfants. Le processus me semble tout à fait inverse. Je vois cela comme un ensemble de stratégies et d'objectifs oui, mais auxquels on adhère de l'intérieur."

Les batteurs de femmes : bourreaux ou victimes ?

Martine Demange

Éditorial de
la revue
Châtelaine
du mois de
novembre 1987

Il s'appelait Jacques Lavoie. En septembre dernier il s'est pendu dans une cellule du poste 21 de Ville de LaSalle quelques minutes après son incarcération. Il était le treizième cette année à choisir le suicide, l'évasion définitive. Et comme neuf autres de cette sinistre liste, il venait d'être arrêté pour voies de fait contre sa compagne. C'était un batteur de femmes, comme on dit maintenant. Et ces batteurs de femmes, depuis un an, depuis que la police a ordre de les arrêter, que plainte ou non soit portée, ont fait quadrupler le nombre de suicides dans les postes de police du Québec. Ils ne se pendent pas tous, mais 10 sur 2 800, c'est déjà beaucoup trop.

Quelques semaines auparavant, on retrouvait le corps d'Hélène Lizotte, battue, menacée de mort par un ex-conjoint que cette fois-ci la justice avait décidé de libérer sous cautionnement. Elle non plus n'a pas été la seule victime de telles circonstances en 1987 et de part et d'autre, entre les meurtres et les suicides, il est probable que les morts s'équilibrent.

Arithmétique assez horrible, qui ne règle rien, qui ne satisfait personne. Bien sûr, on va aménager la loi, garder à vue après leur arrestation ces prévenus batteurs de femmes dont on se révèle de plus en plus les tendances suicidaires, libérer au contraire avec beaucoup de prudence les récidivistes, ceux qui profèrent des menaces de mort. Si on en reste là, on évitera ainsi peut-être quelques drames, ou plutôt on les retardera. La vraie solution n'est sûrement pas d'ordre judiciaire.

C'est un étrange amour, tordu et malade, qui lie souvent les batteurs de

femmes à leurs victimes, mais un amour tout de même, infantile, égoïste et jaloux, tellement possessif que la moindre velléité d'autonomie est vécue comme une trahison. Ce sont la plupart du temps des hommes solitaires, sans amis, sans intérêts réels extérieurs au foyer, des hommes en perte de contact avec la réalité. La seule personne avec qui ils réussissent encore à communiquer, même mal, même par la violence, c'est leur femme et c'est chose connue des maisons d'accueil pour femmes battues que le désespoir et la panique de ces hommes-là quand leurs femmes se décident à bout de ressources à les quitter. Ils sont prêts alors à tout promettre, à tout jurer pour qu'elles reviennent. Si elles refusent, c'est la déroute, la dérive totale qui là aussi va parfois jusqu'au suicide. Si elles acceptent de revenir et beaucoup d'entre elles le font, le cycle infernal ne tarde pas à se rétablir. D'une façon ou d'une autre, l'histoire finit mal! Eh bien non, pas toujours.

Il existe maintenant un certain nombre de centres de thérapie, d'aide psychologique pour "batteurs de femmes". Ils n'acceptent généralement de s'y rendre (c'est-à-dire n'acceptent le fait qu'ils sont malades et ont besoin de se faire soigner) que très difficilement, en dernière extrémité, comme condition obligatoire au retour de leur femme. Mais la bonne nouvelle, c'est que le taux de réussite de ces centres-là est exceptionnellement élevé.

Alors la solution c'est d'abord de protéger les femmes, bien sûr, mais aussi de soigner et non de punir leurs pitoyables bourreaux avant qu'ils n'aillent ajouter d'une manière ou de l'autre au nombre de victime.

Les pauvres hommes batteurs

Diane Prud'homme

Voici la réponse du Regroupement à l'éditorial de Martine Demange. Il est à noter que cette lettre a été envoyée à la revue Châtelaine et n'a jamais été publiée.

Les maisons d'hébergement travaillent depuis plus de 12 ans à dénoncer la problématique des femmes victimes de violence et à leur venir en aide ainsi qu'à leurs enfants. Notre expérience sur le terrain nous amène à rediscuter largement l'éditorial de novembre: "Les hommes batteurs: bourreaux ou victimes".

Non, Mme Demange, les morts relativement à la violence conjugale ne s'équilibrent pas: 10 hommes suicidés en prison sur 2,800 hommes arrêtés n'équivaut quand même pas 300 000 hommes batteurs au Québec en liberté pendant que 25 femmes par année se font assassiner par leur conjoint (mises à part celles qui meurent à la suite de leurs blessures), pendant que 300 000 femmes se font battre, injurier, brûler, menacer de mort, violer, dénigrer par leur conjoint. À notre avis, le compte n'y est pas: la souffrance des hommes ne connaîtra jamais l'ampleur de celle des femmes et des enfants impliqués dans le milieu de violence. Pour nous, il y a un responsable de cette violence et il n'est pas une victime!

Non, Mme Demange, cet homme violent n'a pas à recevoir un traitement de faveur de la part de la justice. Au même titre que tous les autres criminels, l'homme batteur doit être condamné par notre système judiciaire. Il doit être responsabilisé de son acte, sinon il saura (comme depuis toujours) interpréter notre silence, comme une complicité, du moins une tolérance! Si, par contre, votre argument soutient que l'emprisonnement ne change en rien son problème de violence, aussi bien dire qu'il faut transformer le système carcéral puisque ni le tueur, ni le voleur ne changeront durant leur séjour en prison. Aussi bien tout remettre en question ou rien? De toute façon, il lui est possible présentement de suivre une thérapie en prison comme tous les autres

détenus: l'important pour nous est qu'il soit reconnu coupable du crime qu'il aura commis et qu'il soit puni selon les règles de notre justice!

Non, Mme Demange, les hommes batteurs ne sont pas des malades; ce sont des hommes qui font un choix, qui utilisent leur force ou leur pouvoir d'homme pour arriver à leur fin, pour contrôler davantage leur "propriété": leur femme! Ils ne sont pas violents avec leur voisin, leur patron, ou leur père; seulement avec leur femme (et préférablement lorsqu'il n'y a pas de témoin!).

Et ce rapport de domination des hommes sur les femmes (qui n'a rien à voir avec l'amour) est pourtant largement cautionné dans notre société. Pourquoi alors, lorsque leur domination est très explicite et devient dérangeante, devrait-on en faire des malades? Pour mieux les plaindre (comme ceux qui se suicident en prison) ou encore, pour croire que la société n'a rien à changer dans nos relations hommes-femmes! Non, la violence ne se soigne pas à l'hôpital! On ne peut l'envoyer que par un changement social qui passera par l'égalité entre les sexes.

Un dernier point Mme Demange, depuis plusieurs années les femmes se sont créées une nouvelle force: la solidarité. À travers cette force, les femmes ont décidé de s'intéresser à elles, de penser à elles et de s'entraider collectivement pour faire reconnaître leurs droits. Cette solidarité se fait trahir lorsque, dans un magazine pour femmes, une éditorialiste nous fait allègrement la morale sur le sort "des pauvres hommes batteurs"! Ne pourrait-on pas pour une fois se préoccuper plutôt du sort de ces femmes et enfants violentés d'autant plus que si nous ne le faisons pas, qui le fera? Sûrement pas les hommes batteurs.

Les principales luttes des maisons

Madeleine Lacombe

Même s'il y a nécessité d'agir politiquement et que cela semble aller de soi, il n'en est pas toujours de même dans la pratique. C'est-à-dire qu'au départ, on peut mettre sur pied une maison d'hébergement ou venir y travailler tout simplement pour aider les femmes victimes de violence conjugale, les soutenir dans leurs démarches et les accompagner dans leur cheminement. La réalité se chargera rapidement de nous ramener sur la terre et de nous faire voir que, sans une lutte de tous les instants, on ne peut venir en aide réellement aux femmes victimes de violence conjugale.

Les premières luttes, conscientes ou inconscientes, des maisons d'hébergement ont sans doute été de faire reconnaître, par leur milieu respectif, la nécessité d'une ressource pour les femmes victimes de violence conjugale. Car, si la violence conjugale est aujourd'hui un thème "à la mode", il faut se rappeler qu'en parler il y a 15 ans, c'était automatiquement être classée parmi les folles, les hystériques ou les paranoïaques. De quelques maisons qu'elles étaient en 1974, à 45 maisons membres aujourd'hui, on peut dire que la lutte a porté fruit.

La deuxième difficulté à laquelle il a fallu s'attaquer a été de faire reconnaître que la violence conjugale n'était pas un problème individuel mais un problème social, supposant déjà que la violence conjugale dépassait largement le simple fait isolé que l'on aurait bien voulu minimiser socialement. Les maisons d'hébergement ont aussi refusé de considérer les femmes comme "mésadaptées sociales". Elles ont vite identifié la violence conjugale comme "l'une" des facettes de l'oppression faite aux femmes. Elles ont dû, de plus, démontrer que la violence conjugale, ce n'était pas seulement des bleus, des

cassures qu'on peut montrer (femmes battues), mais bien plus souvent de la violence psychologique et verbale, laissant des séquelles invisibles à l'œil nu mais combien profondes.

C'est en s'identifiant aux femmes victimes de violence conjugale, en les côtoyant dans le quotidien, que les intervenantes et les militantes des maisons ont pu développer une analyse et une approche spécifique de la problématique. C'est en s'inspirant des notions de l'approche globale et de l'intervention féministe que les maisons ont initié un mode d'intervention efficace auprès des femmes victimes de violence. Efficace parce que tenant compte de leurs besoins, tout en reconnaissant leurs forces et en croyant à leur potentiel. C'est avec acharnement et souvent envers et contre tous que les maisons ont ensuite "vendu" cette analyse et cette approche à la société entière.

Il est important de souligner, à ce stade-ci, que les luttes "dites politiques" ne se font pas toujours dans la rue à coup de pétitions et de rencontres de ministres. Elles se font aussi par notre intervention quotidienne, par notre acharnement à dénoncer les lacunes et les injustices, par notre courage à lever le voile sur des problématiques tabous. Les premières luttes des maisons d'hébergement se sont donc effectuées dans leurs milieux respectifs, sur les mentalités, sur les institutions et contre les mythes et les préjugés. Ce furent des pressions sur le réseau pour que les femmes victimes de violence conjugale soient dépistées et mieux considérées. Pressions sur les policiers et sur l'appareil judiciaire pour qu'elles soient entendues et crues. Pressions sur l'aide sociale, où on devait même les accompagner pour que leurs droits soient reconnus et respectés. Pressions sur les familles respectives

afin qu'elles puissent trouver l'aide et le support nécessaires.

Ce sont des luttes de longue haleine, un travail sous-terrain sans gloire, sans héroïne. Un travail longtemps non reconnu et qui a couvé en silence avant d'éclater au grand jour, avant de percer les murs du silence et d'étendre ses rayons aux autres femmes. Mais ce sont des luttes qui ont eu leurs effets et, même s'il reste encore beaucoup à faire, il faut reconnaître que sans une action concertée des maisons d'hébergement, nous ne serions jamais arrivées à faire reconnaître les besoins et les droits des femmes hébergées.

C'est afin d'être plus efficaces dans ce travail de conscientisation, de dénonciation, de revendications que les maisons ont mis sur pied le Regroupement provincial. Elles se dotaient par le fait même d'une voix provinciale, d'une force politique active et d'un interlocuteur officiel auprès du gouvernement et des différents réseaux. Le Regroupement a marqué un pas important dans la vie politique des maisons d'hébergement. Il ne faut pas oublier cependant, que l'apport de chaque maison dans son milieu, de chaque travailleuse et militante dans sa maison, le dossier ne se serait jamais rendu là où il en est actuellement.

Outre le travail en vase clos, le travail d'éducation sous-terrain, les maisons ont aussi mené des actions axées sur les pouvoirs politiques en place; elles ont obligé le gouvernement à reconnaître la distinction entre la problématique du viol et de la violence conjugale, produit une déclaration des droits des femmes victimes de violence conjugale. Elles ont fait des pressions sur le ministère de la justice pour que des changements soient apportés dans le traitement de la violence conjugale,

pour qu'elle soit criminalisée. Pressions sur la direction de l'aide sociale pour que les femmes victimes de violence conjugale ne soient pas pénalisées de leur passage en maison d'hébergement: coupure du 85\$, aide sociale aux femmes de moins de 30 ans, prestations pour les femmes immigrantes, représentations à la Commission des Affaires Sociales sur la réforme.

On ne peut passer sous silence enfin, la lutte pour la reconnaissance des maisons d'hébergement à titre de ressources alternatives. La lutte pour la reconnaissance de tous leurs services et de la qualité de leur intervention. Luttés qui se sont traduites par la demande d'un financement adéquat et récurrent. Luttés qui nous ont amenées à poser diverses actions publiques: occupation du salon rouge, dépôt collectif, conférences de presse, pressions sur les députés à multiples reprises, mobilisation de la population, présence à la Commission Parizeau (pouvoir des municipalités), présence remarquée à la Commission Rochon. Enfin, toute une année complète d'actions et de stratégies ponctuées, qui nous ont amenées en grand nombre sur la colline parlementaire.

À ce niveau aussi les maisons ont eu un rôle très important dans leurs milieux respectifs. Un rôle de leader, de catalyseur; elles ont dû démontrer leur expertise, leurs compétences, se tailler une place parmi tous (tes) les intervenant(e)s du réseau, nouvellement formé(e) et se réclamant aussi de l'approche globale et de l'intervention féministe. Convaincre leurs concitoyen(ne)s de la nécessité des maisons d'hébergement, de leurs services et de la nécessité de leur apporter leurs appuis. La réponse a été inconditionnelle, chapeau!

Toutes ces luttés se sont échelonnées sur plus de 14 ans (origine des premières maisons, 1974) et ont animé les colloques régionaux sur la violence en 1980, la politique d'aide aux femmes violentées et la formation du réseau en 1985, Décision 85. Un peu plus tard en 1986, la politique d'intervention en matière de violence conjugale et la formation des policiers. Elles ont mené au plan triennal en 1987 et à la vaste campagne publicitaire sur la violence conjugale en 1988.

C'est une lutte de longue haleine qui a porté ses fruits mais qui n'est pas terminée. C'est une lutte qui se continue, mais à d'autres niveaux, avec d'autres enjeux. C'est une lutte qui nécessitera toujours notre présence active sur le terrain, la qualité de notre intervention. Cette lutte, elle ne peut se terminer parce qu'elle a pris racine en nous, parce qu'elle grandit avec nous et que chacune devient de plus en plus convaincue que le privé est politique et que les gestes que nous posons dans le quotidien ont des incidences sur la et le politique et de par le fait même, sur la condition des femmes en général.

Ça change quelque chose dans ma vie ?

Guylaine Ducharme (La Rose des Vents)

Être intervenante en maison d'hébergement pour femmes victimes de violence... ça change quelque chose dans ma vie? OUI! Au moment même où j'ai pris connaissance de la question, c'est un gros oui qui a résonné en moi. Mais qu'est-ce qui a tant changé? me suis-je demandée. Qu'est-ce que ça change aujourd'hui? En quoi est-ce différent d'un autre travail?

De façon très terre à terre, ce sont d'abord mes conditions de vie et mon style de vie qui se sont transformés lorsque j'ai commencé à travailler à La Rose des Vents, voilà un peu plus de quatre mois. Du jour au lendemain, je suis passée du travail à temps partiel au travail à temps plein, d'un travail sans rapport avec mes études à un travail qui a tout à y voir, du bénévolat au travail rémunéré, des études au marché du travail, de la dépendance à la relative indépendance économique... ce qui, ai-je besoin de le dire, n'est pas peu de choses dans la vie d'une personne. Bien que tous ces changements soient très souhaités et très heureux dans ma vie, ils me demandèrent et me demandent encore une somme importante d'énergie et d'adaptation.

Plus qu'au simple fait de travailler, c'est au travail lui-même que j'ai dû et que je dois encore m'adapter.

Alors que j'ai été formée à l'intervention à long terme, c'est avec du court terme et de l'intervention de crise que je dois travailler. Alors que j'avais appris et envisagé de travailler avec une clientèle de classe moyenne, c'est avec des femmes de milieu défavorisé que je travaille le plus souvent. Alors que j'ai été formée à procéder par entrevue, à ne voir les femmes qu'une heure durant, c'est au quotidien que je dois vivre avec elles.

Alors que je ne savais vraiment intervenir qu'au niveau psychologique, c'est à tous les niveaux que je dois travailler: psychologique, économique, juridique, social... Alors que.. c'est...

Les exemples sont nombreux. Même si j'avais passablement lu sur la violence conjugale... même si j'avais abordé l'intervention de crise, l'intervention féministe, je me suis vite rendu compte que je ne connaissais que bien peu de choses par rapport à la réalité et, finalement, que j'avais beaucoup à apprendre. Entre les livres et la réalité... Entre ce que je croyais et ce qui est... Entre ce que je pensais faire et ce que je fais... il y a tout un monde. C'est à cet écart entre les choses que j'ai dû m'adapter. Combien de fois, depuis mes débuts, me suis-je gratté la tête pour comprendre, pour savoir où je m'en vais, qu'est-ce que je fais... Et ce n'est pas fini! Semble-t-il, et je le crois, que je ne possède même pas le quart des informations et de l'expérience qu'il me "faudrait avoir". Bref, c'est toute ma façon de voir, de penser et d'intervenir que je révisé depuis que je travaille en maison d'hébergement.

Qu'est-ce que ça change aujourd'hui le fait de travailler à La Rose des Vents? Je pense que ça m'amène d'abord à être plus consciente d'innombrables choses. Aujourd'hui, je suis plus consciente de la problématique de la violence conjugale et de l'ampleur de ce problème dans notre société, plus consciente du vécu des femmes dans le couple et dans notre société ainsi que de l'influence malsaine de notre éducation sexiste, plus consciente des difficultés vécues par les femmes lorsqu'elles veulent finir une relation, de la dépendance affective, économique, de la mentalité dans laquelle baigne notre société qui est celle du "couple à tout prix", des différences entre les hommes et les

Alors que je ne savais vraiment intervenir qu'au niveau psychologique, c'est à tous les niveaux que je dois travailler: psychologique, économique, juridique, social...

femmes dans la réalité du couple. Certes, le travail en maison d'hébergement aiguise la conscience que j'avais de plusieurs réalités mais, puisqu'il y a toujours un mais, même si ce que je vois, j'entends et je découvre me bouleversent à certains égards, me travaillent, sonnent parfois l'urgence en moi, me questionnent quant aux conditions de vie des femmes et quant à la réalité du couple, je ne me laisse pas pour autant, démolir par tout cela.

Au contraire, il me semble même y trouver une plus grande force. C'est comme si le fait de travailler avec ces femmes m'amenait à me sentir plus forte dans ce que je suis. Je suis plus attentive et plus sensible à mon vécu de femme, à mes conditionnements, aux pièges que je me tends, aux types de relations que j'entretiens avec l'autre sexe, avec mes ami(e)s, ma famille, mon conjoint... à ma propre violence. J'ai le goût plus que jamais de prendre ma place, de dire ce que je pense, de faire respecter mes valeurs, mes limites, de revendiquer, de négocier...

C'est comme si tous les droits, les valeurs, les façons de vivre que je reconnaissais aux femmes que je rencontre, je me les reconnaissais à moi-même encore plus. C'est comme si, tout d'un coup, à force de voir des femmes dire les mêmes choses, vivre les mêmes choses, vouloir les mêmes choses, j'ai le goût de me battre encore plus fort. Je suis sortie de mon isolement moi aussi et je me sens plus forte dans mes valeurs. Je reconnais davantage les valeurs d'intimité, de complicité et d'interdépendance dans le couple.

Il existe un monde de femmes, des valeurs de femmes, des désirs de femmes... et tout cela est aussi légitime que les valeurs d'hommes. Quand le reconnaitrons-nous? Quand lui

donnerons-nous sa place, juste sa place mais toute sa place? Quand les hommes viendront-ils s'asseoir à la table des négociations? Je souhaite qu'on en finisse avec ce monde tout masculin et qu'on y mette un peu de féminin là-dedans. On a un bout de chemin à faire, mais eux aussi à bien des égards. Ce n'est pas la guerre mais je pense que les femmes ne sont plus prêtes à payer le prix qu'elles payaient pour être femme, épouse et mère, et il faudra s'ajuster un jour ou l'autre. Tout cela pour dire que c'est dans ces eaux que je patauge depuis que je travaille en maison d'hébergement.

Très important également, depuis que je travaille ici, il y a ce désir de prendre soin de moi. Oui, il y a beaucoup à faire et tout est urgent, pressant, vital... mais moi, j'ai des limites et il m'importe de les respecter dans tous les sens du mot. Prendre soin de moi, ce n'est pas seulement me dorloter, me bercer, c'est peut-être et surtout prendre ma place, mettre mes limites, établir mes priorités et ne jamais dépasser mes capacités. C'est cela que je suis en train d'apprendre en maison d'hébergement... peut-être parce qu'il y a longtemps que je suis rendue là!

En quoi est-ce différent que de travailler comme comptable chez Provigo? C'est à des personnes humaines, des problèmes humains et sociaux que je fais face tous les jours.

C'est un travail qui est très exigeant et très impliquant émotionnellement, et comme c'est toi ton principal instrument, il importe de toujours t'améliorer mais aussi de t'arrêter.

Travailler en maison d'hébergement, ça change pas le monde sauf que...

C'est un travail qui est très exigeant et très impliquant émotionnellement, et comme c'est toi ton principal instrument, il importe de toujours t'améliorer mais aussi de t'arrêter.

Veux-tu savoir la dernière ?

Diane Prud'homme

Les hypothèses et les théories relatives à la violence conjugale (comme la plupart des sujets) émergent essentiellement des recherches effectuées dans les universités ou dans les instances institutionnelles désignées à la recherche telles que les DSC et CRSSS.

Ce sont les lieux du savoir, accrédités pour la recherche, désignés à l'avancement de la science. Il n'en est donc pas différent pour la violence conjugale. Des chercheur(e)s et des étudiant(e)s ont émis et émettent encore des hypothèses (à confirmer ou infirmer) pour tendre vers de nouvelles avenues qui pourraient enfin nous faire comprendre les véritables causes de la violence conjugale et ses solutions.

Dans les universités, les professeurs se doivent de faire de la recherche et de publier dans les revues scientifiques, la recherche faisant partie intégrante de leur fonction. De là, leur vient l'accessibilité à différents fonds de recherche principalement réservés aux chercheur(e) universitaires, et qui sont habituellement accordés selon des critères particuliers et selon des thèmes privilégiés par l'organisme qui subventionne.

La violence conjugale, étant un sujet d'actualité rendu public par les femmes et de plus en plus appuyé par les médias et les gouvernants, s'inscrit d'ores et déjà comme un thème à prioriser dans la recherche d'autant plus qu'il fut très peu abordé par la science jusqu'à ce jour.

Ainsi, à partir du moment où la problématique s'est avérée "populaire", les chercheur(e)s se sont pointé(e)s au rendez-vous: que ce soit en sciences sociales, service social, psychologie, nutrition, criminologie, sciences infirmières, droit, sociologie, etc. Tout

cela est très intéressant. Enfin, on effectue des recherches pour mieux comprendre cette problématique! Enfin, on veut intervenir et agir contre la violence! Enfin, on veut former les futur(e)s intervenant(e)s! Oui, tout cela est de bonne vertu et est très louable sauf que... cela pose certains problèmes.

Problème no 1

Les chercheur(e)s sont des théoriciens qui, doit-on le répéter, sont très souvent déconnecté(e)s du milieu pour lequel ils travaillent. Que savent-ils des femmes victimes de violence et des hommes violents? Pas plus que ce que les livres et l'enseignement leur ont raconté! De profanes, ils s'improvisent experts de par une recension de littérature, une hypothèse bien placée, une recherche, une publication, une statistique révélatrice!

Bien sûr, nous pourrions être tenté(e)s de comprendre logiquement que les femmes victimes de violence ne quittent pas leur conjoint parce qu'elles rencontrent des difficultés affectives à provoquer une rupture. Mais la réalité n'est pas toujours logique; il y a d'autres faits qui la nuancent: la peur des représailles, la victimisation, le sentiment d'échec sont des sentiments qui appartiennent à la plupart des femmes et qui font en sorte que le seuil de tolérance à la violence est plus élevé chez ces dernières. Ce sont là des réalités qui ne peuvent se comprendre que lorsque l'on est en contact avec des femmes victimes de violence.

Le chercheur qui n'est pas conscient de l'oppression faite aux femmes et de la victimisation qui en résulte, et qui ne s'inspire pas du vécu des femmes, pourra toujours émettre des hypothèses qui semblent logiques

et rationnelles (ex: corrélation entre la consommation d'alcool et la violence), mais qui sont en fait déconnectées des faits réels et qui, bien souvent, ne font qu'entretenir les mythes et les préjugés à l'endroit des femmes victimes de violence. Il s'avère donc extrêmement important que les chercheur(e)s s'entendent sur une grille d'analyse commune pour faire converger les énergies dans un même objectif: celui d'éclairer une société et démystifier la violence conjugale.

Problème no 2

Quelles sont les intentions de la recherche? Pourquoi une telle recherche est-elle entreprise? Est-ce une prémisse à la spécialisation de l'organisme ou de l'institution? Est-ce une préoccupation personnelle du chercheur? Est-ce un bon sujet pour obtenir des fonds de recherche? Est-ce un atout dans sa carrière universitaire? Est-ce par intérêt de faire changer la situation, par militantisme?

L'intention de la recherche est un élément important à évaluer. Le (la) chercheur(e), qui souvent est déconnecté(e) de la réalité du champ d'étude (nous l'avons déjà dit), aura tendance à vouloir faire avancer la science, publier dans les revues spécialisées et développer une expertise dans le domaine. Mais, trop souvent, le (la) chercheur(e) ne tiendra pas compte de l'impact de cette recherche sur les femmes victimes de violence, l'impact politique des résultats. Et voilà où se trouve le noeud du problème parce qu'en sciences, l'objectivité et la neutralité sont les mots de passe, pas question de politique.

Mais, si la recherche doit contribuer à l'avancement des changements de valeurs face aux femmes, il

faut prévoir l'impact politique de sa recherche sur la compréhension de la problématique. C'est la première chose sur laquelle le (la) chercheur(e) doit se pencher: de quelle façon ma recherche sera aidante pour les femmes victimes de violence et leurs enfants. Il est plus facile de nuire que d'aider. Le chercheur se doit donc d'être conscient politiquement de ce qu'il fait. Il ne peut faire une recherche sur la violence conjugale que pour obtenir des crédits personnels. Il doit comprendre la problématique jusque sur le terrain et il doit prévoir l'impact et l'utilisation potentielle des résultats de sa recherche.

Puisque ces conditions ne sont que rarement rencontrées au Québec, il convient de penser que la recherche telle qu'elle est articulée actuellement s'avère dangereuse.

Les nombreuses hypothèses parfois divergentes, et ses résultats parfois contradictoires, parfois inutiles, parfois intéressants... ne font que semer des doutes et maintenir le statu quo: laquelle est vraie, laquelle est fausse. Inutile de dire que l'analyse féministe est rapidement évacuée parmi l'ensemble de ces discours.

De surcroît, ces différents discours entretiennent l'espoir que l'on réussira à découvrir la "véritable cause" de la violence conjugale ainsi que la "solution" à ce fléau. Ce qui donne l'impression qu'on n'aura pas à changer les valeurs oppressives pour les femmes, car le mal sera bientôt extirpé de notre société d'une autre façon!

Problème no 3

Les résultats de ces recherches sont bien souvent interprétés à la lumière des principes qui ont fait jaillir les hypothèses. Ce qui fait que la plupart des hypothèses sont confirmées même si elles sont biaisées (voir Strauss et Gelles sur le nombre d'hommes battus).

Prenons le cas où une recherche révélait que 75 % des hommes violents sont chômeurs; ce qui nous laisse croire que le chômage peut être une cause importante de la violence et s'ensuit l'analyse du prototype du chômeur, rejeté, en perte d'estime personnelle et frustré de sa condition qui, à bout de nerfs, perd le contrôle sur sa femme.

Un chercheur, connecté à la réalité de la domination des hommes, pourrait interpréter que le chômage est un prétexte pour justifier la "perte de contrôle" et la violence de l'homme. Mais si le chercheur ne l'est pas, il est facile alors d'y voir une cause à effet: chômage = frustration = violence. Sans toutefois, tenir compte de la variable sexe: est-ce que les femmes chômeuses battent leur conjoint?

Si l'on pousse la caricature plus loin, fier de ces résultats confirmés scientifiquement, le chercheur pourrait faire la promotion de l'équation chômage et violence et ainsi faire comprendre implicitement aux femmes d'être un peu plus tolérantes à la violence de leur conjoint chômeur puisque le chômage est un fléau difficile à vivre pour les hommes qui se doivent de pourvoir à leur famille.

Si ces résultats ne sont pas contestés et critiqués, on peut se payer la fantaisie d'imaginer les suites. Les gouvernants intéressés par la statistique décident d'agir en développant des programmes spéciaux pour les "chômeurs violents": style P.D.E. spécialisé! On prioriserait l'embauche de ces chômeurs! Les femmes continueraient à être violentées, les hommes violents (parce que chômeurs) travailleraient, la population, déjà hautement imposée et taxée, paierait pour maintenir en place ces programmes spéciaux inutiles et le gouvernement aurait la conscience tranquille. Il est clair que cet exemple est farfelu mais il démontre le cheminement de la recherche effectuée dans l'inconscience politique.

Le (la) chercheur(e) se doit d'être conscient(e) de l'impact de sa recherche sur les femmes mais aussi de la récupération possible des gouvernants ou autres qui sont à la recherche de solutions magiques, en identifiant "une maladie" pour traiter des non-malades.

Suite à ces différents problèmes posés par la recherche effectuée dans nos institutions, il faut d'abord reconnaître d'abord la résistance à notre analyse féministe; analyse rejetée d'emblée par la science sous des motifs de non objectivité (comme si mettre de l'avant une corrélation entre l'alcool et la violence était objectif). Cette résistance se trahit en fait par l'émergence des multiples projets qui recherchent encore et toujours les "causes" de la violence conjugale. On réfute l'idée de l'oppression; on ne capitule pas; on cherche des réponses plus pointues, plus ciblées, plus médicales à ces grandes questions sociales.

En conclusion, les discours qui émergent de parts et d'autres et qui brouillent les cartes, freinent actuellement la réflexion sur la discrimination basée sur le sexe et favorisent des solutions régressives et curatives. Ceci est possible parce que les chercheurs résistent à l'analyse féministe, parce qu'ils ne veulent pas tenir compte de l'impact politique des résultats de leur recherche, parce qu'ils sont déconnectés de leur champ d'intérêt et du milieu-terrain qui détient l'expertise.

Ces handicaps nous amènent à conclure à l'importance que les chercheurs se connectent aux femmes du milieu de la pratique, celles qui sont impliquées. Et ce, afin de faire ressortir une réalité qui, par voie politique, donnera du support aux femmes victimes de violence et à leurs enfants, et qui fera avancer notre compréhension de la problématique de façon à l'enrayer au lieu de la cautionner et d'entretenir la tolérance sociale à la violence. Sinon, la recherche en violence conjugale n'a pas raison d'exister!

ET SI UN JOUR...

Madeleine Lacombe pour le Comité exécutif

*M*arie est allée à la cour l'autre jour; son mari a été condamné à cinquante dollars (50 \$) d'amende pour l'avoir battue une troisième fois. Marie est retournée chez elle se sentant impuissante face à tout cela.

Pierrette subit le harcèlement de son ex-mari depuis plus de six mois. Cela, malgré un 745, malgré l'intervention de la police, malgré... Pierrette se sent vraiment impuissante et songe à retourner avec lui pour avoir un peu de paix.

Moi, chaque fois que je vais à la cour avec une femme, j'enrage. Mais de fois en fois, cette rage se transforme en impuissance. Que puis-je faire, au fond, face à cet appareil ?

Il y a quelques mois, un mari a rôdé autour de la maison trois ou quatre jours. Juste pour nous faire peur, juste pour nous montrer ! La police refusait d'intervenir puisqu'"il ne faisait rien". Nous nous sentions atteintes et impuissantes.

Jocelyne a perdu la garde de ses enfants. Son mari a vraiment été dégueulasse envers elle. Tout était bon pour lui faire perdre la garde de ses enfants. Jocelyne est revenue à la cour complètement vidée. Délavée. Que d'impuissance, une fois de plus, face à son désespoir.

Jeanne vient en cachette quelques fois. Son mari la bat, mais il est policier ! Personne ne veut donc intervenir et surtout pas ses collègues de travail. Jeanne vit beaucoup d'impuissance et nous-mêmes ne savons pas trop comment nous y prendre.

Vous pouvez sans doute ajouter encore et encore à cette liste d'exemples. Ce qu'il en restera toujours est impuissance, impuissance, impuissance. Que de fois ce mot revient-il dans notre langage. Que de fois pourtant avons-nous pensé l'avoir banni à tout jamais. Ne nous sommes-nous pas prises en main, nous les femmes ? N'avons-nous pas mis sur pied toutes sortes de services, nous les femmes ? N'avons-nous pas cru même que ça "y était", à un certain moment donné ?

Et pourtant... on nous a vite récupérées. On a vite compris, c'est la plus grande force du système patriarcal, que notre force à nous justement, c'était d'être marginales, de se situer en dehors des règles sociales. Que notre force, c'était aussi notre révolte que nous mettions au service de notre créativité pour trouver de nouvelles pistes de solution. On nous a écoutées, on a récupéré notre discours, fait de la problématique un sujet à la mode dont tout le monde pouvait s'occuper. Ah oui ! on nous a aussi subventionnées, pas assez pour que nous devenions menaçantes en ayant le temps de réfléchir, mais juste assez pour que nous soyons toujours débordées par la demande d'hébergement ! D'ailleurs ne sommes-nous pas jugées là-dessus nous, notre taux d'hébergement ! Nous essayons donc de répondre à toutes les demandes, tous les besoins, jusqu'au jour où nous nous sentons dépassées, dépossédées et à nouveau impuissantes. Notre belle révolte, mal canalisée, s'est retournée contre nous, Et pourtant...

Et pourtant, le sens ultime de notre travail, de notre engagement n'est-il pas de se reprendre en main comme femmes, de se redonner de la force, du

courage, de la puissance ? Que nous apporte de pouvoir répondre à toutes les demandes, si au bout du compte nous nous sentons essouffées, dépossédées, épuisées, en burn out ? Comment alors reprendre du pouvoir sur notre travail ? Comment reprendre du pouvoir sur notre intervention ? Comment reprendre à nouveau "le contrôle" ? Comment en effet, donner le goût aux femmes de nous suivre sur ce terrain, si tout ne semble que durs labeurs, sacrifices, burn out, etc. ?

Comment reprendre du terrain, se réapproprier les choses ? Une des pistes se trouve sans doute dans la recherche de pouvoirs parallèles, de pratiques alternatives ! En termes très clairs, ça se pose de la façon suivante: que faire quand ça fait vingt fois que "je me pette la gueule" sur la même porte ? Que faire lorsque nous nous trouvons toujours dans le même genre de scénario que ceux énoncés plus haut ? Que faire "d'autre" que d'aider les femmes à mieux supporter la machine ? Que faire de plus, que de leur apporter du support pour se "péter la gueule", elles aussi, de toute façon contre une machine qui en tout temps, n'a jamais été pour nous ?

Bien sûr, il y a le travail à long terme, travail sur des changements de lois, d'attitudes, de mentalités, etc... Mais à court terme, ici et maintenant, n'y aurait-il pas des choses que l'on pourrait faire ? Des choses qui seraient aidantes, énergisantes. Des choses qui nous feraient plaisir. Des choses où on entrerait en contact avec notre force, avec notre pouvoir, avec notre puissance. Nous l'avons souligné au départ, notre force à nous se situe dans la marginalité, en dehors des règles sociales...

Ce numéro nous apporte des exemples de pratiques alternatives, de pouvoir parallèle. Peut-être ne sont-elles pas applicables à notre réalité ? Peut-être ne sont-elles pas de celles dont nous avons envie d'utiliser. Ces exemples ont à tout le moins, le mérite d'avoir redonné du pouvoir, un pouvoir très réel à certaines femmes. Ils ont aussi le mérite de nous faire voir d'autres approches, d'autres solutions. Est-ce que ça ne nous fait pas au moins rêver à d'autres possibilités, d'autres pratiques, d'autres avenues ? Et si on se laissait tenter ?

Se laisser tenter implique beaucoup de choses cependant. Ça implique qu'on prend du temps pour se ressourcer (lectures, échanges, recherche) comme intervenantes et militantes. Du temps, pas en plus de notre travail, mais du temps dans notre travail, du temps intégré à nos fonctions, du temps pour réfléchir, prendre du recul, évaluer notre pratique. Du temps aussi pour se questionner, se laisser aller à nos fantasmes d'action possibles. Du temps pour canaliser notre révolte. Du temps pour redevenir créatrices, quoi !

Ce temps, cependant, personne ne nous le donnera sur un plateau d'argent. Ce temps, nous devons décider, toutes ensemble, de le prendre si nous voulons vraiment voir la face du monde se transformer un jour. Utopique ? Nous ne croyons pas ? Trop d'énergies ? Et toutes celles alors, que nous mettons à nous indigner contre le système, contre notre impuissance. Toutes ces énergies négatives qui se retournent contre nous ? Ne serait-ce que celles-là, nous serions étonnées de les utiliser et de voir là où elles peuvent nous mener. Notre force réelle, elle se situe dans la subversion *, pas dans le respect des normes établies. Tentant non ? Et si on essayait au moins d'y penser ? Et si un jour...

* Subversif (Petit Robert) : qui renverse, détruit l'ordre établi; qui est susceptible de menacer les valeurs reçues

Quand le gouvernement analyse la violence conjugale sous l'angle familialiste

Élizabeth Harper, traduit librement par Diane Prud'homme

Selon l'étude historique de Gordon, faite aux États-Unis, la réponse des services sociaux à la violence conjugale est déterminée par le climat politique, particulièrement par la montée et la chute du mouvement des femmes et de d'autres mouvements politiques. Mais, pour analyser adéquatement la réponse du gouvernement au problème de la violence conjugale, il est important de bien situer sa perception de l'institution de la famille et identifier comment cette perception empêche la venue de réponses adéquates.

La famille idéale est basée sur trois croyances. Un premier élément est que la famille relève du privé, ce qui a longtemps protégé la famille de toute intrusion et intervention de l'État. Cette notion du privé empêchait les voisins, la famille et la police d'intervenir dans les situations de violence conjugale. Même aujourd'hui, la famille est encore vue comme un terrain d'intimité où ses membres peuvent s'y réfugier. L'expression "l'homme est maître dans son royaume" nous rappelle bien que ce qui se passe dans chaque maison est du domaine du privé, et que par conséquent, le contrôle ou l'autorité exercée ne peut être questionnée par les gens de l'extérieur. Cette notion de famille privée nous rappelle aussi que, pour contrer la violence conjugale, l'intervention doit être subtile afin qu'elle ne soit pas perçue comme une intrusion à l'intimité familiale.

Le second élément de la famille idéale est la croyance que l'homme est à la tête de la famille et de là, a le droit d'exercer son pouvoir et autorité sur tous les autres membres de la famille. Cette croyance était confirmée en 1973 par l'Institut canadien de l'opinion publique qui, suite à un sondage, révélait que 63 % des gens interviewés con-

sidéraient malheureux le déclin du rôle dominant de l'homme dans la famille. Cette croyance se reflète aussi par le fait que c'est seulement en 1983 que le code criminel a reconnu l'agression sexuelle d'un homme sur son épouse. Au Québec, ce n'est qu'en 1986 que la violence conjugale fut déclarée comme une offense criminelle et que le policier fut mandaté pour déposer des charges.

Le troisième élément de la famille idéale est la croyance qu'il faut préserver la famille à tout prix. Même aujourd'hui, le mariage est vu comme un engagement durable pour le meilleur et pour le pire, et la famille bi-parentale est vue comme étant le modèle idéal pour élever des enfants. Pour préserver la famille et "pour le bien des enfants", les femmes ont mis et mettent encore de côté leurs besoins et ont nié leurs insatisfactions maritales. Quoique la famille monoparentale est plus courante dans notre société, elle est encore considérée comme un modèle familial déviant. Ce qui transparait d'ailleurs dans les politiques de l'aide sociale et d'autres législations qui entretiennent la monoparentalité dans la pauvreté.

Selon Pleck, les politiques sociales concernant la violence conjugale n'apparaissent que pour répondre aux pressions féministes et à celles des autres mouvements sociaux, et non pas à cause des incidences de la violence conjugale. C'est pourquoi, même si le mouvement des femmes fait apparaître des politiques et des changements législatifs en vue de protéger les victimes, l'efficacité de telles réformes dépendra toujours de la perception de l'État quant à la famille idéale. D'ailleurs, on est à même de constater que les politiques sociales actuelles ont permis à l'État de s'introduire dans la sphère familiale, mais, en même temps, elles réussissent à préserver la famille et à protéger le modèle idéal.

Pour analyser adéquatement la réponse du gouvernement au problème de la violence conjugale, il est important de bien situer sa perception de l'institution de la famille et identifier comment cette perception empêche la venue de réponses adéquates.

Le mouvement des femmes a défini que la violence faite aux femmes provient de la domination des hommes sur les femmes et de l'accès inégal pour les femmes au pouvoir politique, économique et idéologique.

Depuis 1976, les maisons d'hébergement font des pressions sur le gouvernement pour obtenir une politique de financement équitable pour toutes les maisons. En janvier 1979, le ministère des Affaires sociales sort publiquement sa première politique concernant les femmes victimes de violence intitulée: "Document d'orientation sur les centres de dépannage pour les personnes en difficulté". L'interprétation de l'État du phénomène de la violence conjugale est alors que les femmes victimes de violence sont en difficulté et décrites comme des adultes mésadaptées. "Par mésadaptés sociaux adultes, nous entendons: itinérantes, alcooliques, toxicomanes, ex-détenues, chômeuses chroniques, adultes possédants de légers troubles de comportement, etc... tout comme la clientèle des femmes en difficulté."

Cette politique montre bien la difficulté de l'État à percevoir adéquatement le phénomène de la violence conjugale comme un problème social. En supposant que les femmes victimes de violence sont des femmes en difficulté, l'État nie que les femmes victimes de violence ont des besoins spécifiques pour des services spécifiques. En décrivant cette clientèle comme des "personnes mésadaptées", l'État renforce la notion que la violence conjugale est un problème privé et individuel, et que les femmes sont responsables de leurs situations. Cette politique sociale évitait de questionner l'institution de la famille, la dynamique du pouvoir entre les sexes, ainsi que le concept de la famille idéale.

En juin 1985, le ministère des Affaires sociales rend publique la plus récente politique sociale en matière de violence conjugale intitulée "Une politique d'aide aux femmes violentées". Une fois de plus, cette politique est une

réponse aux pressions des maisons sur l'État pour obtenir un financement adéquat pour leurs organismes. Et une fois de plus, les maisons constatent que l'État est incapable de répondre efficacement à ce problème.

La première section de la politique fournit une analyse de la problématique. Cette analyse s'inspire de la théorie féministe développée depuis les 10 dernières années sur la domination des hommes ainsi que le pouvoir hiérarchique, politique, idéologique, physique et économique des hommes sur les femmes. De toute évidence, le reste de la politique contredit cette analyse.

Contrairement aux études des féministes et de Linda McLeod, cette politique entretenait de faux stéréotypes sur les femmes victimes de violence, en se centrant sur les caractéristiques des femmes hébergées. Ce qui nie l'existence de femmes victimes de violence dans les classes moyennes et supérieures et n'encourage pas le développement de services dans ces communautés.

Le mouvement des femmes a défini que la violence faite aux femmes provient de la domination des hommes sur les femmes et de l'accès inégal pour les femmes au pouvoir politique, économique et idéologique. La violence faite aux femmes est le produit d'une société sexiste donnant le droit aux hommes de dominer les femmes. Alors, contrairement à l'analyse féministe, cette politique sociale a radicalement redéfini le problème de la violence conjugale en supposant que le fait d'être violentée est le résultat de la pauvreté et du manque d'éducation.

Ce qui nous éloigne de l'urgence de se pencher sur la réévaluation des relations entre les hommes et les femmes

et sur les inégalités qui entretiennent ce type de violence.

Ce qui nous éloigne aussi de la nécessité d'une réforme quant à l'institution de la famille qui entretient encore le fait que l'homme soit le chef de la maison et qu'il ait un droit de contrôle absolu sur tous les membres de sa famille.

Cette analyse a pour effet de protéger la famille et de la traiter comme une institution privée. Ce qui dépolitise le problème et permet d'ignorer l'analyse féministe pour enrayer les causes de la violence faite aux femmes.

Les bases de la politique d'aide aux femmes violentées définissent aussi les femmes comme des mères et/ou ménagères. Une fois de plus, les femmes ne sont définies qu'à travers leur relation à une sphère privée. Cette politique n'a pu reconnaître qu'aujourd'hui, plus de 50 % des femmes mariées et 63 % des femmes avec des enfants d'âge pré-scolaire travaillent à l'extérieur de la maison aussi bien qu'à l'intérieur. Ce manque de reconnaissance de la participation des femmes sur le marché du travail perpétue l'image de la femme définie à travers sa relation avec son conjoint et ses enfants. Ce qui maintient et renforce le rôle traditionnel des femmes: celui de nourrir et de s'occuper des enfants, de cataloguer leur désir et leur besoin en fonction de la famille.

Selon Abromovitz, l'aide sociale, à travers ses politiques et ses programmes, renforce elle aussi les relations patriarcales dans la famille et la dépendance économique des femmes. Abromovitz et les féministes socialistes soutiennent que l'intérêt de l'État est de maintenir cette relation dans la famille pour assurer la survie du capitalisme et du patriarcat.

La politique d'aide aux femmes violentées fournit de plus un portrait de l'homme violent. Une fois de plus, elle présente un profil biaisé, soutenant que l'homme violent n'est pas scolarisé, a des problèmes d'alcool et de drogue et a connu des expériences de violence dans son enfance. Par cette définition, la politique renforce le mythe que ces facteurs causent la violence. Quoiqu'il y a des cas où des hommes ont connu des histoires liées à l'alcool ou à la violence dans l'enfance, ça n'explique pas pourquoi d'autres hommes qui ne partagent pas ce type d'expériences sont pourtant eux aussi violents, pas plus que ça n'explique l'inverse. Mettre l'emphase sur ces facteurs excuse la violence des hommes et insinue qu'ils ne sont pas responsables de leurs actes.

D'autre part, en 1987, le ministère de la Santé et des Services sociaux accordait 200 000 \$ aux groupes qui offrent des services pour les hommes violents. Ce 200 000 \$ fut puisé à même les fonds destinés aux maisons. Le fait qu'ils sont subventionnés par le M.S.S.S. plutôt que par le ministère de la Justice montre la contradiction de l'État à savoir que la violence conjugale n'est pas perçue comme une offense criminelle qui doit passer par la cour et les programmes de réhabilitation, mais plutôt comme un problème familial qui doit passer par les services sociaux.

En mars 1986, le ministère de la Justice du Québec rendait publique une politique intitulée: "Politique d'intervention en matière de violence conjugale". Cette politique annonçait que la violence conjugale serait désormais traitée comme une offense criminelle. Quoique cette politique criminalise la violence conjugale, les directives concernant les sentences la décriminalise. Les agresseurs, si

Les bases de la politique d'aide aux femmes violentées définissent aussi les femmes comme des mères et/ou ménagères. Une fois de plus, les femmes ne sont définies qu'à travers leur relation à une sphère privée.

Dans le contexte où l'État coupe les budgets dans les services sociaux et les soins de santé, et qu'il opte pour la désinstitutionnalisation, la famille devient une alternative économique pour suppléer et offrir les services qui revenaient jadis à l'État.

éligibles au traitement, auront le choix de suivre un groupe de thérapie avant d'être sentencés. Si le traitement est jugé réussi, l'agresseur sera pardonné et aura une sentence réduite. Si le traitement échoue ou si l'agresseur est non éligible pour suivre un traitement, il sera sentencé selon la gravité du crime. La sentence peut être l'ordonnance de garder la paix, une thérapie, les travaux communautaires ou la prison pour les situations extrêmes.

Cette politique sociale annonce clairement l'ambivalence de l'État à criminaliser la violence conjugale. Le système judiciaire a fait une énorme erreur en proposant *la thérapie* comme moyen de prévention à la récidive. L'intérêt de l'agresseur pour suivre la thérapie ne sera pas de se responsabiliser de la violence qu'il a commise à l'endroit de sa conjointe, mais plutôt d'éviter la sentence.

En février 1988, le M.S.S.S. de concert avec le ministère de la Justice, lancent une campagne de sensibilisation sur la violence conjugale par le biais de la télévision, radio, journaux et dépliants. Le thème de cette campagne était: la violence conjugale est inacceptable. Les maisons dénoncent ce thème puisqu'il ne parle pas du caractère criminel de la violence conjugale. Le terme inacceptable fait référence à la responsabilité des victimes face à la situation qu'elles subissent parce qu'elles acceptent la violence et ne cherchent pas de l'aide. La campagne était aussi critiquée parce qu'elle ne parlait pas du besoin de sécurité des victimes; elle mettait sur un plan d'égalité la victime et l'agresseur. De plus, la campagne mettait l'emphase sur la violence physique, omettant l'expérience des femmes subissant la violence psychologique, verbale, sexuelle et économique. Suite à la critique, la deuxième

phase de la campagne fut annulée.

Entre 1979 et 1988, le gouvernement a donc posé des gestes significatifs pour composer avec les pressions des maisons et les besoins des femmes victimes de violence conjugale. Mais l'État a reformulé le problème: alors que les femmes l'avait défini comme originant d'une inégalité de pouvoir entre les sexes, il devient un problème d'incapacité individuelle. Les politiques sociales ne s'attaquent pas à la source du problème; elles n'ont pas produit de critique sur les relations de pouvoir dans la famille et de là, ont protégé la famille au détriment de la victime.

Les intérêts à préserver la famille sont particulièrement significatifs au Québec, d'abord à cause du problème de dénatalité et ensuite, pour des raisons économiques.

Dans le contexte où l'État coupe les budgets dans les services sociaux et les soins de santé, et qu'il opte pour la désinstitutionnalisation, la famille devient une alternative économique pour suppléer et offrir les services qui revenaient jadis à l'État. Ce qui réduit les coûts de santé et de services sociaux. Il en est de même pour l'aide sociale qui, par ses coupures et l'émergence des critères de contrôle, envoie le message aux femmes qu'il est dans leur intérêt financier de rester avec leur conjoint, sinon elles seront "surveillées" par l'État pour les forcer à aller travailler ou étudier (même s'il n'y a pas d'emplois).

En bref, les politiques sociales ne pourront jamais aider les femmes victimes de violence avec les tendances qu'elles mettent de l'avant. L'État voit, actuellement, trop d'intérêt à préserver la famille et trop peu à soutenir les femmes victimes de violence.

L'affaire Chantal Daigle

Andrée Côté

Dans le manifeste des femmes sur l'avortement⁽¹⁾, on lit: *Forcer une femme à mener à terme une grossesse non désirée est un viol. La forcer sous la menace d'emprisonnement, à porter dans son corps un enfant qu'elle ne veut pas mettre au monde, c'est de la violence physique et psychologique.*

Chantal Daigle était victime de violence conjugale.

Elle a rencontré Jean-Guy Tremblay le 26 novembre; le 20 janvier 1989, il lui proposait le mariage. Au début de leur relation, il était le gars parfait, "un être doux, plein d'attention et de tendresse."⁽²⁾

À compter de cette demande en mariage, Tremblay a commencé à lui demander avec insistance d'avoir un enfant. Elle lui disait qu'elle n'était pas prête. Avec les jours qui passaient, il devenait de plus en plus insistant, la menaçait de jeter ses anovulants. Elle a arrêté de prendre des moyens contraceptifs à la fin du mois de janvier.

Au début du mois de février, Tremblay a emménagé chez elle et ils ont fait la plupart des préparatifs pour leur mariage, prévu pour le 29 juillet. Dès le début de la cohabitation, l'attitude de Tremblay a changé du tout au tout. Chantal dit: "Il devient de plus en plus dominant, excessivement jaloux et possessif, contrôlant et surveillant toutes mes allées et venues." Les querelles se multipliaient et Tremblay a commencé à lui faire des menaces physiques. Il l'accusait d'être "infidèle" et la traitait de tous les noms.

Vers la fin du mois de mars 1989, Chantal a su qu'elle était enceinte. Après la confirmation de sa grossesse, Tremblay a commencé à être physique-

ment violent. Il la secouait et la projetait sur le plancher. Et après, il s'excusait. Plus le temps avançait, plus il devenait violent. En mai 1989, il lui a dit que si elle continuait à faire "sa tête de cochon", elle finirait dans *Allô Police*. Il lui disait qu'elle devrait avorter si la situation entre eux ne s'améliorait pas. Il la menaçait de la défigurer et de la "dompter une fois pour toutes".

Elle a pensé à le quitter, mais elle avait peur de lui. Le 1er juillet, il a essayé de l'étrangler. Elle s'est réfugiée chez son propriétaire qui a appelé la police. Jean-Guy a encore promis de ne plus recommencer.

Le 3 juillet, la famille de Chantal est venue la chercher; elle a quitté son domicile pour vivre chez son père à Chibougamau. Le 4 juillet, elle a entrepris des démarches pour obtenir un avortement. Le 7 juillet, elle avait rendez-vous au Centre hospitalier de Chibougamau. Le lendemain, elle quittait Chibougamau pour se rendre au seul hôpital du Québec qui pratique des avortements tardifs, le Centre hospitalier de l'université de Sherbrooke.

Alors qu'elle était en route, un huissier l'a arrêtée pour lui signifier l'injonction interlocutoire provisoire que Jean-Guy Tremblay avait obtenue la veille au Palais de justice de Québec.

Une injonction interlocutoire est prononcée le lundi 17 juillet par le juge

Jacques Viens (dont la Coalition a demandé la démission). Il a jugé qu'une injonction était nécessaire pour protéger le droit à la vie de l'enfant non né et les droits personnels de Jean-Guy Tremblay.

Trois jours plus tard, soit le 20 juillet, la Cour d'appel siégeait en urgence sur l'appel de Chantal Daigle. Quatre hommes et une femme ont entendu des plaidoiries qui ont duré jusqu'à 3 heures de l'après-midi.⁽³⁾

La Cour d'appel a rendu sa décision le 26 juillet. Elle a jugé que le foetus est un être humain et qu'en conséquence, il a un droit à la vie. Qu'un géniteur peut interdire à une femme d'avorter parce qu'il a des droits en tant que père de l'enfant. Qu'une femme doit avoir des "motifs raisonnables" et "acceptables" pour pouvoir obtenir un avortement et que les raisons de Chantal ne répondaient pas à ce critère. Un des juges affirmait même qu'il n'est pas nécessaire de se pencher sur les conséquences d'une maternité non désirée sur la vie de Chantal Daigle. Finalement, le jugement de la Cour d'appel du Québec est à l'effet que le droit à la liberté énoncé à l'article 7 de la Charte canadienne des droits et libertés, n'inclut pas le droit pour une femme de décider de façon autonome de mettre un enfant au monde ou pas.

Le lendemain, 10 000 femmes manifestaient dans les rues de Montréal et, dans plusieurs régions, les femmes se sont regroupées pour faire part de leur protestation. Nous avons reçu des télégrammes et des appels de plusieurs endroits au Québec, de l'Acadie et de plusieurs villes au Canada.

Le 8 août, la Cour suprême cassait l'injonction interlocutoire et déclarait mal fondé en droit le jugement de la

cour d'appel du Québec. Les motifs de cette décision devraient être rendus au cours de l'automne.

Interdire à Chantal d'avorter était la seule façon pour Jean-Guy Tremblay d'exercer un contrôle sur elle. Et il avait tout essayé. Les tribunaux québécois se sont faits complices de cette violence conjugale. Combien d'autres femmes seraient ainsi placées sous la tutelle de leur conjoint si on reconnaissait un droit à la vie aux foetus ?!

Toute loi qui viendrait limiter les droits des femmes à contrôler leur corps et leur force de reproduction ouvrirait la porte à de tels abus.

Il ne faut pas accepter le "compromis" sur l'avortement que le gouvernement fédéral va nous proposer cet automne: cela permettrait aux hommes d'avoir un meilleur contrôle sur nos maternités et nos vies toutes entières. Par exemple, une loi qui permettrait l'avortement sur demande jusqu'à un certain stade permettrait de contrôler les conditions dans lesquelles une grossesse désirée sera vécue par une femme après un tel stade. En effet, au nom du meilleur intérêt du foetus, l'État, le Juge ou le père pourraient interdire à une femme de fumer, de travailler devant un écran cathodique, de faire du temps supplémentaire, de faire un travail stressant et quoi encore !?

La Coalition affirme que le gouvernement provincial doit maintenant fournir des services d'avortement de qualité, accessibles aux femmes de toutes les régions et de toutes les cultures. À mon avis, il faudrait demander au gouvernement de mettre en place des services d'avortement dans tous les CLSC et qu'au moins un hôpital par région offre des services d'avortements tardifs.⁽⁴⁾ De plus, il est impérieux que le gouvernement reconnaisse aux femmes en attente de reconnaissance d'un statut

de réfugiées le droit d'obtenir des services d'avortement, parce qu'à l'heure actuelle, on les leur refuse !

Ce sont peut-être des préoccupations qui pourraient être véhiculées dans les mois à venir lors de nos interventions dans le dossier de la régionalisation.

Les femmes se sont démontrées puissantes et bien organisées pour affronter cette "crise" de l'avortement.

Au Regroupement provincial, Germaine Vaillancourt a accompli un travail de mobilisation et de coordination sensationnel. Les travailleuses des maisons et celles de SOS Violence conjugale se sont mobilisées en grand nombre, partout au Québec. Raquel Sépulvéda de Secours aux femmes a traduit le Manifeste des femmes en espagnol et l'a présenté à une foule de 2 000 femmes réunies mercredi le 19 août pour la soirée de solidarité avec Chantal Daigle. Elizabeth Harper et Lise Rossignol ont rédigé un communiqué de presse où elles affirment: "Chantal Daigle est une victime de violence conjugale et notre système judiciaire a permis à son conjoint de continuer à exercer cette violence. Nous anticipons les effets négatifs qu'auront ces événements sur les intervenants de la justice qui travaillent en violence conjugale.

Ces jugements sont un feu vert à la violence faite aux femmes, puisqu'on légitimise le pouvoir des hommes et le droit de les contrôler. Notre magistrature nous a fait la démonstration de sa complicité avec les hommes agresseurs...

Ce sont toutes les femmes de la province de Québec qui se voient retirer le droit à l'égalité, puisqu'elles perdent le droit de contrôle sur leur corps, leur vie et leur destinée.

- (1) Le Manifeste a été adopté lors d'une assemblée féministe convoquée d'urgence, lundi le 24 juillet 1989; plus d'une cinquantaine de femmes étaient présentes et à peu près 25 groupes de femmes, comité de condition féminine syndical et d'autres groupes étaient représentés. Cette assemblée a donné lieu à la création d'un comité ad hoc de la Coalition québécoise pour le droit à l'avortement.
- (2) Affidavit détaillé de Chantal Daigle produit lors de l'audition de la requête en injonction interlocutoire, paragraphe 8. Toutes les informations sur les faits de cette cause sont tirées de l'affidavit de Chantal.
- (3) Me Suzanne Guillet et moi-même sommes allées au Palais dans le but d'offrir notre assistance à l'avocat de Chantal. Pendant deux jours, un comité ad hoc d'avocates a préparé des notes et autorités sur les questions de droit qui devaient être soulevées devant la Cour d'appel. Nous avons tenté à plusieurs reprises d'entrer en communication avec l'avocat de Chantal Daigle, mais sans succès. Nos appels n'étaient jamais retournés. Le jour de l'audition de la cause, Me Bédard n'a pas accepté notre collaboration.
- (4) Seulement 4 femmes sur mille se font avorter après 20 semaines de grossesse. Les femmes qui ont recours à l'avortement après 20 semaines proviennent souvent de régions éloignées où il n'y a pas de service d'avortement accessible, ou encore ce sont des adolescentes ou des femmes qui doivent avorter pour des raisons médicales.

Quand la colère gronde en nous !

Diane Prud'homme

Rien n'est plus laid qu'une femme en état d'ébriété. Sauf, peut-être, une femme en colère! m'a-t-on maintes fois répété (à un point tel que j'étais certaine que c'était un dicton!). Pourquoi est-ce si laid? ai-je déjà demandé avec innocence. "Parce que ce n'est pas féminin", m'a-t-on répondu. Ah! bon.

Ainsi, je ne vous apprendrai rien si je vous dis que les femmes sont conditionnées au contrôle de leur colère (question de féminité), que c'est même l'élément-clé de leur socialisation. Mais, plus je réfléchis sur la question et plus je crois que l'inhibition de la colère des femmes n'est pas que le résultat de la socialisation, elle fait aussi partie des conséquences aux expériences d'oppression. Je m'explique.

Il a déjà été question dans ce journal de la victimisation des femmes en lien avec le cycle de la violence des hommes. Sans reprendre en détail ce schéma, je m'y référerai pour expliquer de quelle façon des femmes sont piégées dans leur colère par la violence des hommes. On apprend très jeune qu'il y a des dangers particuliers aux filles et aux femmes. Ces dangers ne sont pas nommés mais on sait qu'ils sont provoqués par les hommes et que seuls eux, peuvent nous en protéger. Malgré cette protection, nous expérimentons quand même, à des degrés divers, différentes formes d'agression de la part de notre père, frère, oncle, voisin, professeur, amoureux ou étranger. Et c'est à partir de ces expériences d'agression que les femmes apprennent entre autres, à inhiber leur colère.

Il est clair que nous interprétons ces agressions de façon quelque peu différente selon notre histoire, nos propres armes, nos expériences, notre

personnalité, etc. Mais chose certaine, nous ressentons toutes de la colère lorsque nous sommes agressées. **TOUTES LES FEMMES SE SENTENT OUTRAGÉES** devant l'agression d'un homme qu'il soit un proche ou un étranger, que ce soit sous forme de harcèlement, d'agression sexuelle, physique ou verbale.

En fait, la colère est un sentiment donné à toutes personnes, hommes ou femmes. Et quelle que soit notre socialisation, tout le monde la ressent.

Toutefois, il existe des situations où il est préférable d'inhiber, retenir, refouler, contrôler, nier ou rationaliser ce sentiment. Et c'est là que notre victimisation entre en jeu. Lorsqu'il y a une agression, nous sentons indéniablement la colère. Mais lorsqu'il y a eu plusieurs expériences d'agression et qu'à chaque fois, quoique l'on dise, quoique l'on fasse, l'agresseur n'est jamais puni, n'est jamais accusé, et est parfois même valorisé, l'on expérimente un grand sentiment d'impuissance. (On ne se sent vraiment pas du bon bord). Alors notre sentiment de colère peut être rapidement évacué et ce, pour différentes raisons. On en vient à comprendre que, suite à l'agression, l'homme et la société responsabiliseront la femme du geste qu'il vient de poser soit en l'accusant directement, soit en lui demandant de comprendre la situation, ou encore en justifiant son geste. Bref, on ne sait plus qui est responsable de l'agression; tout ce que l'on sait, c'est que ce n'est pas entièrement la faute de l'homme. La société entérine cette version de déresponsabilisation de l'homme en acceptant la thèse comme quoi la femme aurait pu le provoquer (cause en septembre 1989 au Connecticut où le violeur fût libéré parce que le juge considérait que la femme l'avait provoqué en se promenant en mini-

jupe), ou que cet homme est malade ou que ce n'était qu'un jeu (inceste), que la femme n'a pas d'humour (harcèlement) ou en niant carrément l'agression ou pire encore, en s'abstenant, ne faisant rien devant la plainte.

La femme ressent donc une colère mais en même temps, les messages antérieurs, les normes sociales et l'accusation qui est portée contre elle font en sorte qu'elle doute de sa responsabilité. Est-ce ma faute? je n'aurais pas dû sortir aussi tard le soir, je n'aurais pas dû lui dire telle chose, je n'aurais pas dû m'habiller de cette façon, je n'aurais pas dû le suivre, je n'aurais pas dû lui répondre sur ce ton, je n'aurais pas dû passer près de ce chantier, je n'aurais pas dû... Et très rapidement se substituent à la colère, le doute et le sentiment d'être en partie responsable de l'agression.

Ce sentiment de responsabilité face à l'agression est entériné par les intervenant(e)s sociaux(ales) qui viennent en aide aux victimes. Quand une femme victime d'inceste, de viol, de harcèlement sexuel ou de violence conjugale demande de l'aide, elle se retrouve devant des intervenant(e)s qui sont le reflet de notre valeurs sociales. Ils interprètent l'expérience de la victime comme étant le résultat d'une dynamique personnelle. Il en est de même pour les intervenant(e)s de l'appareil judiciaire, l'employeur, l'agent d'aide sociale, le psychologue, le médecin, l'auxiliaire familiale, etc. qui demandent aussi à la victime d'assumer une part de responsabilité.

Il y a de quoi faire une sainte colère (qui passera sûrement pour de l'hystérie!). D'ailleurs, lorsqu'une femme prend du recul par rapport aux agressions qu'elle a vécues et qu'elle analyse ce qui s'est passé et sa réaction,

elle ressent une grande colère devant l'impuissance des femmes dans l'organisation sociale qui entretient cette injustice. Mais lorsque la femme est prise dans l'action, elle vit tout cela sous le règne de la peur. Elle est seule avec le ou les agresseurs. Qu'arrivera-t-il si elle exprime sa colère? Est-elle en position pour l'exprimer? Quand on sait que l'agresseur utilise la violence pour amener la femme à se soumettre à lui, comment peut-on s'y rebeller? Ne sera-t-il pas plus violent si elle résiste? Qui tient le bon bout du bâton? Si elle se fâche, c'est avec plus de violence que l'agresseur la contrôlera, si elle ne se fâche pas, on parlera de consentement.

Il s'avère donc souvent plus prudent ou plus stratégique de ne pas exprimer notre colère dans un contexte d'agression. Et quand on pense stratégie, on ne pense déjà plus à ce que l'on vit: on retient le coeur pour laisser place à la tête! Et la colère, c'est une question de coeur.

Par conséquent, dans un contexte où les femmes sont appelées dès leur "tendre enfance" à subir différentes formes d'agression et à être maintenues sous le contrôle des hommes, comment pourraient-elles librement et sainement exprimer leur colère?

Quand bien même on les encouragerait toutes jeunes à exprimer ce sentiment, il n'en demeure pas moins que l'oppression qu'elles vivent tout au long de leur vie ferait en sorte qu'elles seraient appelées à être stratégiques (question de survie) et à doser leur colère dans un contexte d'agression. Et ce dosage ne peut faire autrement qu'amener les femmes à apprendre à se couper de leur colère jusque dans les situations où il n'y a pas d'agression. Dans la mesure où l'expression de la colère est associée à une perte (perte de la vie, de sécurité physique ou d'affection), il risque d'y avoir une généralisation pour toutes les situations où la colère est ressentie.

Comment s'étonner alors du fait que les femmes se sentent maladroites face à leur propre colère et à celle des autres. Il n'est donc plus seulement question d'amener les femmes à s'affirmer et à se réapproprier leur colère (comme plusieurs tentent de nous le faire croire), il faut d'abord amorcer une lutte collective contre l'oppression, quitte à faire une "sainte colère publique"! Bien sûr, en même temps, nous pourrions commencer à se donner du soutien pour nous permettre de nous défaire de la responsabilité qui nous incombe face aux agressions.

Et enfin, nous pourrions analyser l'impact de l'oppression sur l'expression de notre colère et travailler à la dévictimisation.

LES CONSÉQUENCES D'UNE COLÈRE RETENUE

À force de retenir sa colère et d'avoir peur de l'exprimer, à force d'être prudente et stratégique, à force de comprendre, d'être FINE, de s'inhiber, de croire que l'on peut éviter l'agression, à force de se contrôler, qu'arrive-t-il aux femmes?

Bien sûr, il arrive que l'on pense que c'est un état naturel chez la femme. On pense que c'est inné. On s'attend à ce que toutes les femmes correspondent à cette image. On s'attend à ce que jamais elles ne se rebellent. Et tout ce beau portrait offre de magnifiques arguments pour justifier la résistance à des changements sociaux.

Mais de façon plus individuelle, la colère retenue amène les femmes à l'exprimer de deux façons: l'agressivité retournée contre soi, ou l'agressivité dirigée contre les autres.

Ces deux issues ont de particulier leur intensité. Les femmes la dirigent de façon démesurée contre soi ou la dirigent de façon démesurée contre les autres. Les deux façons sont mal jugées.

Le premier choix est la voie de la majorité des femmes.

Cette issue nous explique en fait pourquoi tant de femmes connaissent la dépression: état qui résulte d'un trop plein d'agressivité dirigée vers soi. Elle nous explique donc le peu d'estime que les femmes ont d'elles-mêmes, leur dénigrement envers leur propre personne, leur manque de confiance, leur manque d'assurance, leur difficulté à se "vendre", leur trop grande humilité, leurs grandes angoisses, les insomnies, les somatisations, etc. Dans des cas extrêmes, on retrouve des femmes qui s'auto-mutilent et se suicident! L'impact est douloureux, surtout dans une société qui valorise "l'agressivité normale": celle des hommes. Cette forme d'expression incite aussi à une prise de pouvoir indirecte, jugée comme de la manipulation.

La 2e issue, plus rare, est l'explosion d'agressivité.

Là où les femmes n'ont plus rien à perdre, là où elles ne peuvent plus endurer ou tolérer la moindre contrainte, le moindre contrôle de la part des autres.

Ces femmes qu'on connaît peu et qui nous semblent si étrangères de par un comportement atypique par rapport à la norme ont cependant un point en commun: un vécu de violence extrêmement lourd.

On ne parle pas ici de délinquance mais bien de femmes qui ont décroché parce qu'elles ne peuvent plus suivre le rôle qui leur avait été désigné.

Piégées de toutes parts, la soupe a sauté. Ne pouvant plus retenir cette colère, cette amertume devant la vie, ne pouvant plus garder cette agressivité pour et contre soi, elles se sont gelées pour pouvoir la diriger à l'extérieur de soi sans sentir la culpabilité et la responsabilité, pour ne plus se sentir du tout!

Elles étaient une fois... mes intolérances

Pauline de la Séjournelle

Petites et grandes, celles-là qui ont coloré ma vie, celles-là même qui ont fait que ma vie a pris la direction qu'elle sentait idéale.

Il y a presque trois ans, je foulais la porte de la maison d'hébergement. Je quittais un conjoint avec qui j'avais vécu pendant dix-sept années, et qui m'avait agressée dans tous les sens du mot.

Je devais aussi dire NON à la violence de mes fils adolescents, imprégnés du même désir de contrôle que leur père.

Toutes ces années de tensions, d'éclatements et de répit m'avaient amenée à développer un moyen de survie : la consommation de médicaments.

Rapidement, je me suis dirigée d'une thérapie à l'autre, d'un CLSC à l'autre, d'une pilule à l'autre, décortiquée, épiée, interrogée, responsabilisée. Il n'était jamais fait mention des mots "violence conjugale".

À la maison d'hébergement, toute ma souffrance a commencé à s'évacuer, lentement, d'une façon imprévisible, au fur et à mesure que j'identifiais la vraie cause de tant de blessures: j'étais violentée par mon conjoint.

S'ensuivit l'apprentissage du droit à l'intolérance, du droit à exprimer mes intolérances. Et, au gré des événements, ce sentiment se teintait différemment :

- Intolérance face aux enfants : j'avais si mal à mes enfants!
- Intolérance face à mon épuisement physique : après dix minutes de travail, je sentais la nécessité de dormir quatre heures !
- Intolérance devant mes pertes de mémoire : voilà que j'oubliais com-

ment faire une recette, moi qui avais été cuisinière durant plusieurs années.

- Intolérance face à mon corps, aux maladies à répétition.

Intolérante, je le suis encore lorsque je revis certaines de mes thérapies. Comme réponse à mes angoissantes questions, on me disait que la vie me montrerait à mieux vivre...

Dans un mouvement anonyme, je me suis sentie intolérante quant on m'a lancé que j'avais une facture à payer, que la souffrance, ça fait grandir en amour !! Cela m'amène à revoir mon exaspération quand j'apprenais, jeune enfant, que Dieu était vengeur, punitif.

Je ne pouvais tolérer la vie d'un couple heureux, marchant main dans la main, avec ses rires...

Ma pauvreté, mon chèque ridicule me faisaient vivre de grosses intolérances.

L'intervenante que je suis devenue est, elle aussi, sujette à vivre de l'intolérance :

- quand la femme qui est en face de moi ressemble à ma mère;
- quand une femme m'enlève du poêle en me disant : "je vais faire le repas, je vais te montrer comment...";
- quand, lors des accompagnements à l'hôpital, le médecin invalide la femme dans ses souffrances physiques et morales;
- quand une femme est dénigrée parce qu'elle craint "trop" son conjoint pour porter plainte;
- quand Monsieur profite de la clémence de la cour;
- quand une femme reçoit d'injurieux fous rires comme appui de l'assistance, à l'audition de son témoignage.

JE SUIS INTOLÉRANTE

L'injustice appelle mon intolérance. Comment ne pas être en "maudit" quand tout le système en place hurle à nos oreilles de femmes que le pouvoir appartient aux hommes ?

Synonyme de mon féminisme, mais aussi d'une socialisation "de fille", telle est mon intolérance. Amplifiée ou diminuée, au fil de mes luttes, de nos luttes quotidiennes...

Elles étaient une fois... mes intolérances, et elles seront encore.

Les événements de Poly

Liliane Côté pour le Comité exécutif

Le 6 décembre 1989 restera une date historique dans l'histoire des femmes au Québec. Après toutes ces années de lutte pour dénoncer la violence qui nous est faite quotidiennement, espérons-nous ou osions-nous espérer que des choses avaient changé, que la haine et le mépris des hommes envers les femmes étaient moins présents, avaient moins de prises. Hélas, il n'en était rien.

Ce soir-là, j'ai ressenti beaucoup de tristesse et de rage entremêlées. Nous haïssaient-ils jusque là, jusqu'à vouloir nous éliminer ? On nous a dit et on nous le dira encore que c'est l'acte d'un cerveau détraqué, mais détraqué par qui ? Par la société machiste dans lequel vivait cet homme qui avait appris à dominer les femmes. Celles-ci refusant la domination, il s'est buté à un mur.

Le pouvoir et le contrôle qu'il voulait utiliser comme arme ne pouvant suffire, il s'est muni d'une arme qui tue pour contrôler par la mort, la peur, la destruction. Détruire celles qui sont trop menaçantes et qui veulent transformer la société où les femmes pourraient vivre dans des rapports égalitaires avec les hommes. Non plus dans des rapports de domination où les hommes imposent les normes et les rôles, et les femmes qui les subissent.

La réflexion et l'action que nous portons sur la violence faite aux femmes ont-elles influé globalement sur la société suite à cet événement ? Quelle couverture médiatique a été donnée à cette tragédie ?

Plusieurs "psy" ont eu la parole et se sont empressés de qualifier ce geste de celui d'un déséquilibré, d'un malade, un geste isolé sans même mentionner que les victimes, TOUTES les victimes, étaient des femmes. Peut-être est-ce le fruit du hasard ! Différents intervenants et d'autres du monde ordinaire ont questionné la violence dans laquelle nous vivons quotidiennement (décence oblige). Les émissions violentes à la T.V. ont-elles diminué, l'image des femmes y a-t-elle changé ? Quelques journalistes ont apporté une réflexion intéressante.

La place laissée aux féministes a été très mince et quand on a voulu parler, dénoncer, on nous a accusées de récupérer ce drame pour s'en servir comme tribune pour nos revendications. Comme si ce qui est arrivé était sans lien avec la violence quotidienne faite aux femmes.

La dernière action et peut-être la plus intéressante à analyser est la pétition, initiée à la poly par l'association des étudiants, pour interdire les armes à feu. Les gars (parce que ce sont eux qui ont lancé cette pétition), n'ayant pu sauver les filles le 6 décembre ont décidé de partir en croisade pour interdire les armes à feu.

Ainsi, ils se déculpabilisent et encore une fois tentent de nous protéger. Parle-t-on de récupération dans ce cas ?...

Voter pour voter... 50 ans plus tard !

Armande Saint-Jean

À la veille du grand rassemblement des femmes pour le 50e anniversaire du droit de vote des femmes au Québec, le Regroupement fête alors son 10e anniversaire d'existence. On est en 1989. Pour souligner l'événement, on s'offre tout un cadeau: Conférence de Madame Armande Saint-Jean, journaliste, féministe et professeure en communication, à notre assemblée générale annuelle. Conférence à ce point dynamique et stimulante que Denise Caron du comité Avalanche l'a transcrite et fait publier dans le bulletin de liaison. Cependant, vue la longueur du texte, nous avons dû, pour les fins de l'Avalanche Portes ouvertes, en sacrifier une bonne partie pour n'en choisir qu'une petite fraction, que voici.

Rapidement, je vais essayer de vous dire ce qui, à mon avis, a changé au Québec depuis 25, 50, 100 ans. Je pense que fondamentalement, on a réussi à changer la place que les femmes occupent dans la société. Nous avons cessées d'être seulement des mères de famille et d'être confinées aux rôles strictement maternels ou de leur prolongement. Maintenant, on définit les femmes autrement que par cette fonction première et essentielle. Ensuite, je pense qu'on a aussi réussi à changer, dans une certaine mesure, la mentalité de tout le monde à l'égard des femmes. De tout le monde, signifie également des femmes elles-mêmes.

Je crois que les femmes, aujourd'hui, se définissent, se perçoivent différemment d'il y a 25 ans. Je ne dis pas que tout a été fait mais on peut mesurer aujourd'hui l'évolution de la

conception de qui on est, de ce qu'on fait dans la société, depuis 25 ans.

Il y a aussi au niveau de la société une conscience, une sensibilité différentes. C'est-à-dire qu'on a compris que les femmes n'étaient pas des hommes et n'étaient pas des êtres non plus. Nous sommes sorties d'une période où nous n'existions pas pour passer à la période où nous voulions être comme les hommes, pour maintenant commencer à nous identifier, nous les femmes, selon une spécificité.

La dynamique des rapports entre les hommes et les femmes a évolué. Je ne vous dirai pas qu'elle est dépourvue désormais de tout ce qu'il y aurait à y changer, mais je constate qu'un certain changement s'est effectué, ce qui fait qu'un certain nombre de choses ne sont plus à négocier en ce moment. L'attitude

de certains hommes a évolué autant à l'intérieur de leurs rapports privés que dans leurs rapports à la société.

On pourrait parler longtemps du chemin parcouru. Ce que je veux vous dire maintenant c'est ce qui, à mon avis, a changé et ce qui n'a pas changé. Étant militante, impliquée depuis une vingtaine d'années dans les actions de changement, j'ai tendance à regarder beaucoup plus ce qui nous reste à faire que ce qu'on a fait. Essentiellement, nous n'avons pas changé le rapport de pouvoir entre les hommes et les femmes. Nous vivons encore une situation d'oppression où le pouvoir est réparti en fonction du sexe et des rôles de façon à ce que collectivement et individuellement nous soyons, au départ, défavorisées.

Fondamentalement, nous vivons dans une société masculine qui est conçue pour favoriser les hommes. La société est dominée par les hommes qui exercent le pouvoir, qui en tirent des privilèges et qui ne sont pas prêts à renoncer à ceux-ci. Je donne toujours l'exemple de la clôture quand je parle de ça. Pour moi, le partage du pouvoir se fait en fonction d'une ligne tracée entre deux groupes de personnes. Autrefois, on disait que d'un côté, on avait des hommes, des dominants par héritage et de l'autre, des femmes dominées par conditionnement. Aujourd'hui, la ligne existe toujours et on a d'un côté les dominants, ces personnes qui choisissent de tirer profit des

règles du système patriarcal à leur avantage et on retrouve des femmes dans ce clan des dominants, et de l'autre côté des dominées qui sont celles qui continuent à assumer les fonctions de service envers le clan des dominants comme dans toute hiérarchie et on retrouve une partie d'hommes qui sont, eux aussi, définissables comme dominés.

On n'a pas non plus changé le système des valeurs prédominantes dans le fonctionnement de la société. Les valeurs sont toujours patriarcales et fondées dans un rapport d'inégalité et une dynamique de compétition et de domination qui suppose une hiérarchisation. C'est la force du système patriarcal d'être extrêmement flexible et souple afin de se refaire constamment pour s'ajuster, et l'assimilation des femmes dans cette dynamique de pouvoir en est la preuve.

Tant qu'on n'aura pas réussi à imposer nos règles du jeu, qui seront des règles redéfinies en fonction d'une perspective féministe, il restera du travail à faire. Je ne peux cependant prévoir ce qu'il adviendra quand les règles du jeu seront changées et que tout le monde jouera autrement. Ce que je peux dire, c'est que c'est énorme de changer les règles du jeu au niveau de la société.

On n'a pas réussi à changer profondément l'image des femmes qui est projetée dans la société en général et à travers les médias. Je regarde l'exploitation qu'on fait de la femme parfois de façon grossière mais souvent de façon plus subtile qu'autrefois. C'est tout ce que nous sommes de beau, de fin, de noble, de grand qui est subverti dans la publicité, dans l'image qu'on donne de nous-mêmes. La société n'a pas encore réussi à saisir ce que sont les femmes et à nous redonner une image qui soit conforme à comment on se voit, comment on se sent et comment on sait qu'on est.

Je ne me décourage pas car le mouvement n'a jamais cessé depuis 25, 50 ans, un siècle... des siècles. On ne recommence pas à zéro à chaque fois. Jusqu'à présent, le changement a été si grand et il va si loin qu'il a même réussi à déclencher une force. D'ailleurs, on peut mesurer la force de l'impact d'un mouvement par les représailles qu'il déclenche. Si on regarde à travers l'histoire, tous les phénomènes historiques ont eu un ressac. La révolution française a déclenché la terreur, la révolution bolchévique a amené le stalinisme, la révolution chinoise de Mao a amené la révolution culturelle, la révolution des femmes a amené ce formidable ressac du système patriarcal auquel on assiste depuis une dizaine ou une quinzaine d'années.

Pour mieux comprendre, je crois qu'il est important d'identifier comment ce système fonctionne aujourd'hui. À première vue, on croirait qu'on est encore mobilisé sur les foyers actifs. Les foyers où se manifeste davantage en ce moment la dynamique du mouvement des femmes sont contenus à l'intérieur de questions plus mobilisantes qui représentent des symptômes de ce ressac formidable. La question de l'avortement est redevenue une bataille au plan juridique après avoir été un acquis important et qui, maintenant, se joute à la question des droits du fœtus. On est en train d'ériger une barrière entre les droits de l'une et les droits de l'autre.

La question de l'emploi où les programmes d'accès à l'égalité progressent, mais très lentement, et suscitent encore beaucoup de contreparties négatives. Plus globalement, au niveau de l'emploi, le fait est que les femmes gagnent encore, en moyenne, les 2/3 du salaire des hommes. La bataille des infirmières est très symptomatique de cette lutte de fond que les femmes sont en train de mener pour rejoindre l'égalité non pas formelle, car dans les faits les conventions collectives ne véhiculent

plus de discrimination systématique, mais dans la réalité on sait que la discrimination systémique fait que l'écart est maintenu entre les groupes.

La question de l'économie. Autrefois, on parlait des femmes qui devenaient de plus en plus pauvres. Aujourd'hui, on dit que la pauvreté s'est féminisée, parce qu'on sait que le gros des gens qui vivent en deçà du seuil de la pauvreté sont des femmes. Le ressac se manifeste également au niveau des services (garderies, accès aux services de santé, etc.) que l'État avait entrepris de donner aux femmes et qui sont maintenant menacés.

Et finalement, la violence que je place toujours en dernier parce qu'elle est très fondamentale. Elle me semble être la riposte la plus viscérale du système à travers les individus qui la composent.

La violence conjugale bien sûr, mais la violence sociale aussi. Je ne pense pas qu'on puisse hiérarchiser à savoir laquelle est la plus grave. On peut au moins constater que, pour un problème considérable de violence conjugale, on retrouve aussi une situation intolérable de violence sociale. Nous avons recommencé à avoir peur, nous avons presque oublié qu'on ne peut plus sortir le soir sans être au moins dans une attitude d'auto-défense mentale. On a recommencé à nous harceler sexuellement de façon plus ou moins directe ou plus ou moins visible. Il y avait un certain temps que nous avions été libérées de cela, mais ça revient. Il y a aussi toute la violence psychologique qui est exercée à l'endroit des femmes, des façons les plus cruelles que vous connaissez aux façons les plus sophistiquées. Par exemple, chaque fois que l'on s'identifie comme féministe et qu'on se fait ridiculiser et traiter de tous les noms.

Et la signification de ces foyers actifs est à la mesure du contexte dans lequel nous nous trouvons.

Le burnout dans l'équipe ou l'épuisement féministe !

Pierrette Robitaille

Est-ce qu'intervenir jour après jour auprès des femmes les moins bien nanties et prendre de plus en plus conscience de tout le chaos social existant, ne serait pas se rendre vulnérable au virus de l'écoeuement professionnel? La portée émotionnelle de la violence faite aux femmes à travers les conditionnements sexuels et sociaux qu'elle met au grand jour, avec les relations, les remises en question sur les différents modèles de pouvoir engendre une réaction tant sur les plans individuel, familial qu'institutionnel. Dans un tel contexte, en tant que travailleuse et en tant que femme, l'on se doit d'être aux aguets et user de réalisme afin de "dealer" avec les dualités du système en place pour ne pas se perdre dans les "mea culpa" et dans la soumission. D'ailleurs, plus spécifiquement à l'intérieur des maisons d'hébergement, il est ressorti très clairement que les luttes et les revendications des premières années d'implantation ou de maintien d'un service comme le nôtre, se vivent trop souvent dans l'ombre sans presque aucune reconnaissance du milieu environnant, malgré toute l'énergie déployée et les actions réalisées. La fatigue est sous-jacente et la période d'incubation diffère selon la résistance et l'adaptation de chaque individu confrontée à cette dure réalité. Le burnout rôde.

Attardons-nous un peu aux influences du burnout lors d'un conflit au sein d'une équipe de travail: conflit qui, en l'occurrence, serait mal géré, mal identifié. Le malaise flotte dans l'air. L'atmosphère s'alourdit sans que

pour autant aucune des parties en cause ne s'attribue une responsabilité quelconque. Le blâme est le plus souvent balayé en dessous du tapis ou dans la cour du voisin.

Le burnout ou l'épuisement féministe est essentiellement vocationnel en partie, du moins, pour l'image qui s'y rattache : aider, soigner. De ce fait, par souci d'idéologie et de professionnalisme, la candidate au burnout fait souvent fi de ses propres besoins élémentaires et de ses propres capacités. Le zèle à outrance, les attentes excessives, c'est le supplice de la goutte d'eau qui vient petit à petit noyer les énergies et briser notre équilibre intérieur. On accélère la cadence, on prend les bouchées doubles, on se livre au jeu de la productivité qui nous amène à nous dépasser pour être dans la course; on en fait toujours trop ou jamais assez. Ceux et celles qui flirtent avec le burnout éprouveront un sentiment d'impuissance et toute tâche, aussi menue soit-elle, prendra des dimensions disproportionnées et insupportables. Beaucoup de blocages organisationnels émergeront à partir de ces carences à l'intérieur de nos équipes respectives.

Nous pouvons aisément tracer un profil type de personnes plus susceptibles que d'autres d'être affligées de ce mal du siècle. À titre d'exemple, voici comment plusieurs éléments de ce profil de la candidate au burnout peuvent se retrouver chez l'une d'entre nous. Examinons une recette adaptée, tirée de l'extrait d'un article de Huguette O'Neil dans *Actualité médicale* du 29 janvier 1989, que je trouve succulent.

Ingrédients

- Prenez une jeune intervenante fraîchement moulue (de préférence dans le milieu social à forte tendance idéologique).
- Attribuez-lui une personnalité énergique, entreprenante et qui dégage un charisme certain.
- Remplissez-lui la tête d'un idéal élevé et surtout des rêves que ses pauvres parents ou d'autres femmes n'ont pu réaliser.
- Placez-la dans une grande marmite (une maison d'hébergement peut faire l'affaire).
- Laissez-la seule pour éviter qu'elle bénéficie de l'appui de ses collègues, bref, qu'elle se tape l'ouvrage toute seule.
- Veillez à ce qu'elle développe le sentiment d'être indispensable, «omnipuissante» et irremplaçable.
- Évitez de la récompenser ou de la gratifier pour son travail.
- Offrez-lui un poste avec de plus en plus de responsabilités.
- Laissez-la mijoter quelques années, après quoi le tout sera prêt à servir.

D'emblée, nous sommes toutes portées à déceler plus facilement les signes avant-coureurs du burnout chez nos collègues que pour nous, et même de mettre celles-ci en garde contre les effets dévastateurs. Mais malheureusement quand ce fléau s'acharne sur notre personne, on ne le voit pas, on le nie.

Et les conséquences directes et indirectes sur notre entourage et sur notre travail se multiplient à un rythme effarant.

On ne peut gérer sainement un conflit si l'une des parties nie ou ignore sa responsabilité partielle ou totale et ce, quelquefois strictement par souci de sauvegarder une image performante et d'autonomie à toute épreuve.

Par contre, si l'on admet, ne serait-ce que du bout des lèvres que son burnout s'avère être une crise de croissance, un appel à l'écoute du corps, une façon de se redéfinir pour aiguillonner son cheminement, la plus grande partie du chemin libérateur est déjà gagnée. On parlera d'une valorisation du burnout ou encore des bienfaits implicites de son apparition.

Mais lorsqu'on a poings et pieds liés par ce problème, on y perçoit difficilement les aspects positifs ainsi que les à-côtés gratifiants.

Le burnout, à l'intérieur d'une dynamique de travail où chacune est trop respectueuse par peur de blesser, où chacune a peur d'entrer dans l'envers du décor et de faire tomber les masques

de superwomen, finira par «démotiver» le groupe tout entier en égrenant petit à petit les aptitudes de chacune.

Après un certain temps de retenue, lorsque la pression s'amplifie, on assiste à des lapidations de parts et d'autres, soit individuellement ou par clan. Le laps de temps écoulé entre la simple fatigue et l'épuisement total aura eu raison du bon entendement et de notre potentiel de concession.

Un autre point à souligner est la part du burnout qui résulte de l'incompétence. En effet, plusieurs personnes seraient inefficaces à cause de l'écart entre leurs aptitudes et les exigences de leurs fonctions.

Bref, on peut être compétent du côté théorique et ne pas savoir s'en servir à bon escient sur le terrain. Ces dites personnes feront de leur milieu de travail un milieu stressant non seulement pour elles-mêmes mais pour les autres.

La recherche du pouvoir pour ces individus les aura donc poussées à accepter des postes qui se mariaient mal à leur personnalité ou à leurs habilités réelles, ce qui provoquait chez elles des dépenses d'énergie liée à leur angoisse communautaire.

Pour conclure, dans chacune de nos équipes de travail, il serait bon, régulièrement, d'établir un parallèle entre le burnout et les tensions qui se pointent dans l'équipe, afin de prévenir des situations incontrôlables qui empoisonnent notre environnement de travail.

Le burnout, à l'intérieur d'une dynamique de travail où chacune est trop respectueuse par peur de blesser, où chacune a peur d'entrer dans l'envers du décor et de faire tomber les masques de superwomen, finira par «démotiver» le groupe tout entier en égrenant petit à petit les aptitudes de chacune.

Nos relations d'amour féministes, lesbiennes

Louise de Margo

D'après moi, être féministe, c'est désapprendre tout notre apprentissage patriarcal et ainsi découvrir vraiment qui nous sommes en tant que femmes. Plusieurs fausses notions nous ont été inculquées dès notre naissance et elles servent à garder la femme dans un rôle très précis, subordonnée à l'homme. Nous savons que tout ce que nous avons appris est inventé par les hommes pour maintenir leur pouvoir. Mais ces notions sont si bien imbibées dans notre culture qu'elles nous paraissent "normales". Il nous est donc parfois difficile de trouver la vérité et d'identifier les faussetés dans notre vie. Le processus de désapprentissage est graduel, nous ne pouvons pas effacer le patriarcat d'un seul coup. Parfois nous nous concentrons à désapprendre certains aspects de notre vie et en négligeons d'autres. Pour moi c'est ainsi, et le plus grand aspect de ma vie que j'ai négligé, c'est ma vie amoureuse.

Je crois encore au grand amour! Je suis encore illusionnée par l'idéologie patriarcale de l'amour "romantique"! Je suis atteinte d'érotomanie depuis que je suis petite fille! Je suis d'ailleurs l'éternelle petite fille qui ne peut pas vivre, qui ne peut pas commencer à vivre, qui croit qu'elle n'est pas vivante sans la sécurité d'avoir quelqu'un(e) qui va la protéger et l'aimer.

Quelqu'un(e) qui justifiera son existence. Le Prince Charmant, le Grand Amour. Ce besoin appris et voulu ainsi par les hommes, mais tout de même pathétique, d'ÊTRE à travers un autre, de trouver son identité à l'extérieur de soi, ce refus, par peur, de faire face à soi-même.

C'est peut-être ironique et même inconcevable qu'une lesbienne féministe soit tombée dans le piège de Cendrillon. Mais justement, j'ai lu les

mêmes contes de fées, écouté les mêmes chansons "romantiques", en somme, j'ai subi le même apprentissage que toutes les femmes.

Il va sans dire que mes relations amoureuses sont toujours insatisfaisantes. J'attends la Princesse Charmante et elle n'existe pas. Je ne peux qu'être profondément insatisfaite. Il n'y a pas de Prince Charmant non plus. Attendre l'une ou l'autre, c'est aussi victimisant.

Lorsque je tombe amoureuse, je possède et je dévore l'autre comme on m'a appris à le faire. Je m'attends à ce qu'elle puisse combler tous mes besoins, qu'elle m'aime jusqu'à la mort (et seulement moi!) et qu'elle prenne soin de moi (même si je sais très bien que je suis mieux placée pour le faire). Et lorsqu'arrive la séparation inévitable, je crois que c'est de ma faute, que je n'ai pas assez aimé.

Je suis au point de remettre l'accouplement même en question. L'accouplement n'est-il pas fondé sur l'idéologie mise en place par l'homme pour facilement s'approprier une femme?

Je sens qu'il est dangereux de tenter de vivre l'amour entre femmes dans un tel encadrement mâle et absurde. Je suis avertie et je continue à réfléchir, à désapprendre et à découvrir.

Le silence violent

Il me semble que la plus grande influence (néfaste) sur le couple lesbien est le silence que nous impose la société. La société nous défend d'exister, ne nous permet pas de s'aimer. Nous réussissons tout de même, mais en cachette, dans le silence et le mensonge. Il ne faut surtout pas s'afficher comme

Je crois encore au grand amour! Je suis encore illusionnée par l'idéologie patriarcale de l'amour "romantique"!

lesbienne! La société nous a déjà étiquetées comme originales et anormales. Nous, nous cédon et vivons notre amour en cachette, parfois simplement pour éviter des conflits et des complications, d'autres fois, c'est une question de survie. Les lesbiennes canadiennes ne peuvent pas présentement traverser les frontières américaines parce que dans certains états des États-Unis, c'est contre la loi d'être lesbienne. Les lesbiennes américaines se font enlever leurs enfants et elles peuvent être mises en prison. Même si les lesbiennes canadiennes sont protégées par les chartes (fédérale et provinciale) des droits de la personne, elles peuvent perdre leur emploi (l'employeur utilisant un autre prétexte, bien sûr).

Alors le message est clair pour nous toutes et la plupart d'entre nous sommes piégées dans des relations amoureuses invisibles. Je dis piégées car bien souvent, dans un tel contexte, la relation n'a aucune chance de survie.

Notre existence est niée dans une société qui ne reconnaît que la réalité (l'expérience) mâle.

L'amour d'une femme pour une autre nous a été représentée au moyen de silence et de mensonges. Alors comment se reconnaître et vivre une sexualité, une amour saine? Le mensonge, devenu stratégie, s'imbibe dans nos relations amoureuses et il en résulte une inauthenticité vulgaire.

Adrienne Rich, 1977

Vivre une relation amoureuse en silence veut dire, entre autres, prétendre qu'on n'est que de bonnes amies, soit devant la famille, les collègues de travail ou partout à l'extérieur. Ne pas démontrer d'affection devant les gens, faire chambre à part lorsqu'on reçoit quelqu'un à coucher chez nous. Il n'est certainement pas question de célébrer notre amour ni d'annoncer la séparation éventuelle. Et c'est peut-être le pire, vivre le deuil seule, sans qu'il soit reconnu comme tel, sans aide, sans sympathie, sans congé de maladie.

Je ne suis pas nécessairement d'accord avec la célébration du couple, peu importe les sexes impliqués, mais de là à nier notre existence, il y a une marge. Et même si certaines (les féministes hétéros par exemple) qui ne nient pas notre existence, décident de nous accepter ou de nous tolérer, je ne suis pas moins insultée. Je suis loin de me croire anormale, au contraire. Ce n'est pas pour rien d'ailleurs qu'on nous impose ce grand silence violent. Le patriarcat a survécu jusqu'à maintenant grâce au silence entre les femmes. Le silence et le mensonge perpétuent la haine et détruisent toutes possibilités d'alliance.

Graduellement, avec les années et après quelques relations amoureuses silencieuses, je suis arrivée à refuser de vivre en cachette. C'est très difficile de tenir à un tel principe lorsqu'on se retrouve "en amour" avec une lesbienne qui tient à se cacher (et avec raison bien souvent). Mais accepter de vivre en silence, dans le mensonge, c'est d'accepter la haine envers les femmes, et envers soi-même.

Je souhaite que toutes les lesbiennes exposent leur amour au grand jour!

Graduellement, avec les années et après quelques relations amoureuses silencieuses, je suis arrivée à refuser de vivre en cachette.

La reconnaissance économique à prendre...

Rachel Boutin pour le Comité exécutif

Nous évoluons dans une société capitaliste, une société de production et de consommation où les richesses sont mal réparties, une société où le pouvoir économique est masculin au "pluriel". Cette société permet aux femmes de produire beaucoup plus que de consommer. Le travail des femmes reste encore peu reconnu et les écarts de salaire entre les hommes et les femmes demeurent indécents. Nous sommes encore à 65 % du salaire des hommes. Et les politiques mises en place au cours des dernières décennies n'ont pas corrigé ces inégalités socio-économiques. En 1987, une étude démontrait qu'un homme ayant une 12e année de scolarité gagnait un salaire équivalent, et parfois supérieur, à une femme ayant une formation de bachelière. On sait que les métiers d'homme sont bien mieux rémunérés que les métiers de femmes, encore en 1990. Et que les femmes possèdent à peine 1/10 des biens immobiliers sur la planète.

Ces inégalités économiques entraînent d'autres inégalités sur les plans social, politique et familial. Les politiques gouvernementales actuelles encouragent la dépendance économique des femmes (ex: aide sociale - Loi 37, coupures des subventions du MSSS, du Secrétariat d'État, etc.) et le retour au silence. Selon une étude réalisée par le Conseil canadien du bien-être social, les femmes sont plus pauvres qu'il y a 10 ans. Ces politiques taisent les failles de l'organisation sociale et consacrent le pouvoir patriarcal.

L'autonomie et la prise de pouvoir sur notre vie passent par notre indépendance financière. L'autonomie des femmes exige que la société reconnaisse notre contribution à l'économie et que nous nous reconnaissions la valeur de ce que nous y apportons. Nous avons souvent tendance à en minimiser l'importance. (...)

Notre qualité de vie dépend du droit au travail, du droit à un salaire décent, donc, de la reconnaissance des maisons d'hébergement et de ce que nous valons.

Sorties

Jacinthe Filion

Toute petite, je rêvais d'une carrière plaisante et agréable: "Quand je serai grande, je serai vétérinaire!" Aujourd'hui, j'ai 28 ans et je retourne aux études dans le domaine de l'enseignement, après avoir travaillé durant 6 ans dans une maison d'hébergement. Après mon cégep, j'ai commencé à m'y impliquer comme militante. Ainsi, je reprenais le modèle typiquement féminin qu'on m'avait inculqué: le don de soi-même, gratuit dans la mesure du possible. Le bénévolat ne constitue-t-il pas un lieu majoritairement comblé par les femmes?

Depuis la nuit des temps, nous faisons passer nos besoins après ceux de tout et un chacun. Dans mon esprit (pas très enclin à la conscience féministe à l'époque), j'étais donc là pour répondre aux besoins des autres, j'étais "au service des autres". Pas pour moi!

Au bout de quelques mois, un salaire (dérisoire, vous en conviendrez...) venait me combler d'allégresse! Je le recevais telle une grâce hebdomadaire! La coordonnatrice me fit remarquer qu'il n'y avait pas là de quoi sauter au plafond, que l'ampleur de notre travail valait bien davantage.

Il est vrai que, malgré toute la flamme féministe qu'arbore notre engagement, notre salaire demeure synonyme de "serrage de ceinture" et de "remplissage de cartes de crédits"...

Le gouvernement connaît bien nos faiblesses et notre grandeur d'âme légendaire. La main d'oeuvre à bon marché que nous sommes (nous et les femmes en général) encaisse. Pas les gros sous, mais plutôt les contrecoups d'une société non-égalitaire.

La pauvreté caractérise le monde des femmes. Maints obstacles se dressent sur notre sentier évolutif quand nous sommes en quête d'une identité

économique. Les individus qui profitent d'une situation financière enviable sont élevés aux premiers rangs de la visibilité sociale.

Or, nous les femmes, avons appris à ne pas "élever" la voix, à "élever" plutôt nos enfants COMME IL FAUT, à "élever" notre âme au-dessus des biens de la terre. Le retranchement dans le mutisme, ça nous connaît. Catapultées bien souvent, malgré nous, dans des sphères traditionnellement réservées aux femmes, nous bénéficions de peu de chances d'avancement. Et quand nous OSONS nous diriger vers la chasse gardée des hommes, nous devons donner le 300 % de nous-mêmes pour y bâtir une crédibilité. Nous devons croire très fort en la légitimité de notre action pour réussir à affronter les injures et les moqueries incessantes d'une société qui tolère mal "cette intrusion". Son attitude réprobatrice se traduit par le salaire que nous recevons qui n'a rien de comparable avec celui d'un homme.

Ainsi, quand vient le temps (comme si c'était une nécessité...) pour le couple de concevoir une famille, le calcul n'est pas long à faire pour déterminer qui sacrifiera son travail au profit (???) de l'éducation des enfants. Les pressions venant de partout, nous lavent le cerveau avec insistance: "En bas-âge, l'enfant a BESOIN de sa MÈRE".

Cette conception pesante, alliée à notre certitude que, de toute façon, avec un salaire minimum, c'est plus rentable de rester chez-soi que de payer une gardienne, nous éteint. Notre désir de réalisation est annihilé et lentement, commence l'enlèvement dans les sables mouvants de la souffrante solitude.

Ici, je ne veux ni condamner, ni désapprouver les femmes qui, librement, ont choisi de demeurer à la maison. Ce

que je déplore, c'est justement le manque d'alternative auquel nous avons accès. Trop fréquemment, nous sommes prises en otage dans nos propres maisons, devant rendre des comptes à un conjoint ou à un gouvernement... L'aide sociale est malheureusement le lot d'une majorité de femmes monoparentales. Ce pis-aller nous guette surtout nous, les femmes, tel un cul-de-sac imprévu dans nos projets d'avenir.

Nous avons été dupées par le patriarcat qui nous a fait croire que nous avions une existence de rêve. Il nous donne l'illusion qu'après la sacro-sainte-famille et les chaussettes à repriser, la vie cesse. Lorsque nous réfutons cette théorie, la colère monte en nous. On nous enjoint alors d'étouffer ce sentiment d'injustice, ce sanglot de rage qui nous envahit. On nous qualifie d'anarchistes, de folles. On nous veut internées. Internées dans un isolement abrutissant, anesthésiant.

Si nous sommes attentives, des sons risquent de nous atteindre, des sons qui ont quelque chose en commun avec nous... Puis, de très loin, des clameurs nous parviennent. Ce sont les revendications de nos consœurs féministes qui nous permettent de nous défaire de cette peau de culpabilité qui nous glaçait l'en-dedans, au point d'engourdir notre potentiel. Parce qu'enfin, nos malaises sont nommés, identifiés, à travers la voix d'autres femmes. Il est, il sera toujours le temps de sortir de la pauvreté, sortir du silence...

Sortir en courant si le coeur nous en dit! Nous avons appris jeunes à courir, courir pour fuir, courir pour conquérir.

L'isolement social derrière, la libératrice autonomie devant...

Ne plus faire volte-face, sinon pour prendre la main de ma voisine, de ma mère, de mon amie, de ma soeur!

Horreur, moi et les fêtes

Dominique Bilodeau

*L*e 31 août 1990, je repartais du Regroupement le nez et la poitrine dans les airs et le sourire aux lèvres. Après trois jours, nous avons mis au monde une formation sur la dévictimisation. J'étais fière de nous, j'avais l'impression de participer à un moment historique dans la vie des femmes. Je nous sentais une force d'action et de changement. Nous avons trouvé une façon de cheminer individuellement et collectivement à la reprise de pouvoir sur nos vies et à la dénonciation de l'oppression des hommes sur les femmes. Nous avons identifié Horreur: l'Horreur personnelle et l'Horreur collective, le pourquoi de leur existence et le processus pour les neutraliser.

D'abord, qui est Horreur?

Horreur, c'est la victime en nous, c'est la voix de l'impuissance. Ne vous est-il jamais arrivé de vous sentir piégées par une situation du seul fait que vous êtes une femme? De croire que quoi que vous fassiez, vous ne pouvez rien faire pour améliorer la situation? De douter de vous, de vos capacités à prendre du contrôle sur la situation? D'avoir peur de réagir, de vous culpabiliser et de craindre les réactions des autres? Comme la plupart des femmes, à force de le vivre, Horreur s'est immiscée en vous pour alimenter et maintenir à des degrés divers un sentiment qu'il n'y a rien à faire. Chaque femme porte en elle son Horreur qui se confectionne au fil des expériences qui ont réduit son pouvoir. Horreur, c'est notre petite voix intérieure qui entretient notre sentiment d'impuissance.

Chaque Horreur personnelle est alimentée par l'Horreur collective qui est au service de la société patriarcale. On la retrouve au sein de l'Église, de la famille et de toutes les institutions sociales, légales, politiques et économiques. Elle influence grandement les valeurs et détermine l'ordre établi. Elle est la gardienne de la suprématie masculine. Son mandat est de faire naître en chacune de nous une Horreur qui nous maintiendra tout au long de notre vie dans la soumission, la dépendance, le doute, la culpabilité, l'insécurité, la mésestime, la passivité, l'isolement, l'impuissance quoi! Son principal rôle est donc de nous coincer dans le moule que les sociétés patriarcales ont confectionné pour les femmes afin que soient préservés les privilèges et le pouvoir réservés aux hommes.

Il faut donc, dans un premier temps, identifier notre Horreur personnelle, voir quelles sont ses origines, comment et quand elle se manifeste, quelle place elle occupe dans ma vie. Il faut amorcer un dialogue avec elle, analyser les pressions qu'elle exerce sur moi et amorcer une argumentation contraire à ses propos. Il est important de faire des liens entre mon Horreur personnelle et l'Horreur collective et de comprendre pourquoi et comment cette dernière alimente la première. Contre-argumenter Horreur n'est pas une tâche facile car elle se manifeste parfois subtilement et insidieusement. Nous ne sommes pas toujours conscientes de sa présence et de ses effets néfastes dans notre vie. Elle est souvent confortablement installée en chacune de nous et se permet de prendre toute la place. C'est donc une lutte que nous entreprenons contre Horreur et ce n'est pas de tout repos. Décider de confronter son Horreur, c'est remettre en question la socialisation et la victimisation des femmes; nous rencontrons donc de nombreuses résistances. Il est important de s'allier à d'autres femmes qui entreprennent une démarche semblable afin de se soutenir, de se valider et de déboucher sur une lutte contre l'Horreur collective pour une société égalitaire.

Pourquoi Horrore?...

La formation vous apportera la réponse!!!

Donc, depuis septembre 1990, on se promène dans les maisons pour présenter Horrore. Je suis souvent bouleversée quand à leur tour, d'autres femmes me présentent leur Horrore; elle prend toutes sortes de formes, de voix et de langages différents, mais elle engendre presque toujours les mêmes conséquences négatives sur nos vies: l'absence de pouvoir.

Au début du mois de décembre, j'avais décidé de faire taire mon Horrore et de ne pas assister au party de Noël en famille. Je craignais de m'y chicaner avec mes frères et je ne trouvais pas que l'effort que cela me demandait en valait la peine.

Enfin, pour faire une histoire courte, j'ai des "crottes sur le coeur" envers mes frères, reliées à leur comportement avec ma mère. Je dois m'avouer, même si je comprends, que je suis déçue de la façon dont ma mère a acheté la paix avec eux en cédant à leur demande. Donc, du 1er au 20 décembre, à chaque fois que Horrore tente de s'exprimer sur le sujet, je réussis à la faire taire:

Horrore:

"Un party de famille, tu devrais y aller, sinon cela va faire un froid! Noël, en plus, c'est une fête de famille, y faut que tu sois là."

Moi:

"Je suis écoeurée de toujours faire semblant que tout va bien, qu'on est une famille unie. Mes frères violentent psychologiquement ma mère, je ne le prends pas! Cette année, je n'y vais pas."

Sentant la soupe chaude, ma mère et mes frères redoublent de gentillesse et personne ne parle du party de Noël. On tente ainsi d'atténuer mon sentiment de révolte et de m'amener malgré moi à participer aux réjouissances familiales des Fêtes. Plus on se rapproche du party, plus Horrore se fait présente:

"Voyons donc, tu vas gâcher les fêtes de tout le monde, ça ne sera pas pareil si tu n'es pas là... Pense à la peine que tu vas faire à ta mère! En plus, t'as pas de pouvoir sur la situation, mets-toi à OFF et fais acte de présence".

Ou encore: :

"Pourquoi tu prends les choses aussi personnellement, regarde tes soeurs, elles réussissent à tasser ça, pourquoi tu compliques toujours tout?! Tes exigences sont trop grandes et irréalistes, ta mère te l'a dit: les hommes changeront jamais, tu te fatigues pour rien!"

Le 23 décembre, ma mère me téléphone pour me dire qu'elle nous attend tous à souper le 25 décembre sans vraiment questionner ma présence! Suis-je allée? Celles qui me connaissent le savent, mais pour les autres, à suivre dans l'atelier "Les mensonges qu'Horrore me contait..."

Entreprendre un processus de dévictimisation est l'histoire d'une vie, il y a certains domaines où il est plus facile de contre-argumenter Horrore alors qu'il y en a d'autres où... Il faut se donner du temps, de la pratique et... le droit à l'erreur!

Le dire ou pas le dire

Ginette Thibault

C'était en 1959, imaginez un peu l'atmosphère : Duplessis vivait ses derniers mois, mais personne encore ne pouvait l'empêcher de faire son ravaud souvent jusque dans nos consciences enfantines (les cadenas ne barraient pas seulement des bicyclettes)... Le non moins austère pape Pie XII s'éteignait, tandis que du côté des femmes célèbres, Élisabeth régnait en silence, Marilyn Monroe tournait Certains l'aiment chaud (!), et l'exemple à suivre était... Sainte-Jeanne-d'Arc (patronne de mon école). Bien sûr, on glissait rapidement sur ses habits d'homme et ses faits d'armes pour ne retenir que les voix du Seigneur qui la conduiraient à son martyre... (belle perspective!)... Bref, c'était pas rigolo, je portais un corset à baleines qui me blessait au sang (si si !), des bas de cachemire beige (non, on ne voyait pas le poil des jambes au travers!) avec des jarrettières, le tout modestement recouvert d'un jumper bleu marine et d'une blouse bien attachée aux poignets et au cou...

C'était en 1959 et j'avais 11 ans. À cette époque, il me semble qu'on portait nos 11 ans avec plus... d'enfance que maintenant. On était plutôt sages. Ce que j'avais fait de plus audacieux à cette date avait été la lecture, en cachette, d'un photo-roman (même si les soeurs nous mettaient en garde : ces livres peuvent faire perdre la Foi — Hum...). Les influences extérieures n'étaient point faites de Ninja Turtles ou de Cent watts, mais de Guides catholiques du Canada, de Jeunesse étudiante... catholique, et de Famille Trappe...! (bref, 45 watts auraient été bien suffisants). C'est sûr, il y en avait des plus délurées qui lâchaient l'école en 6e ou 7e année, qui se maquillaient et qui connaissaient un certain Elvis... mais elles étaient peu nombreuses

dans notre petit patelin. Et puis tout le monde se donnait la main... pour les regarder de travers...

Cette journée de septembre 1959 allait changer le cours de mon existence d'une manière telle que plus rien ne serait plus jamais pareille; elle serait la première d'une autre vie, ma première en déportée... déportée loin, très loin de mon enfance. Comme en quarantaine du reste du monde. Et pour longtemps. Je ne le savais pas, mais j'allais en prendre pour au moins 20 ans ! 20 ans de silence, de vie en sourdine, *underground* quoi !

C'était la rentrée scolaire. Nous étions toutes dans la cour du couvent à attendre la présentation de nos institutrices et la formation des classes. La porte de l'école s'ouvre et la soeur directrice s'amène avec le peloton d'enseignantes. Elles devaient être une douzaine de titulaires, religieuses ou laïques en plus des spécialistes en gymnastique et en arts ménagers. C'est dans cette dernière catégorie que se trouvait celle qui allait (sans rien faire et sans qu'elle ne le sache jamais), m'annoncer le chemin de ma vraie vocation. Mademoiselle Landry était là ! Un peu en retrait, bien droite, grande, belle. Je suis certaine qu'à Lourdes, Bernadette Soubirous devant la Madonne n'a pas été plus saisie que moi ! Bon, bon, je prends un exemple plus moderne : je n'ai jamais pris le Concorde, mais ça doit être ça le BANG supersonique.

J'étais a-m-o-u-r-e-u-s-e !!! Dans un film, l'action se serait figée, il y aurait eu disparition du son en fondu puis, focus sur mon air abasourdi (franchement ce mot est faible) et une voix off qui dirait ... qui... ben qui dirait rien. Le monde s'était arrêté, plus rien d'autre n'existait...elles s'aimèrent

et eurent de nombr... Wô ! Là ! Suffit le cinéma, ce n'est pas la vie, que non !

Sauve qui peut aux abris !

Quand je repense à tout ça aujourd'hui, ce qui me sidère, c'est le colossal silence que je me suis imposé dès cet instant. Et moi qui me croyais naïve. J'ai battu en retraite loin des autres; je me suis exilée profondément en moi, là où c'était doux, beau, POSSIBLE. Dans mes premiers phantasmes, j'étais dans ses bras, sur le point de mourir (parce qu'ayant fait un bouclier de mon corps pour LA sauver ELLE, j'avais été atteinte mortellement MOI) et au moment des adieux, n'ayant plus rien à perdre, je lui avouais tout mon amour, et qu'est-ce qui arrivait vous pensez? Ben oui. Elle aussi me disait-elle tendrement, elle m'aimait... et je mourais au paroxysme du bonheur. Je m'endormais là-dessus le soir, c'était beau hein?

Les enseignements du père, les terreurs de la fille...

Mais comme une éponge, j'étais déjà toute imbibée des valeurs-z-en-vigieur et du fait que ÇA était anormal. Ce qui était correct, c'était d'être attiré(e) par le sexe opposé... Que ÇA était tellement laid, que même le nom que ÇA avait, l'était. Enfer et damnation ! Un jour, (plus tard) j'ai entendu mon père raconter que celles qui faisaient ÇA finissaient par avoir le clitoris aussi gros qu'un pénis !!! BRRR ! Effroi et consternation !

Alors, j'ai organisé ma résistance, ma survie. Je ravalais, je me taisais, je faisais semblant. Parfois

même je me faisais semblant à moi-même de ne pas être «comme ça»... j'en suis même venue à avoir des chums que j'ai aimés (si si !). Mais c'était rarement lumineux, flamboyant comme l'amour secret que j'ai eu pour mademoiselle Landry.

Pendant 20 ans, je n'ai pas trouvé le moyen d'être moi-même ni de surmonter la désapprobation sociale surtout qu'il me semblait qu'il n'y avait pas d'autres lesbiennes dans tout Almaty. En tous cas, pas de lesbiennes pratiquantes !

Vous êtes-vous déjà arrêté au grand vide culturel et à ses conséquences sur le développement et l'évolution intrinsèque d'une future lesbienne que j'étais ?

Non hein? J'aurais été bien surprise. La définition de culture dans le dictionnaire se lit comme suit :

Développement de certaines facultés de l'esprit par des exercices intellectuels appropriés. Par ext. Ensemble de connaissances acquises qui permettent de développer le sens critique, le goût, le jugement.

Souvent, je me demande où j'en serais, si j'avais eu accès à une culture lesbienne. Si j'avais eu, des exemples, des écrits, des films, des chansons, des livres, des filles main dans la main, des conversations, des émissions, des journaux... Bref, si la société nous avait intégrées dans la VIE ORDINAIRE plutôt que de pogner le fixe sur les cochonnetés² que nous sommes supposé faire.

Ah ! Fiouf ! Je vois déjà la femme mature que je serais.

Le front haut, le regard plein de confiance et d'assurance, l'esprit développé à plein, je nagerais dans la

sérénité. Au lieu de ça, j'ai commencé mon adolescence à 25 ans, j'ai attendu la trentaine pour finalement faire... ça. Bref, mon horloge biologique est une horloge grand-père !

Pourquoi écrire ?

Ma quête d'identité sera toujours mon lot, mais maintenant ça va mieux (y'était temps !). Par exemple, c'est la première fois que j'écris publiquement ce que je suis. Oups ! ce n'est pas tout à fait vrai. Imaginez-vous donc, que j'ai déjà, dans le plus grand secret, confié mes peurs d'être anormale à... Janette Bertrand du temps où elle avait un courrier du coeur dans *Le Petit Journal* (si !). Je lui demandais de ne pas publier ma lettre de peur d'être reconnue et la suppliais aussi de ne pas me parler de psychiatre... Quel a été son conseil? D'aller voir un p-s-y-c-h-i-a-t-r-e ! Ce que je fis quelques années plus tard, aux alentours de la vingtaine. Lectrices avides, je vous livre en exclusivité un résumé des dires du docteur Poulain qui, s'installant confortablement dans son fauteuil, les mains jointes en pointes à la hauteur du visage, me dit comme ça: «J'ai eu une patiente (!) comme vous. L'an dernier, sur mes conseils, elle est allée faire du ski à Saint-Gérard et... elle a rencontré un jeune homme (!) et ils vont se marier cette année (!!!)». Bravo doc ! Fin psychologue va !

C'est donc la première fois que j'écris sans inhibitions, ou presque. Le dire ou pas le dire, dépend d'une foule de facteurs, comme le tempérament de la fille, de son éducation et du climat social. J'ai fait un bon bout dans la vie, mais ce n'est pas suffisant pour que je m'ouvre comme cela publiquement (souvent pas nécessaire non plus). Mais ici, ces pages me sont ouvertes autant me semble-t-il que les esprits (c'est franchement inhabituel, d'ordinaire ce qu'on rencontre chez les gens qui se disent ouverts, c'est du genre : *j'ai rien*

contre ça, du moment que vous vous comportez comme du monde normal [sic]).

Le dire ici, aujourd'hui, c'est ma modeste contribution pour aider à combattre ces idées préconçues, c'est essayer de démontrer par exemple, que les lesbiennes ne forment pas un bloc monolithique (pas plus que les féministes d'ailleurs qu'on met souvent toutes dans le même panier, d'où l'expression : *nous, LA femme !* [que je prends encore aux Folles Alliées...]).

Un autre exemple : les lesbiennes sont attirées par TOUTES les femmes (comme si les femmes hétéros étaient attirées par TOUS les hommes) d'où l'expression : *j-t'assez fatiguée-là !³*

Ou encore pire : *elles sont toutes attirées par les petites filles* (une de mes amies s'est vu refuser le droit d'approcher de sa nièce parce que son frère disait avoir peur qu'elle ne saute sur sa fille) d'où l'expression : *Et ta soeur !!!!!*

Le dire ici aujourd'hui avec le ton et les propos que j'ai choisis, c'est aussi porter l'espoir que l'*underground* reste tout seul dans son trou, sans plus jamais personne pour le traverser, c'est espérer que les lesbiennes vivent... AU GRAND JOUR (Hé hé hé, ça vous rappelle quelque chose?) !⁴

1. Au cas où il y aurait des inquiètes, je puis vous l'assurer: non, ce n'est pas vrai.
2. Cochonnetés est emprunté aux *Folles alliées*, troupe de théâtre féministe de Québec.
3. Dominique Lévesque du *Groupe sanguin*
4. *Au grand jour* a été rédigé en 1990 par Madeleine Lacombe sur l'histoire du développement du réseau des maisons du Regroupement provincial

La pauvreté des femmes : une violence économique

Linda Lee Ross

En maison d'hébergement, on est témoin de la pauvreté dans laquelle nombre de femmes se retrouvent lorsqu'elles laissent leur conjoint violent. En effet, elles ont souvent l'impression que le prix à payer pour rompre avec une relation violente et contrôlante est de vivre dans la pauvreté, une nouvelle forme de violence: la violence économique. Pour effacer les mythes qui entourent la pauvreté et ainsi déculpabiliser les femmes à faibles revenus, il faut s'attaquer à des valeurs qui se situent à la base même de notre société, telles l'individualisme et la conception du travail.

La pauvreté : une violence économique

Pour comprendre la pauvreté comme étant une forme de violence, nous devons nous référer à notre compréhension de la violence conjugale. Nous savons très bien que c'est par le processus de victimisation que les femmes sont préparées à tolérer la violence. Elles apprennent que, pour survivre, elles doivent se décentrer d'elles-mêmes pour être présentes et à l'écoute des besoins des autres. Elles apprennent que, lorsqu'elles s'affirment et prennent "trop" de place, elles peuvent faire face à la menace de violence physique, psychologique ou sexuelle. La victimisation économique des femmes va de pair avec la victimisation en général. La non-reconnaissance ou la sous-valorisation de nos capacités à l'école de même qu'au travail est telle qu'un bon jour, on finit par intégrer les pertes relativement au fait de s'affirmer et de se faire confiance.

Le terme pauvreté est souvent employé pour décrire de façon générale un niveau de vie ou une situation

économique qui est en-dessous de la "norme". Mais pour comprendre la pauvreté, il est important de réviser et d'approfondir cette définition. La pauvreté se mesure généralement de deux façons. Dans un premier temps, une personne ou une famille est dite pauvre, quand son revenu n'atteint pas un certain niveau établi par la société, d'où l'expression: "le seuil de la pauvreté". Par ailleurs, la pauvreté peut être relative, c'est donc dire qu'une personne ou une famille peut vivre au-dessus de ce seuil et être en situation de privation si leur situation économique ne leur permet pas d'accéder au même niveau de vie que leur entourage. La pauvreté des femmes peut être vue sous ces deux angles: elles vivent sous le seuil de la pauvreté et de plus, pour la plupart, n'ont pas accès au même standard de vie que les hommes.

Et la pauvreté des femmes n'est pas un phénomène malheureux qui relève du hasard; elle fait partie intégrante du système économique dans lequel nous vivons. Autrement dit, non seulement le système capitaliste et patriarcal engendre et maintient la pauvreté des femmes, mais en plus, il en dépend. Ainsi, ce système ne pourrait exister sans la non-reconnaissance du travail des femmes, sans la ségrégation des emplois des femmes qui demeurent pour la plupart mal rémunérés. Vu sous cet angle, le terme pauvreté peut être substitué par l'expression : violence économique. Cette violence économique est une forme spécifique de contrôle social qui sert à garder les femmes à leur "place". La famille, selon les valeurs traditionnelles de notre société, doit être une entité autonome qui répond aux besoins moraux et économiques de tous ses membres. Les hommes avaient la responsabilité économique, tandis que les femmes avaient la responsabilité

Nous savons très bien que c'est par le processus de victimisation que les femmes sont préparées à tolérer la violence. Elles apprennent que, pour survivre, elles doivent se décentrer d'elles-mêmes pour être présentes et à l'écoute des besoins des autres.

morale de l'unité familiale. À cet égard, le travail des femmes n'a jamais été perçu comme un travail ayant une valeur économique. Mais en réalité, ce travail non-rémunéré des femmes et intégré à une responsabilité familiale est indispensable au système capitaliste tout comme la «ghettoïsation» des emplois à faibles revenus rend accessible une armée de travailleuses à "bon marché". Si le travail des femmes comme mère, éducatrice, infirmière, psychologue, etc. était reconnu et récompensé économiquement, on peut rapidement s'imaginer le coût social, compte tenu de l'ampleur de la tâche et de la disponibilité requise (24 heures sur 24).

Les politiques actuelles, qui sont de tendance «familialiste», renforcent la responsabilité de la famille à prendre soin de ses membres et à répondre au besoin de "la communauté". Mais en fait, on sait très bien que le terme "famille" est un grand euphémisme pour désigner les femmes. Il faut donc en déduire qu'à travers sa politique «familialiste», le gouvernement demande aux femmes de poursuivre leur travail bénévole de soutien moral dans la famille et dans la communauté. Il va donc sans dire que, même si de plus en plus de femmes travaillent à l'extérieur de la maison, même si la structure familiale s'est modifiée, le gouvernement tient à conserver le caractère bénévole à toute action morale et communautaire (soin, support, aide) et de ce fait, maintient la non-reconnaissance financière du travail des femmes : seul le travail qui se situe au-delà de ses tâches et de son rôle mérite une rémunération.

Pour celles qui se retrouvent à l'extérieur du cadre de la famille nucléaire, telles que les femmes victimes de violence conjugale qui décident de quitter le conjoint violent, il ne reste d'autres choix que la pauvreté. Pour une majorité d'entre elles, l'aide sociale est la seule issue pour sortir de la

violence. Elles se voient donc passer du contrôle et de la violence du conjoint à la violence économique de l'État et au contrôle des agents de l'aide sociale. Que ce soit dans le cadre de la famille, ou dans le cadre d'une institution sociale, elles se retrouvent dépendantes d'un système qui les opprime.

"L'individualisme" ou la vache sacrée du capitalisme

Pour s'attaquer à la pauvreté, il faut aussi démystifier certaines valeurs de base telle l'individualisme qui prône le "qui veut, peut". À vrai dire, l'individualisme trouve ses origines dans la théorie de Darwin qui a mis de l'avant la notion de "la survie du plus fort" ou "la loi de la jungle". Le Québec n'a jamais adhéré entièrement à cette théorie. Ses politiques sociales ont toujours été basées sur l'idéologie de "l'individualisme modifié" où l'État se devait d'aider les individus qui ne pouvaient trouver les revenus suffisants pour vivre, comme par exemple, en période de récession. Mais peu à peu, les politiques sociales ont régressé à un point tel qu'elles se rapprochent de plus en plus du "Darwinisme social" qui soutient que la pauvreté d'un individu s'explique par ses caractéristiques personnelles. La pauvreté vue sous cet angle, ramène la responsabilité à l'individu; s'il est pauvre, c'est qu'il n'a pas essayé de s'en sortir, c'est qu'il est paresseux ou encore qu'il a une faiblesse quelconque. La réforme de l'aide sociale présente une orientation qui reflète très bien ce type de discours : il faut développer l'employabilité des bénéficiaires afin d'enrayer la pauvreté, sous-entendant ainsi que nous vivons dans une société juste où tout le monde peut trouver sa place sur le marché du travail. On peut déceler entre les lignes de cette réforme, qu'à l'exception de quelques personnes considérées comme "inaptes" au travail, la majorité des autres qui ont recours à l'aide sociale,

Mais en fait, on sait très bien que le terme "famille" est un grand euphémisme pour désigner les femmes.

devraient démontrer une volonté de travailler et trouver une autre source de revenu que l'État. En bref, elles ne méritent pas d'aide financière.

Toutefois, refuser cette analyse de la pauvreté, c'est attaquer une des vaches sacrées du capitalisme : celle qui défend "la liberté et le potentiel de l'individu" comme quoi toute personne a accès au succès et peut réussir si elle le veut bien et si elle y travaille fort. Mais l'accessibilité est un mythe. Nous n'avons pas toutes accès au même niveau de vie. Dans notre société, certains valent plus que d'autres. Les hommes blancs, de descendance judéo-chrétienne, occupent actuellement le sommet de la hiérarchie. Ils ont accès aux meilleures écoles et par conséquent, obtiennent les emplois les mieux rémunérés. C'est la combinaison du sexe, de la classe sociale et de l'ethnie d'une personne qui garantit sa place dans la hiérarchie sociale. C'est donc dire qu'une femme de couleur n'aura pas les mêmes possibilités et le même accès au marché du travail qu'une femme blanche d'origine européenne ou américaine. À sa victimisation de femme, s'ajoutent les effets dévastateurs du racisme. Dès le bas âge, à l'école comme ailleurs, on lui transmettra le message qu'elle n'arrivera jamais à réussir comme un homme et même, comme une femme blanche.

"La culture de la pauvreté" ou blâmer la victime

Comme si la notion de "qui veut, peut" n'était pas suffisante pour culpabiliser les femmes à faibles revenus, on ajoute la théorie de "la culture de la pauvreté". Selon cette vision, la pauvreté est le résultat culturel d'une personne. La pauvreté est héréditaire. Les pauvres "sont mal élevés". Ils n'investissent pas leurs énergies à la bonne place, ils manquent d'éducation, de discipline, d'organisation, de buts. La sociologie a longtemps soutenu ces théories sans vraiment comprendre pourquoi les

enfants de familles à faibles revenus se retrouvaient eux aussi en état de pauvreté lorsqu'ils étaient plus vieux. Cette dite science ne comprenait pas le manque de ressources et l'inaccessibilité au marché du travail. Combien de fois avons-nous entendu ce discours : "Pourquoi les personnes sur le B.S. dépensent tout leur argent dans la bière ou les cigarettes plutôt que de nourrir leurs enfants ?" La pauvreté des autochtones est souvent justifiée de la même façon comme si les mauvaises habitudes, telles l'alcoolisme et la paresse, sont à la base de leurs conditions économiques plutôt que l'impérialisme, le racisme et le génocide culturel.

Enfin, ce n'est que par une redéfinition de notre conception du travail et des valeurs de chaque personne dans la société que nous pourrions valoriser le travail des femmes et défaire les ghettos d'emplois de "femmes". Certes, ce ne sont pas seulement les femmes qui se retrouvent dans la pauvreté. La situation économique d'une personne est dictée par sa relation au marché du travail. Les jeunes, les personnes âgées, les minorités visibles, les personnes peu scolarisées, ou vivant avec un handicap, ont eux aussi de la difficulté à trouver une place sur le marché du travail. Mais il est essentiel de comprendre que, si le travail des femmes, des jeunes décrocheurs ou des personnes handicapées était mieux rémunéré, le système économique dans lequel nous vivons ne fonctionnerait plus. Une hiérarchie n'existe que si les dominants dominent les dominées. La pauvreté n'existe que par la distribution inégale des ressources et des biens. Si l'on croit que la reconnaissance du travail des femmes est urgente et essentielle, c'est que l'on sait que les femmes restent dans des relations violentes parce qu'elles n'ont pas d'alternative économique. Le discours féministe ne nourrit pas à lui seul les enfants affamés; le partage du pain devient essentiel à notre lutte contre la violence faite aux femmes.

Comme si la notion de "qui veut, peut" n'était pas suffisante pour culpabiliser les femmes à faibles revenus, on ajoute la théorie de "la culture de la pauvreté".

E=MC² ou Embonpoint = Mauvaise Conscience²

ou histoires pathétiques et questions existentielles entourant l'épaisseur de la peau

Ginette Thibault

Julie et sa grand-mère ou les leçons de la vie

«Non dit-elle, je ne veux pas de frites, je vais prendre juste de la salade à midi... nous les femmes, c'est comme ça, si on ne veut pas engraisser, on est mieux de toujours faire attention hein?» (Julie... 6 ans). Anecdote authentique, rapportée par ma mère, ravie de me mettre sous le nez un exemple de bon sens.... Elle devait se rappeler encore le fil à retordre que je lui donnais dans mon jeune temps, quand il fallait m'habiller. En fait il s'agissait plutôt «d'élastiques» à retordre... quand j'y pense... Imaginez la chose : pour empêcher mes bourrelets de «ressortir», non seulement, mon soutien-gorge «embarquait» par-dessus ma gaine, mais il était rattaché à celle-ci par des «élastiques» et des agrafes, de telle sorte que je puisse me mouvoir(!)* et que LE TOUT reste bien en place... (snif, snif dit la jeune fille).

Une fois j'ai été maigre ou la fois que j'ai fait une dépression nerveuse

J'avais 20 ans. Pour toutes sortes de raisons (que je vous raconterai quand vous aurez 7 ou 8 heures de libre), j'avais un épouvantable mal de vivre, j'étais pognée comme c'est pas permis**. Ce fut la descente, j'ai piqué du nez, je voulais disparaître de cette terre. Je sais qu'il y a des moyens plus rapides et efficaces, mais le mien, fut de cesser toute activité, y compris celle de m'alimenter. Ce qui fut fit, fut fait... je me suis mise (sans m'en apercevoir au début) à maigrir, maigrir, maigrir. N'allez pas croire que cela m'a ramenée

à la vie, c'était bien plus compliqué que ça. Le mal dont je souffrais était bien plus profond que l'épaisseur de ma peau. Voilà où je veux en venir : à cette époque, pour ne pas dire à ce moment précis, le monde s'est mis à me dire : «T'as donc l'air bien!» Personne ne s'occupait de la petite flamme de plus en plus «pâlote» dans mon oeil. Personne ne se souciait de ce que j'étais moins... comique. Non. Je pesais 100 livres, c'était suffisant (snif, snif, dit encore la même fille).

Hors de la minceur point de salut

Tout cela m'a grandement aidée à entreprendre et à pousser une réflexion sérieuse de plusieurs centaines de milliers d'heures, sur : le regard d'autrui vs notre propre bien-être... J'ai fait une Einstein de moi et j'ai commencé l'exploration de ma propre théorie de la relativité:

E=MC² ou Existence = Minceur x Contraintes²

J'en suis venue à me poser toutes sortes de questions toutes plus

vachement existentielles les unes que les autres, comme : «Devais-je pour exister, me contraindre à la minceur (qui ne m'était pourtant pas naturelle)??? — Est-ce que je ne m'aime pas parce que je suis grosse ou parce qu'on m'a entré dans le crâne (comme dans celui de Julie) que c'était laid?!? — Qui c'est qui décide?» Doubtes et interrogations. Sombres pensées.

Les régimes «à perpette», les résistances de Ginette

Tout le monde a peur d'être «ben hiverné», et je comprends pourquoi quand je surprends certains regards... ou quand quelques bien-pensantes personnes font l'association : grosseur et laisser-aller (!). Même les «cools» laissent un peu de leur magnanimité de côté devant l'obésité. En vérité, en vérité je vous le dis : l'intolérance guette les grosses encore plus que la crise cardiaque.

J'ai assez hâte que cette mode passe... que le marché plus que lucratif des «régimes» de tout acabit jette son dévolu ailleurs... Je le répète : j'ai hâte que cette mode cesse. Verrais-je ça de mon vivant? Peu de chances, hein!

Aujourd'hui, la folie de la-minceur-à-tout-prix a atteint tout le monde, les jeunes, les moins jeunes, même les bébés, même les... MINCES !!! C'est là que des fois, quand le moral est bas, j'ai un malin plaisir à penser que je ressemble aux «belles» de cette terre : elles ET moi, on se trouve grosses, elles ET moi, ON S'AIME PAS !

Songe d'une nuit d'été I

La saga d'une grosse joviale née dans le mauvais siècle

Car, c'est bien de mode dont il est question. Voyez-vous, il en a déjà été tout autrement. Ah! Que ne suis-je née au 13^e, 14^e, ou 15^e siècle... Là, les rondeurs se portaient avec fierté et volupté. Oh! combien j'eus été populaire! Je me vois d'ici, en grosse paysanne, sabots alertes et manches retroussées, donnant son change à un mari qui, grâce à ma corpulence, aurait eu la réputation d'être un homme prospère... C'était comme ça dans le temps, on évaluait la fortune d'un homme à la grosseur de son tas de fumier et au tour de taille de sa femme (rigoureusement authentique). Qu.. quoi? Le mari, vous dites?*** Heu, oui, dans cette vie-là j'aurais eu un mari en effet... que voulez-vous, ça aurait fait partie des quelques petits... inconvénients de ces siècles... difficile de faire autrement hein? Aurais-je pris le risque d'afficher mes préférences et tout de go, me retrouver au bûcher avec mes semblables? «Nenni! M'est avis qu'il eût mieux valu que je restions mariée vivante que lesbienne morte!» me serais-je dit dans mon gros intérieur.

Songe d'une nuit d'été II

La saga de la fille née dans la mauvaise moitié du siècle

Bon. Je suis née au 20^e siècle. Mais quand même, c'est bien moi ça, il aura fallu que je vois le jour et mes semblables dans sa DEUXIÈME moitié. Allez-donc ma bonne dame! Une misère! Que ne suis-je née vers 1900, 1905? J'aurais eu encore une petite chance de correspondre aux critères z'esthétiques z'en vigueurs... Par exemple, même morte la reine Victoria pognait toujours; les rondeurs inspiraient encore les artistes à ce que je sache... Ah! Je me vois en grosse ouvrière de manufacture! La salopette poussiéreuse, revenant rapidement de l'usine après son 12 heures de travail, se demandant ce qu'elle allait bien pouvoir faire à souper pour... son mari... Ah! Non non non! Pas encore le coup du mari... Il n'y a vraiment pas d'époque parfaite... à moins qu'on se tourne vers l'avenir...

Songe d'une nuit d'été III

La saga des sagas : E = MC² ou Équilibre = Mode x Courage²

Je me vois déjà. Nous sommes en 2023, toutes dans l'immense salle décorée pour l'occasion : La présentation des Collections printemps-été des plus grandes couturières de réputation internationale. Quoi? Vous dites? J'ai dit «toutes» et «couturières»? Mais oui, à cette époque, on aura fait la révolution (tant qu'à rêver que le règne change, on ne va pas se gêner hein?). Nous aurons toutes accès à la Haute couture qui se sera démocratisée depuis la fin de la quasi exclusivité masculine en cette matière (vers 2017, 2018) et surtout, depuis la grande révolte populaire contre le linge «cheap» des magasins Croteau (en février 2019). Mais taisons-nous un peu, la présentatrice, Jasmine Labelle s'approche du micro : «Mesdames, enfin nous y voilà! C'est avec le plus grand des plaisirs, que je vous annonce le retour à la mode du... corps bien en chair... — non, non, encore bien mieux que ça: — Chères spectatrices, c'est avec une joie non dissimulée que je vous annonce LA nouvelle mode : à partir de dorénavant, il y en aura pour toutes et chacune d'entre nous, petites, moyennes, grandes, maigres, grosses...»

Yééé! Au diable le mari! À bas la mauvaise conscience! Vive le beau linge! Ouououh... je suis au comble du bonheur, je glousse, et... à chaque fois c'est pareil : je me réveille!

- * Vous devriez essayer ça...
- ** Remarquez... après avoir passé sa prime jeunesse dans l'emballage décrit ci-haut...
- *** Voir à ce sujet *Le dire ou pas le dire* dans ces pages

Quand il y a du sang, est-ce que ça fait plus mal ?

Linda Lee Ross

Depuis le jugement de la cour Suprême reconnaissant le syndrome de la femme battue, plusieurs s'interrogent à savoir quel sera l'impact d'une telle décision sur les femmes violentées et le travail en maison d'hébergement.

Certes, ce jugement reconnaît l'expérience psychologique des femmes victimes de violence conjugale mais, il soulève surtout, pour la première fois, le fait qu'une femme battue a le droit de se défendre pour des motifs raisonnables.

Autrement dit, une femme doit avoir des raisons suffisantes pour justifier la légitime défense; prouver qu'il y a eu danger pour sa vie et qu'elle aurait pu être tuée ou blessée si elle ne s'était pas défendue. C'est ici qu'il devient primordial de comprendre l'expérience d'être violentée par un conjoint. Les femmes qui se défendent et qui tuent leurs conjoints appréhendent leur mort lors d'une agression non seulement parce qu'elles se réfèrent à la nature des gestes posés mais aussi parce qu'elle connaît le potentiel violent de son conjoint à partir des expériences passées.

Est-ce pour autant une victoire que de reconnaître qu'une femme peut aller jusqu'au meurtre pour se défendre contre un conjoint violent ? À première vue, peut-être que oui. Cependant, ce jugement nous parle beaucoup de l'incompétence du système judiciaire à intervenir avant l'escalade de la

violence. Ça me fait penser à l'enfant à qui on permet de pleurer que lorsque sa blessure saigne; du même coup, on l'encourage à ouvrir sa plaie pour être bien certain de la faire saigner.

Le système judiciaire ne sait pas répondre aux besoins des femmes et enfants violentés, pas à cause du sexisme des lois mais surtout à cause du traitement qu'on en fait. L'interprétation de la loi, mise à la faveur des hommes, n'est en fait que le reflet des valeurs véhiculées dans notre culture sexiste. Il y a le policier qui minimise la violence d'un conjoint et qui refuse de voir la violence conjugale au même titre que tout autre acte criminel; il y a les avocats qui brusquent les femmes et qui ne partagent pas l'information sur le processus judiciaire; il y a les juges qui ont tendance à sympathiser avec l'accusé ou à blâmer la victime parce qu'elle témoigne mal ou qu'elle protège son conjoint, sans comprendre son expérience.

En bref, recourir au système judiciaire pour se protéger d'un conjoint violent est presque une farce. L'augmentation des meurtres conjugaux que l'on a connue l'automne passé (1990) n'a pas fait réagir le système judiciaire, sauf pour le ministre de la justice, M. Gil Rémillard, qui a crû bon de mettre de l'avant la médiation familiale afin d'éviter que se perpétue ce genre de drames. Ce type de déclaration par l'État ne fait que confirmer son incompréhension de la problématique de la violence conjugale, partant

du fait que la victime et l'agresseur sont sur le même pied d'égalité en terme de pouvoir, et que la violence conjugale n'est en fait qu'une histoire de famille qu'il faut régler en famille.

Le syndrome de la femme battue versus le syndrome de Stockholm

Le syndrome de la femme battue a été critiqué pour sa tendance à individualiser, voire même "médicaliser" la violence conjugale.

La "médicalisation" est un processus par lequel les événements de la vie, telle la naissance, l'adolescence ou la mort, sont sous le contrôle de l'institution médicale. Les définitions de la pathologie et de la non pathologie intra-psychique servent à classer de tels événements. En définissant l'expérience d'une femme violentée comme un syndrome, on la classifie parmi les maladies.

Ce syndrome ne vient alors que s'ajouter à une longue liste de maladies ou de comportements pathologiques par lesquels la médecine traditionnelle a voulu expliquer la violence faite aux femmes, tels le complexe d'Électra, l'envie du pénis, l'hystérie, le masochisme et enfin, depuis 1985, le "self-defeating personality" (la personnalité auto-destructrice) — un désordre de la personnalité.

Vue sous cet angle, la violence tend à s'expliquer d'abord et avant tout par des facteurs psychologiques et individuels; ce qui entretient l'idée que les femmes qui ont été violentées dans leur enfance le seront plus tard par leurs conjoints.

En faisant référence au syndrome de la femme battue, la juge Wilson permet la reconnaissance de l'expérience d'être violentée par un conjoint; ce qui est un premier pas. Toutefois, en s'attardant à l'analyse individuelle de l'expérience, on se rend compte que le syndrome en donne un portrait erroné. La violence conjugale ne se vit pas seulement en couple, elle est intégrée à une culture, à une communauté et à une société. Il est important de considérer comment l'entourage réagira à la violence. Cette réaction sociale aura un impact direct sur la perception de la femme et sa façon de réagir à la violence qu'elle subit. Le support de la famille, d'une amie, d'une infirmière ou d'une avocate, qui lui propose un séjour en maison d'hébergement pour réfléchir sur la situation, lui apportera une vision différente de ses droits et ses besoins.

Le syndrome de Stockholm fournit une explication plus nuancée de l'expérience des femmes violentées pour faire reconnaître et comprendre leurs vécus. Selon cette vision, l'explication de la violence par la reproduction des *patterns* de l'enfance à la vie adulte est erronée; ce serait plutôt l'expérience d'être captif dans une relation qui

expliquerait le fait que les femmes restent ou pas avec un conjoint violent. S'attarder aux expériences antérieures de violence vécues par la victime est équivalent au fait de demander à un otage pris dans un détournement d'avion si son père a battu sa mère. Le syndrome de Stockholm a justement été étudié sur des personnes prises en otage en Suède en 1973. Par ces études, on a pu retrouver des similitudes entre les otages et les femmes violentées quant à leurs réponses émotives et leurs perceptions cognitives.

Le syndrome démontre que les otages peuvent développer des liens avec leurs ravisseurs parce qu'ils en viennent à croire qu'il n'y a aucune autre issue pour survivre que de protéger à tout prix cette relation.

On retrouve quatre points d'analogie entre la femme victime de violence et le syndrome de Stockholm:

- 1) les deux, l'otage et la femme violentée, perçoivent une menace pour leur vie et croient que le ravisseur ou le conjoint violent peut la mettre à exécution;
- 2) les deux ont l'impression que le ravisseur ou l'agresseur éprouve une certaine tendresse pour eux, même si elle est minimale;
- 3) les deux sont isolés de toute autre perception que celle de leur ravisseur;
- 4) les deux croient qu'il n'y a aucune possibilité de s'échapper de la situation.

On comprend ainsi que la femme captive ne pourra jamais s'échapper tant et aussi longtemps qu'elle croira que sa survie dépend de sa relation avec le ravisseur, et ce, même s'il y a des opportunités. Par la suite, si la femme constate que sa survie n'est plus assurée par la relation, elle pourra alors se séparer psychologiquement du conjoint violent. Cette analyse de la violence conjugale nous permet de comprendre pourquoi les femmes violentées tuent leurs conjoints lorsqu'il y a une escalade de la violence.

Pour ces dernières, venir en maison d'hébergement ou déménager à l'extérieur de la province ne seront jamais des solutions satisfaisantes parce qu'elles croient que leurs conjoints réussiront toujours à les retrouver, vue l'intensité de violence qu'elles auront subie.

D'un côté, elles sont convaincues qu'il est impossible de quitter le conjoint et, de l'autre, il n'est plus possible de survivre psychologiquement à cette violence ; il ne reste alors qu'à attendre le bon moment et se défendre quand elle est le plus sûr de réussir (c'est elle ou c'est lui qui en mourra). Le jugement de la Cour suprême a su reconnaître l'escalade de la violence et la menace constante qui font en sorte que la femme a des motifs raisonnables d'appréhender sa mort même lorsqu'elle ne vit pas une agression.

La prévention comme moyen de légitime défense

La protection des femmes et enfants violentés ne peut être assurée que par la prévention. Et le système judiciaire doit jouer un rôle dans cette prévention en reconnaissant la violence dès ses débuts.

C'est dans le quotidien que les femmes doivent pouvoir se défendre et refuser la violence. Pour y arriver, elles doivent savoir qu'il existe une alternative à la violence, et que celle-ci est inacceptable. Il faut intégrer que nous avons le contrôle absolu de notre territoire et que nous avons le pouvoir de déterminer qui peut y venir, quand et comment.

Mais pour dénoncer la violence d'un conjoint, il faut aussi être assurée qu'on a des droits, qu'on va être crue et comprise. Attendre l'escalade de la violence avant de permettre aux femmes de se défendre est une attitude irresponsable. Elle laisse place à des définitions judiciaires qui doivent délimiter le degré de violence nécessaire pour mériter une défense ou une sanction. Si comme société, on estime que la violence faite aux femmes est inacceptable à tous les niveaux, le judiciaire doit être en congruence avec ces valeurs et travailler à les défendre.

Il est totalement injuste de rendre une femme coupable de meurtre au premier degré quand elle tue son conjoint après avoir subi de la torture pendant des années; mais il est tout aussi grave qu'une femme doive aller jusque là avant que le système judiciaire intervienne. Et dans ce contexte, le système judiciaire doit porter une part de responsabilité et de culpabilité !

C'est quoi selon toi être une féministe en 1992 ?

propos tirés d'un sondage (maison), recueillis par Denise Caron

Dix-sept femmes de 24 à 62 ans et 4 hommes entre 30 et 48 ans ont répondu à notre question "choc": C'est quoi selon toi une féministe en 1992? Ces gens proviennent de différents milieux et représentent monsieur et madame "tout le monde" avec leur lot de préjugés pour ou contre. Suite à la lecture des résultats de notre sondage provincial, (eh oui! provincial, des gens de Montréal, de la Gaspésie de la Mauricie, et de Lanaudière), il m'a semblé pertinent de faire ressortir l'essentiel sous quatre thèmes: l'image de la féministe, comment on la définit, le vécu féministe en 1992, et l'identification au féminisme.

Je n'ai pas commenté le sondage, je vous laisse le soin de le faire à votre guise.

1. L'image de la féministe

- C'est une professionnelle d'environ 40 ans. Elle a fait des études et possède un "look" de forte personnalité. Elle n'est pas conservatrice dans son apparence. Elle a l'air jeune, même à 40 ans.
- Elle a peu ou pas d'enfants parce qu'elle veut être libre de son temps et qu'elle ne croit plus au rôle du père.
- C'est une personne crainte ou pas aimée, surtout par les traditionnels, hommes ou femmes.
- Elle travaille avec les femmes ou dans un milieu où elle n'est pas au bas de l'échelle. Elle n'accepterait pas d'être sous les ordres de plein de monde.
- Pour d'autres, la féministe travaille dans le domaine social, dans une cause

qui la passionne et la stimule par l'intérêt qu'elle y porte, plus que par le revenu qu'elle en retire. Ou encore, on la voit comme étant une femme de carrière, consciente des pièges que représente la relation de pouvoir entre les hommes et les femmes.

- Certaines personnes perçoivent la féministe comme étant une emmerdeuse, une frustrée, une agressive qui se croit supérieure à l'homme. Une interviewée explique en partie cette vision des gens par le fait que certains pensent qu'on a tout réglé, nous les femmes, et qu'on devrait se taire.
- Les féministes sont agaçantes comme femmes; ce qui a pour effet d'éloigner les hommes d'elles.
- Elles exagèrent un peu trop parfois dans leurs revendications.

2. Comment on la définit

- La féministe est celle qui revendique les droits des femmes et l'égalité entre les sexes. C'est également une femme consciente de ce qui a été acquis et qui l'intègre dans son quotidien. Elle possède le contrôle de sa vie.
- C'est une femme qui s'affirme, qui n'est plus soumise et qui semble bien dans sa peau. Elle pense à elle, est capable de fonctionner seule et de se débrouiller sans nécessairement avoir un homme dans sa vie.
- Elle lutte afin de prendre sa place et être respectée en tant qu'individu, en tant que femme. Elle veut être autonome, pouvoir prendre des décisions et être maîtresse de sa vie sans dépendre du mari.
- Elle est fonçeuse, encore extrémiste et militante.
- La féministe est une femme qui prend la défense des femmes sans pour autant être contre les hommes, ni "une femme aux femmes". Être féministe, c'est d'aimer les femmes parce qu'on est femme et qu'on désire pour soi et pour les autres femmes, le respect et l'équité des droits.
- La féministe exprime ses besoins et respecte ceux-ci.
- Elle n'a pas peur de s'identifier publiquement comme étant féministe. Elle s'inscrit dans un changement social en profondeur en portant des principes d'égalité et de justice. Elle travaille à construire un projet de société basé sur des relations égalitaires.

3. Le vécu féministe en 1992

- Elle est plus centrée sur son bien-être parce qu'il y a maintenant des acquis. La nécessité de lutter est moins grande aujourd'hui grâce aux gains obtenus par les luttes de l'autre génération.
- Pour certains, la féministe d'aujourd'hui défend encore les mêmes choses que celle des années '75. Elle fait sienne la lutte que les femmes mènent depuis des siècles pour la promotion de la femme.
- De nos jours, pensent d'autres, la féministe ne revendique que lorsqu'elle est brimée dans ses droits. Elle est moins extrémiste dans ses revendications.
- Elle possède un niveau de conscience plus élevé que la moyenne des gens.
- Plusieurs personnes considèrent que la féministe est isolée. Souvent mise à l'écart et dénigrée. C'est également une femme épuisée.
- Une femme nous témoigne même se sentir marginale comme féministe. Elle a l'impression de n'avoir personne pour la soutenir dans son milieu. Elle se demande si les féministes ne sont pas en voie de disparition.
- Les féministes de 1992 sont plus individualistes. Ceci peut être dû au fait qu'elles sont tannées de passer des messages et de ne pas être entendues.
- Contrairement aux féministes d'avant, les féministes d'aujourd'hui font de petites actions. C'est sans doute lié à l'épuisement et au manque de relève.
- On remarque que les hommes "nouveaux" qui ont jadis supporté les féministes sont devenus intolérants car ils sont tannés de leurs revendications. Ils ont l'impression que les féministes ont obtenu assez de gains.

- Avant, le féminisme, c'était de faire avancer la condition des femmes, de défendre les droits des femmes. Maintenant, c'est être le chien de garde au niveau des acquis qui sont fragiles. Il est important de les préserver et de continuer à faire la place qui revient aux femmes.
- Côté "look", la féministe version années '90 se confond facilement dans la population. Elle se fait plus discrète qu'à l'époque où elle ne se maquillait pas, ne se rasait pas, portait des bottines et fumait le cigare.

Selon quelques personnes, cette image de la féministe enragée des années '60 qui haïssait les hommes, a grandement nui au féminisme d'aujourd'hui qui est plus équilibré.

4. L'identification au féminisme

- À prime abord, on constate que les valeurs féministes sont maintenant normalisées, c'est-à-dire que beaucoup de femmes ont intégré les valeurs féministes mais refusent de s'identifier comme telles à cause des préjugés.
- Plusieurs femmes vivant avec un homme ont peur de s'identifier au féminisme car, pour elles, féminisme et vie de couple paraissent inconciliables. Trouver l'équilibre en essayant de concilier les deux concepts équivaut, pour les jeunes femmes, à se marginaliser, se faire juger, se débattre. C'est lourd et ça fait peur.
- Une femme interviewée ne pouvait, selon elle, s'identifier comme féministe parce qu'elle était mariée, mère de trois enfants et esthéticienne. Elle était pourtant consciente d'avoir intégré les valeurs féministes.

En guise de conclusion, je vous sers cette remarque d'une personne interrogée:

Le féminisme ne devrait pas exister. C'est injuste de penser que l'on doit lutter, se solidariser, se regrouper, juste pour avoir accès aux droits et privilèges qui sont gratuitement décernés aux hommes.

Il n'y a pas de racisme en maison, mais...

Charlotte Girard, autochtone et coordonnatrice de l'Auberge de l'Amitié à Roberval

Les femmes autochtones sont bizarres...
tu n'trouves pas ?

Les indiennes sont toutes des alcooliques !

Pas question qu'on accueille une indienne ici' t... sinon moi je démissionne !

Qu'est-ce qu'on va faire avec elle ?

Y a rien à faire avec elle !

Qu'est-ce qu'a fait ici' t c't indienne-là ?

Regarde-lui l'allure... pas question que je couche ici' t si y a des indiennes !

Qu'a retourne dans sa réserve !

J'veux pas que mes enfants jouent avec des indiens !

C'est normal pour elle "LA VIOLENCE", a toujours vécu dans ça !

L'autre jour, y'a un avocat qui disait que l'inceste, pis les agressions sexuelles "c'est normal" pour une indienne... ça fait partie de ses moeurs !

T'es sûrement pas une indienne "pure", si tu as réussi à faire un bac !!! , etc.

Qui de nous n'a pas entendu l'une de ces exclamations, dans nos maisons, en participant à un colloque, lors d'une réunion, autour d'une table de concertation ou ailleurs ?

Cette théorie de la hiérarchie des races nous conduit inévitablement à préserver la race dite "supérieure" et par le fait même, nous donne le droit de dominer les autres en créant un climat de menace, de peur, de rejet.

Déjà toute petite, nous apprenons à vivre sous des menaces imprégnées de racisme, de rejet, de danger. Nous ne sommes pas conscientes de la façon dont nous résistons au racisme.

Nous sommes plutôt amenées à

nous percevoir comme des femmes soumises, dépendantes, passives, qui se résignent à subir le racisme comme faisant partie intégrante de la vie des femmes autochtones. C'est ainsi que nous apprenons à définir notre réalité, en fonction du regard que l'on pose sur nous.

La victimisation des femmes autochtones n'est absolument pas différente de la victimisation de la femme blanche. Sauf que, lorsqu'elle est hébergée dans l'une de nos maisons, elle est d'abord victime de violence conjugale et de plus, victime de racisme. Nous féministes, qui travaillons depuis plus de 20 ans à faire respecter les droits des femmes et à améliorer la condition

sociale des femmes; nous, qui prônons la solidarité, l'égalité; nous, qui avons fait un choix un jour: celui de faire confiance aux femmes ! Comment pouvons-nous tolérer le racisme dans nos maisons ? Comment pouvons-nous rire d'une blague sur les femmes autochtones ? Comment pouvons-nous accepter de déménager une indienne d'étage parce qu'une femme blanche n'accepte pas de dormir sur le même étage ?

S'il se vit des situations semblables dans votre maison, il est quand même possible d'y remédier !

D'abord, reprenons notre expertise sur la violence conjugale et notre théorie sur la victimisation.

RÉFLÉCHISSONS et **ANALYSONS** le tout en faisant disparaître nos préjugés et les mythes par rapport à la femme autochtone. **AJOUTONS** une bonne dose d'essence de féminisme (pure si possible), amalgamons une grosse tasse d'égalité et de solidarité. **REMPLAÇONS** le mot violence par racisme et **COURONNONS** le tout d'une bonne portion de confiance aux femmes.

PARTAGEONS notre recette avec toutes les femmes blanches et les femmes autochtones lors d'un souper bénéfique et vous m'en redonnerez des nouvelles...

Si c'est vrai pour la violence conjugale, c'est aussi vrai pour le racisme. Vous qui connaissez bien notre expertise, réfléchissez-y... vous n'y trouverez pas beaucoup de différence au goût...

C'est ainsi que, graduellement, nous sommes parvenues à faire disparaître le racisme envers les femmes autochtones dans notre maison.

Je ne sais pas si vous avez déjà remarqué, mais on utilise le mot peur à toutes les sauces. J'ai peur de me faire mal, j'ai peur des araignées, j'ai peur de devenir folle, j'ai peur qu'il soit triste, j'ai peur d'être jugée, j'ai peur de tomber, etc... Dans notre langage populaire, le mot peur convient à plusieurs états. Il est court, il résonne bien et il se fait comprendre vite. Les femmes portent leur lot de peurs; d'ailleurs elles sont souvent décrites comme des "peureuses". Mais, peut-on répliquer que si on avait plus de contrôle sur les événements, on aurait moins peur. Prendre du contrôle, c'est une belle façon de retourner sous terre les fantômes qui nous habitent. À moins que vous ayez peur aussi des fantômes !

Peur de la colère

Colette Breton

C'est bien difficile d'écrire sur le sujet: être intervenante et avoir peur de la colère ! Qu'est-ce que les autres vont dire !? Elle ne s'en sort pas... j'hésite à écrire. Je réfléchis un peu et au fond, je n'ai pas peur du jugement des autres. Je sais où j'en suis dans mon cheminement et ça, la peur de la colère, c'est encore présent.

Alors que je suis parvenue à foncer dans bien d'autres peurs, la peur de la colère résiste et elle est la plus dévastatrice en moi. Elle est celle qui est encore agglutinée à la victimisation juste là, où mes réflexes de défense, de survie, d'affirmation ont été cassés par la violence vécue. L'inquiétude qui persiste devant la colère: les cassures sont-elles assez colmatées pour résister à son impact ?

C'est sûr, il est des colères avec lesquelles je peux facilement demeurer en spectatrice, observer l'autre, l'écouter et intervenir: ce sont les colères à propos des autres.

Il en est tout autrement devant les colères qui sont ou qui semblent dirigées contre moi (serais-je coupable de quelque chose ?).

Les deux éléments qui me perturbent le plus: les yeux et l'énergie. Les yeux de la colère sont durs, vitreux, intransigeants et ils me percent. Ils me font ressentir l'énergie volcanique qui se propulse hors de l'autre. J'ai peur... j'ai peur que toute cette larve rejaillisse sur moi, qu'elle m'envahisse, me noie. J'ai déjà peur de la souffrance, de la mort. Toute ma qualité de conscience est altérée. Tout se bouscule dans ma tête, je vais mal, j'entends mal, mon estomac se tord, je ne sais plus où est le mur, où est l'autre. Mon instinct de survie vient à ma rescousse et m'amène à me protéger.

Quand j'étais victime de violence, je mettais mes bras sur ma tête, je fermais les yeux, je serrais les dents, je me rentrais la tête entre les épaules et j'attendais le pire: qu'il me tue.

Aujourd'hui, il reste encore des traces de cette peur, de ces réflexes de survie.

Devant la colère, ça commence de la même façon. Les yeux et l'énergie rappellent à ma conscience le danger. Je ne disparais plus comme avant: je vois un peu, j'entends un peu, je ne perds pas totalement la conscience et physiquement, je ne me cache plus avec mes bras.

Mais la colère me saisit encore et mon émotivité grandit et me perturbe. C'est moins intense et ça dure aussi moins longtemps: ce qui me permet de commencer à réagir plus sagement.

Je sais que je réagis avec mes expériences passées, avec mes peurs disproportionnées d'être anéantie. Les yeux et l'énergie de la colère sont là: ils existent. Ils me font peur ou me choquent. Avec le temps, je sais que je trouverai un moyen terme, un passage sécurisant entre la peur et la témérité.

La peur des différences

Marie Bisailon

*M*oi, je n'aime pas ça celles qui me regardent comme si j'étais une extra-terrestre et qui s'imaginent que je cache des micros dans mes oreilles. Je n'aime pas ça non plus, les voir parler aux murs et s'imaginer qu'ils lui répondent. Je n'aime pas ça parce que je ne sais pas quoi leur dire, quoi faire non plus. Je me sens alors bien démunie. Je me dis que si elles allaient penser que je veux leur faire du mal, elles pourraient m'attaquer pour se défendre. Non, je n'aime pas ça. La violence, merci pour moi. Et puis oui, aussi bien le dire, j'ai peur. La maladie mentale, j'ai peur de ça. On ne sait jamais ce qu'elles peuvent faire ces femmes-là. De toute façon, on n'est pas la ressource pour elles !

Ces mots, je les ai pensés et dialogués avec moi-même à maintes reprises. Même que ça me dérangeait au plus haut point. (Se remettre en question, on connaît ça nous autres !). Comme il me restait un stage à faire pour terminer mes études, je me suis dit: "Autant y aller carrément et voir comment ça se passe pour elles, la maladie mentale". Et bien, j'en suis sortie avec une vision transformée. Les principes de l'intervention féministe, ça s'applique à toutes les femmes. Cependant, j'ai été confrontée à des portes closes. Des femmes victimes de violence conjugale, il y en a là aussi, autant que chez les autres femmes. Une sur 7, disent les statistiques. Tenter de faire admettre une femme qui a des problèmes de santé mentale dans une maison d'hébergement pour femmes victimes de violence, n'est pas une sinécure. Il y a toujours les centres de crise, les ressources pour femmes en difficulté. Mais celle qui vit aussi la violence conjugale a besoin d'une intervention spécifique de haute qualité: la nôtre, celle que nous avons développée au fil

des ans. Il lui faut la meilleure. Et la meilleure, c'est chez-nous, dans nos maisons à nous.

En santé mentale, il y a plusieurs approches. Il y a celle de la psychiatrie traditionnelle avec le pouvoir du psychiatre qui décide de la liberté ou de l'internement de chaque "malade". C'est l'approche des diagnostics (étiquettes), des médicaments (camisoles de force pharmacologiques qui transforment la personne en zombie et lui nient toutes formes d'émotion). Il y a les ordres de la cour, les cures fermées, les électro-chocs (ça, c'est lorsqu'on ne sait pas trop comment traiter le/la malade).

À l'opposé, il y a l'approche de l'anti-psychiatrie. Il n'y a plus alors de maladie mentale mais une souffrance émotionnelle intense amenant des réponses différentes. Par exemple, nous sommes habituées aux réponses des femmes violentées qui arrivent chez-nous: peur, colère, pleurs, tremblements. Pour celle qui a aussi des problèmes de santé mentale, à ces réponses peuvent s'ajouter les hallucinations, le délire.

L'approche véhiculée par l'anti-psychiatrie est une approche alternative et globale en ce sens qu'elle supporte la personne tout en lui permettant de vivre sa folie jusqu'au bout et ainsi s'en sortir.

Entre ces deux approches, il y a toute une série d'interventions faites par des organismes communautaires fortement impliqués dans le milieu. Ils ont développé une approche globale, un suivi long terme, un service d'accompagnement et de défense des droits. J'y ai rencontré des gens pas mal "au boutte". Des gens qui ont la foi dans le potentiel des usagers et usagères.

Mais pour les femmes violentées, ils sont dans l'impasse. Ils ne connaissent pas, ne savent pas comment agir, quoi

faire. Alors, ils réfèrent. Hélas, une fois de plus, les portes sont closes.

Pour les femmes qui arrivent dans nos maisons, la rupture d'avec le conjoint, qu'elle soit momentanée ou définitive, amène un stress important, une situation de crise. Pour la femme qui a, en plus, des problèmes de santé mentale, sa fragilité émotionnelle lui fait vivre un stress décuplé. Sous la souffrance, certaines décideront de glisser dans la folie. À leur arrivée dans la maison ou dans les quelques jours qui suivent, ce stress intense amènera une crise de décompensation. Nous sommes alors confrontées à une situation imprévue et nous nous sentons démunies. Et face à l'inconnu, on a peur. On craint de perdre le contrôle de ce qui peut se passer. Souvent, ces crises arrivent le soir ou la nuit et on a, en plus, la responsabilité de toute la maisonnée, c'est-à-dire les femmes et les enfants qui en ont assez des crises et des risques de violence et qui n'aspirent qu'à la tranquillité, du moins pour quelques jours.

Les besoins de ces femmes sont évidents et tragiques. Avec les faibles moyens financiers que nous avons, comment peut-on y répondre ? Si on pouvait se familiariser avec la réalité de ces femmes, peut-être nous sentirions-nous moins démunies ? La formation ? Probablement. Mais où trouver le temps et l'argent alors que notre capacité financière diminue d'année en année ?

Avec cet article, je ne prétends pas apporter toutes les réponses. Je voudrais simplement nous sensibiliser à cette réalité. Et peut-être, ensemble, trouver des éléments de réponse. Une chose est certaine, on ne peut laisser ces femmes se faire hospitaliser et retourner avec leur conjoint en niant la violence subie et en mettant la cause sur leur "folie".

Mon mec à moi

Diane Prud'homme

Les jeunes filles d'aujourd'hui rêvent-elles encore au prince charmant? Cherchent-elles encore le grand amour? Sont-elles aussi prêtes à autant de compromis pour "garder un chum"? Ont-elles aussi besoin de plaire? D'être reconnues par les gars? À toutes ces questions, j'aurais tendance à répondre oui, mais avec des "bémols". Des choses ont changé. Elles ne rêvent sûrement plus des demandes en mariage en bonne et due forme, l'homme à genou, la bague au doigt. Peut-être pas non plus de l'homme pour la vie, pour le meilleur et pour le pire. Mais elles rêvent sûrement et tout autant du grand amour et du romantisme. Et elles sont prêtes à "beaucoup" pour avoir le gars qu'elles veulent et le garder auprès d'elles. Au nom de l'amour, elles sont même prêtes à tolérer leur contrôle, tout comme nous.

Dernièrement, je suis allée donner une conférence au cégep et les révélations que j'ai reçues de la part des adolescentes ressemblaient en partie à tout cela. Ces filles avaient aussi espéré les changer. Et ces filles avaient aussi espéré qu'en les quittant, ils reviendraient avec de grandes déclarations. Et ces filles avaient tout fait pour ne pas les perdre tellement elles les aimaient! De ce que j'entendais, presque rien n'avait changé, les stratégies ne fonctionnent pas plus. L'amour se porte mal, quelque soit l'âge! Harlequin (qu'elles n'ont peut-être même pas lu) puise ses idées à même nos valeurs et l'idée de pouvoir changer un homme de bout en blanc existe malheureusement même chez les jeunes. L'idée du prince qui ne l'est pas mais qui le deviendra, l'idée que c'est à la fille de voir à son éducation romantique, l'idée d'accepter le contrôle du jeune amoureux parce qu'il a des problèmes de jalousie, sont encore présentes. Tout est là parce que les gars et les filles reçoivent encore les mêmes messages. Les gars apprennent encore qu'ils sont les numéro 1 sur terre et les filles apprennent encore à s'oublier, à les admirer, à vouloir leur plaire et à les comprendre dans leurs écarts.

Les seules différences sont qu'aujourd'hui, les jeunes filles ont la possibilité de s'en parler entre elles, de laisser moins de chances au coureur, de connaître plusieurs hommes. Elles identifient et dénoncent plus rapidement la violence qu'elles ont vécue parce qu'elles en entendent davantage parler. Je fus étonnée de les voir prendre le micro et raconter tout haut leur expérience devant une salle mixte d'environ 200 personnes. Elles parlaient aussi de leur mère qui était violentée ou de leur soeur. Sauf qu'elles n'en parlent pas au présent, elles en parlent au passé, une fois que la situation est réglée (comme nous autres!). Mais ça fait déjà ça! Lorsqu'il était question de jalousie et de contrôle sur la façon de s'habiller, sur les choix des ami(e)s, des études, des sorties, sur les pressions sexuelles, elles se reconnaissaient, elles acquiesçaient.

Une jeune fille dans la salle racontait que jamais, elle aurait cru être violentée parce qu'elle était avisée, elle était informée sur la violence conjugale, parce que les filles d'aujourd'hui sont libérées et autonomes, parce qu'elles sont éduquées, etc. Elle avait l'impression que c'était des histoires qui n'arrivaient qu'aux bonnes femmes mariées et que la nouvelle génération en était exemptée. Elle avait maintenant toute une autre perception depuis qu'elle l'avait vécue elle-même. Et elle n'avait pas su quoi faire.

Alors voilà, dans une époque dit post-féministe où les femmes sont supposées avoir gagné toutes les batailles!!!, où les jeunes filles sont tentées de s'en tenir aux acquis, où les jeunes parlent d'une planète à sauver sans égard pour ses habitants, des jeunes filles sont violentées par leur chum et en plus, elles n'ont aucune ressource pour elles, sinon celle de s'en parler plus ouvertement!

Sors-tu avec quelqu'un qui...

Colette Breton

Dans le cadre d'un atelier sur la violence conjugale avec des adolescentes du niveau secondaire, Colette Breton a construit et utilisé ce questionnaire pour faire identifier la violence conjugale vécue chez les jeunes.

Sors-tu avec quelqu'un qui...

- te dit des choses qui te font de la peine
- te dit ou fait des choses qui te font choquer
- te dit ou fait des choses qui t'humilient
- te pousse
- te lance des objets
- te menace de lancer des objets
- te dit qu'il casserait tout
- te boude, refuse de discuter

???

- essaie de te contrôler
- te donne des ordres
- critique ton habillement
- critique ce que tu dis
- critique ta famille, tes amies
- prend toutes les décisions
- ne prend pas tes opinions

????

- est jaloux
- est possessif
- insinue que tu fais ceci ou cela
- te surveille
- te fait surveiller
- te fait choisir entre lui, les amis et la famille
- n'accepte pas que tu casses
- essaie de te manipuler
- te manipule

????

- abuse d'alcool
- abuse de drogues
- fait pression sur toi pour que tu consommes
- croit que l'homme doit contrôler
- croit que la femme doit obéir
- provoque l'entourage au point de t'avertir à son propos
- se promène avec une arme

???

- est violent

- a une histoire de bataille
- perd vite les pédales
- te serre fort les bras, les doigts
- te claque des fois
- te promet de téléphoner mais...
- t'empêche de sortir
- vient te chercher quand il a le temps
- te fait des pressions pour du sexe
- t'oblige pour du sexe
- te prend de force
- croit que les filles sont des objets sexuels

???

Excuse sa violence par:

- son passé
- la boisson
- la drogue
- la gang
- la perte de contrôle

Pareilles, pas pareilles, on s'appareille

Diane Prud'homme

***E**n mars 1990, le Re-groupement provincial organisait un colloque qui portait le titre: "Pareilles, pas pareilles, on s'appareille" (dont les actes n'ont pas encore été publiés). Il se voulait un lieu d'information et d'échange par rapport aux différences que pouvaient vivre les femmes victimes de violence. Certaines appelaient "cela" les doubles problématiques, d'autres les doubles vulnérabilités; toutes s'emendaient pour dire que ces différences faisaient surtout état des doubles oppressions. Il était donc question des femmes victimes de violence: autochtones, handicapées, immigrantes, ayant des problèmes de toxicomanie ou encore de santé mentale. Mieux comprendre les différences pour mieux intervenir!*

Lors de la soirée d'ouverture, Roxanne Simard, psychologue et co-auteure du livre: "Va te faire soigner, t'es malade", fut invitée à faire une conférence pour partager son analyse sur les problèmes de santé mentale que pouvaient vivre les femmes en général. Voici donc un livre résumé de cet exposé, intitulé: "Une femme en santé: d'où vient cette extra-terrestre ?"*

Pour comprendre les problèmes de santé des femmes, il faut d'abord comprendre que la santé n'est pas un acquis individuel qui serait propre à chaque femme (et que chacune posséderait en plus ou en moins, selon son âge, son milieu ou son potentiel personnel) mais bien un "construit" collectif, propre à l'ensemble des femmes.

On fabrique des femmes malades par une socialisation qui semble de l'ordre de la nature. On les fabrique sage, conformiste, retirée, inhibée, imparfaite, incomplète, dépendante, craintive, altruiste, servante, dévouée, passive, etc. de sorte que dès leur enfance, elles ne questionnent pas l'ordre des choses. Elles apprennent à se soumettre aux désirs et aux attentes des autres. Elles ne revendiquent rien, elles reprennent le discours des autres: de leur mari, du médecin, etc...

En bref, les femmes sont socialisées contre la nature et les principes de base de la santé. Et l'on surenchère le trouble en présentant cette socialisation comme étant un fait de la nature de la femme, faisant partie de l'ordre des choses. Freud ne dira pas que les femmes deviennent passives ou masochistes mais qu'elles le sont de par leur nature.

Si fine, douée, épanouie soit-elle, chaque femme partage avec toutes les autres le poids de la féminité, c'est-à-dire que chacune doit répondre aux attentes placées au dessus de toutes les autres. En ce sens, les femmes peuvent bien échapper à la rougeole, aux M.T.S., au sida... mais elles ne peuvent échapper à la féminité, donc à la maladie.

Féminité et maladie sont interchangeables. Une femme en santé dans notre culture est aussi choquant et dérangeant qu'un homme malade. Si les femmes étaient en santé, elles se défendraient dans la maison comme dans la rue, elles auraient accès aux lieux de pouvoir, ce qui n'est pas le cas.

Malgré le fait qu'il y ait certaines femmes qui, individuellement, sont plus en santé que d'autres, il faut comprendre que la femme collective est malade car elle ne peut échapper à la féminité.

La maladie des femmes se manifestera par la dépression. Les femmes vivront à des degrés divers la mésestime de soi, la dépendance, l'oubli de soi. Elles doivent s'associer à un homme ou à une institution. Elles ont de la valeur par procuration, par quelqu'un de plus valable qui les aura choisies. Voilà le fondement même de la dépression.

Par l'apprentissage de la peur, les femmes sont fabriquées en être déprimées. Leur impuissance et leur apprentissage à ne pas s'accorder de valeur et de dignité rendent les femmes victimes des hommes et des institutions.

La dépression des femmes est donc normale, elle est définie comme naturelle. Toutefois, certaines femmes vont plus loin que d'autres dans la soumission; elles deviennent immobiles, apathiques, résignées, autodestructrices. En fait, elles croient si peu en leur potentiel qu'elles ne font plus rien. Elles sont l'image criante de ce que l'on ne veut pas voir. Effacées jusqu'à l'anéantissement, elles sont "la vraie femme réussie", "la femme parfaite", mais déprimées d'une manière pathologique.

Cette dépression pathologique dérange parce que, à ce stade, la femme n'est plus en mesure d'être au service des autres; elle a dépassé certaines limites (il ne faut pas qu'elles servent moins) et dans ce sens, d'une dépression normale, elle passe à une dépression pathologique. Les institutions tenteront alors de "soigner" leur abdication aux services conjugal, maternel, domestique, etc. plutôt que de s'attarder au manque d'estime personnelle.

Ces femmes qui vivent une dépression pathologique démontrent donc l'absurde du modèle féminin où

* Ce résumé a été conçu à partir des notes prises lors de l'exposé; il n'est pas celui de l'auteur de la conférence.

les attentes et exigences envers elles mènent à la maladie.

On retient trois grandes catégories de maladie féminine:

- 1) la dépression normale (les femmes conformes)
- 2) la dépression pathologique (les femmes trop conformes)
- 3) l'hystérie (les femmes non-conformes)

Les hystériques sont les rebelles, les "critiqueuses", celles qui ne vivent pas le "trip" de la vraie femme. Elles sont quand même diagnostiquées par les professionnelles. Ces femmes ne sont pas de vraies femmes: elles sont agressives, courageuses, combatives; en bref, elles affichent des traits masculins. Ce sont les hystériques, les "mal baisées".

Plusieurs femmes ne se conforment pas à un modèle précis mais elles seront toujours quand même étiquetées de malades, d'anormales. En fait, il est normal pour une femme d'être déprimée, donc d'être malade.

La santé ne se conjugue pas au féminin. Il serait plus simple de poser le diagnostic FEMME plutôt que de chercher le type de maladie. Devenir de plus en plus femme, c'est devenir de plus en plus malade.

Trois maladies secondaires

Lorsque la maladie de la féminité devient trop lourde, entrent en jeu l'alcool, les médicaments ou la drogue. Pour maintenir notre première maladie (la féminité), on fait appel à une deuxième maladie. On est toutes susceptibles de devenir toxicomanes ou

alcooliques pour tenter de réconcilier l'irréconciliable. Il faut dire d'abord que la dépression rime bien avec pilules. Il est donc tout à fait normal que les femmes prennent des pilules; c'est d'ailleurs une façon d'affirmer sa féminité.

Quant à l'alcool et à la drogue, là encore, les femmes consomment la féminité malgré qu'elles semblent emprunter un comportement lié à la culture masculine. En fait, elles empruntent les excès et non pas les valeurs qui s'y rattachent.

L'intervention féministe

Suite au constat de la santé mentale déficiente des femmes par le simple fait d'être femme, un seul type d'intervention peut agir: celui de l'intervention féministe parce que cette dernière vise d'abord à amener les femmes à faire l'expérience du respect d'elle-même. Les femmes doivent être aidées pour elles-mêmes et non pas pour les ramener dans le chemin traditionnel, soit au service des autres.

Plus concrètement, l'intervention féministe se définit par différentes techniques:

1. Les femmes s'aident elles-mêmes pour et par elles-mêmes;
2. La relation entre les femmes se veut de type égalitaire et non hiérarchique;
3. L'intervention de groupe est un moyen valorisé pour son support et l'entraide qu'il suscite entre les femmes;
4. Un contrat est établi entre les femmes qui définit les objectifs et les buts poursuivis.

En bref, l'approche féministe remet en question ce qui est supposé "naturel" chez la femme et les valeurs intériorisées par celle-ci. Le but de l'intervention féministe est donc de défaire le noeud.

Il est faux de prétendre que les femmes sont battues par hasard. Il y a une orchestration sociale qui fait qu'il y a des gagnants et des perdantes, des propriétaires et des propriétés.

Toutes les femmes ne sont pas battues, mais collectivement, la femme est battable. Toutes les femmes ne sont pas violées ou incestuées, mais collectivement, elles sont violables ou incestuables.

Et c'est par l'intervention féministe que les femmes peuvent prendre conscience de l'oppression des femmes par les hommes, de l'image collective qui leur est attribuée et à partir de laquelle elles peuvent réagir collectivement et individuellement.

En conclusion

La dépression des femmes relève de l'adhésion inconditionnelle au modèle féminin. La course vers la féminité est alors une course sans fin, c'est le concours Miss Univers.

Les femmes sont donc malades d'une culture qui définit la féminité telle qu'on la connaît dans une société patriarcale, d'une culture qui défend et excuse la violence des hommes pour en accuser les femmes.

Par conséquent, pour intervenir dans la dépression des femmes, il faut démystifier l'idéal féminin.

Résistance des médias aux différentes analyses sociales et politiques des groupes féministes

Denise Lemieux

On ne peut le nier, les différents médias font davantage état des différentes discriminations et violences dont les femmes sont victimes. Et cela, sans contredit, est le résultat des nombreux efforts de dénonciation des groupes de femmes. Malheureusement, il nous faut toutefois constater qu'au-delà des faits souvent spectaculaires rapportés par les médias, l'analyse mise de l'avant par les groupes féministes pour expliquer les causes profondes des différentes discriminations et violences dont les femmes sont victimes, est très souvent occultée. Le présent article présente quelques pistes de réflexion à ce propos.

1. COMMENT LES MÉDIAS RÉSISTENT-ILS AUX ANALYSES FÉMINISTES ?

1.1 En ne retenant que l'aspect spectaculaire des différentes situations vécues par les femmes (pauvreté, violence conjugale, viols, harcèlement, etc.).

De la violence cachée, il y a encore quelques années, les médias sont passés à la "violence spectacle". Des détails souvent sordides sont donnés à tel point qu'on cultive une forme de voyeurisme chez les lecteurs et lectrices et qu'on risque de développer une banalisation de la violence et une tolérance encore plus grande de la population face à celle-ci: à moins que ça saigne, y'a rien là ! Il nous faut être conscientes que "la violence spectacle" peut être aussi piégeante pour les femmes que la violence cachée.

1.2 En donnant une importance démesurée et non critique aux thèses contraires aux analyses féministes.

Ce fut le cas de tout le tapage publicitaire fait autour du *Manifeste d'un salaud* (nombreux articles, entrevues, lignes téléphoniques, etc.) et des conclusions d'une recherche rapportant que les femmes seraient plus violentes que les hommes. Cette dernière nouvelle se retrouvait en page couverture du journal *Le Soleil* du 23 octobre 1992 alors que, paradoxalement, le lendemain, le même journal, dans un minuscule entrefilet, rapportait en page A-16 le meurtre d'une femme par son conjoint.

Aucun lien ne fut fait entre les conclusions étonnantes de cette recherche et la réalité quotidienne des femmes pourtant porteuse de conclusions tout à fait autres à l'effet

que ce sont elles qui sont avant tout victimes de la violence des hommes. L'encre dont sont emplies de multiples recherches aux fondements souvent douteux aurait-elle désormais plus de poids que le sang des victimes, en chair et en os ?

Quant au *Manifeste d'un salaud* dans lequel Roch Côté, sans une once de rigueur scientifique, "pourfend" les thèses, statistiques et revendications féministes, on se retrouve ici devant l'illustration-type où, "se déclarant la proie des dominés, l'opresseur se présentera à plus forte raison comme la victime du militant qui prône leur émancipation.

Considérant les inégalités qu'il a entretenues comme une "discrimination à rebours", le dominant cultivera la problématique spéculaire qui voudrait qu'en réoccupant le champ entier de ses droits, l'opprimé tyrannise celui qui l'en avait d'abord délogé".⁽¹⁾

1.3 En individualisant et isolant les situations de violence vécues par les femmes plutôt que d'en faire une lecture sociale et globale.

En persistant à faire une lecture individuelle, sans aucun lien entre elles, des multiples situations de violence vécues par les femmes, les médias évitent de toucher ce qui constitue les causes véritables de la violence faite aux femmes et, ce faisant, ne contribuent pas à enrayer celle-ci. Au contraire, ils peuvent même contribuer à l'entretenir. "L'information réduite aux petites histoires quotidiennes, sans perspective, sans mise en situation et sans suivi, contribue à endormir les citoyens et à renforcer tous les pouvoirs. Elle libère de moins en moins, elle ne développe pas la conscience collective, elle l'endort".⁽²⁾

1.4 En filtrant ou, carrément, en ne rapportant pas certains événements touchant les femmes et groupes de femmes.

Je pense ici à la couverture médiatique faite en novembre dernier à l'occasion de l'événement public tenu par le conseil d'administration de la maison d'hébergement de Charlesbourg afin de questionner l'ingérence d'un certain Marc-Yvan dans le projet d'implantation d'une maison d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale dans son propre comté. Si la presse alternative (Vie ouvrière, Relations, Compte-rendu du CAPMO) a fait ou fera, dans ses prochaines parutions, une couverture intéressante de cet événement, par contre, la situation fut très décevante du côté des médias traditionnels. De ce côté-là, seul un hebdo local a fait un article. Malheureusement, l'essentiel n'y était pas: aucune allusion aux

orientations féministes et alternatives adoptées par le groupe, aucune allusion à l'ingérence politique du ministre, aucun lien entre l'annonce de l'ouverture imminente d'une autre maison d'hébergement ayant eu, celle-là, les faveurs du MSSS. Quant aux autres médias, ils ont invoqué pour ne pas faire d'articles, ou que "l'affaire" était trop politique, ou que ça n'intéresserait pas les lecteurs et lectrices.

1.5 En cultivant les préjugés de la population plutôt qu'en contribuant à changer les mentalités.

Je n'en puis plus de lire les reportages sur différents meurtres de femmes. C'est classique, on y lit presque toujours que l'homme était dépressif et que tous ses voisins ont toujours perçu celui-ci comme un homme paisible. Quand lira-t-on qu'il est fort possible qu'un homme soit dépressif mais qu'en pareil cas, il a la responsabilité d'aller chercher de l'aide et que rien ne l'autorise pour autant à tuer sa femme et ses enfants ? Quand lira-t-on donc que le fait qu'un homme "paraisse" paisible ne garantisse en rien que l'on a affaire à un homme non violent et que, comme me disait un jour une femme hébergée, les gars violents n'ont pas les yeux oranges et les cheveux rouges ? Quand donc les journalistes iront voir derrière la dépression, derrière l'alcool, derrière le visage sympathique d'un conjoint pour remonter aux causes profondes et véritables de la violence faite aux femmes et donner un message clair à la population: rien ne justifie la violence. Pas même une dépression, pas même une peine d'amour, pas même un verre en trop. Pourtant, "ce serait le propre de la véritable information que de secouer les préjugés et les idées reçues; que de rendre mal à l'aise et de forcer la réflexion".⁽³⁾ Cette réflexion sur la

violence faite aux femmes, elle est pourtant fort bien menée et documentée à partir de la parole même des femmes qui en ont été victimes (du moins de celles qui étaient encore en vie pour en témoigner) et de celles qui les accompagnent. Pourquoi donc nos analyses féministes sont-elles trop souvent ignorées ? Pourquoi ?

2. POURQUOI LES MÉDIAS RÉSISTENT-ILS AUX ANALYSES FÉMINISTES ?

Les analyses féministes sont trop souvent ignorées par les médias parce que ceux-ci sont contrôlés par les tenants et les défenseurs d'une société profondément capitaliste et patriarcale.

Ainsi, le principe premier des médias, ce n'est plus l'information, mais les ventes. "Les médias vivent en effet de la vente de leurs lecteurs ou auditeurs à des annonceurs. Ils doivent donc davantage plaire que déranger (...) Le seul critère, c'est de vendre de la copie et la justification, c'est que "le monde aime ça de même".⁽⁴⁾ La loi du profit est lentement venue gruger et tuer l'âme de la véritable information qui est d'éduquer et de contribuer à faire évoluer les mentalités.

Quand, à cela, vient s'ajouter le fait que les propriétaires des principaux médias aussi bien que les journalistes sont fort majoritairement des hommes, on peut mieux comprendre pourquoi les analyses féministes se retrouvent doublement ligotées par ceux-ci. Outre le fait de ne pas bien se vendre (rapporter des gros sous), "elle (l'approche féministe) présente le quintuple travers d'être centrée sur la société — non pas sur l'individu;

— de s'adresser à toutes les femmes —
non pas à un quelconque groupe-cible ;

— d'interpeller tous les hommes — non
pas un individu avec des problèmes
personnels ;

— de revendiquer la responsabilisation
par la criminalisation — non pas la
déresponsabilisation par la thérapie ;

— et de choisir les femmes d'abord —
non pas la famille —".⁽⁵⁾

Dans un tel contexte, on peut
comprendre que les hommes qui
détiennent les pouvoirs économique,
politique et idéologique ont tout intérêt
à contrôler la diffusion de toute forme
d'analyse (féministe ou autre) pouvant
venir menacer leur autorité, sur la base
de leur capital aussi bien que de leur
sexe.

1. Noël, Lise (1989), *L'intolérance. Une problématique générale*, éd. du Boréal, Ottawa, p. 249.
2. Guay, Jacques (1991), Médias et violence dans *La non-violence : une alternative à découvrir*, textes rassemblés par les Ami-e-s de la Terre de Québec, éd. Débats, Montréal, p. 18-19.
3. Godard, Lorraine (1989), *Analyse de la politique gouvernementale en matière de santé et de services sociaux et la violence conjugale*, Regroupement provincial, Montréal, p. 24.
4. Guay, Jacques (1991), op. cit. p. 16.
5. Ibid.

3. MAIS QUE FAIRE ALORS ?

Les quelques pistes de réflexion ici explorées viennent confirmer l'importance qu'il ne suffit pas que les femmes investissent les médias en plus grand nombre pour que nos analyses féministes soient plus largement diffusées et documentées. Parallèlement, il nous faut travailler à transformer les structures, l'organisation, les mentalités et les règles du jeu qui régissent nos différentes institutions patriarcales et capitalistes dont celles des médias. Ne l'oublions pas: ce sont aux causes profondes de la discrimination dont nos analyses font l'objet qu'on doit attaquer. Car, sinon, ici comme ailleurs, on restera piégées; les efforts isolés et les succès à petite échelle de nos différents groupes, quant à la diffusion de leurs analyses féministes, seront constamment neutralisés par le raz-de-marée patriarcal et capitaliste qui imprègne et envahit profondément toutes nos institutions.

Dans ce dossier-ci touchant les médias, comme dans bien d'autres, les changements sociaux et politiques que nous souhaitons seront à la mesure de nos solidarités et de nos alliances entre groupes de femmes et autres groupes luttant, tout comme nous ou via une autre problématique, dans une perspective de transformation sociale.

Toutefois, c'est souvent ici, sur le terrain des changements socio-politiques de fond, que, comme femmes, notre "Horreur collective" se sent la plus impuissante et a le plus peur: en raison d'une part, de la grosseur et de la lourdeur de la "machine" à faire bouger et, d'autre part, de l'ampleur des ripostes personnelles, sociales et politiques qu'entraînent souvent nos différentes sensibilisations et revendications en ce sens. À cela s'ajoute, au niveau des dénonciations que nous voulons faire dans les médias, le spectre paralysant de la "poursuite en diffamation", notre volonté, bien souvent, d'avoir une certaine éthique (respect, objectivité basée sur les faits, etc.) et de ne pas utiliser les "armes" reprochées à nos adversaires. Si bien, qu'avant même d'avoir parlé, on se retrouve souvent bâillonnées... par nous-mêmes.

Au niveau des médias comme à bien d'autres niveaux touchant nos luttes socio-politiques, nous avons à nous dévictimiser collectivement, de la même façon que nous avons appris et que nous continuons à apprendre à le faire dans nos vies privées: en partageant notre vécu et nos difficultés à ce niveau, en analysant les stratégies utilisées par les différentes institutions pour discriminer et discréditer nos analyses féministes, en élaborant des contre-stratégies et des tactiques communes, en menant des offensives concertées avec d'autres groupes de femmes, groupes populaires et communautaires, syndicats, etc.

On ne naît pas femme, on le devient

Ginette Lambert

Les femmes d'aujourd'hui sont en train de détrôner le mythe de la féminité; elles commencent à affirmer concrètement leur indépendance; mais ce n'est pas sans peine qu'elles réussissent à vivre intégralement leur condition d'être humain. Élevées par des femmes, au sein d'un monde féminin, leur destinée normale est le mariage qui les subordonne encore pratiquement à l'homme; le prestige viril est bien loin de s'être effacé: il repose encore sur de solides bases économiques et sociales. Comment fait-elle l'apprentissage de sa condition, comment l'éprouve-t-elle, dans quel univers se trouve-t-elle enfermée, quelles évasions lui sont permises, voilà ce que je chercherai à décrire. Alors seulement, nous pourrons comprendre quels problèmes se posent aux femmes qui, héritant d'un lourd passé, s'efforcent de forger un avenir nouveau.

Quand j'emploie les mots "femme" ou "féminin", je ne me réfère évidemment à aucun archétype, à aucune immuable essence; après la plupart de mes affirmations, il faut sous-entendre "dans l'état actuel de l'éducation et des mœurs". Il ne s'agit pas ici d'énoncer des vérités éternelles mais de décrire le fond commun sur lequel s'enlève toute existence féminine singulière.

Extrait du livre: "Le deuxième sexe 1", de Simone de Beauvoir, écrit en 1948-49.

Ensuite, Simone de Beauvoir, dresse un tableau qui rejoint éloquemment le schéma de la victimisation tel qu'on le connaît. Comment le garçon est encouragé dans sa manière d'exister à se poser pour soi. Comment il saisit son corps comme un moyen de dominer la nature et comme un instrument de combat; il s'enorgueillit de ses muscles comme de son sexe; à travers jeux, sports, luttes, défis, épreuves, il trouve un emploi équilibré de ses forces; en même temps, il apprend la douleur, à refuser les larmes du premier âge. Il s'éprouve aussi comme "pour autrui", mais ce qui est très important, c'est qu'il n'y a pas d'opposition fondamentale entre le souci de cette figure objective qui est sienne et sa volonté de s'affirmer dans des projets concrets. Au contraire, chez la femme, il y a au départ un conflit entre son existence autonome et son "être-autre"; on lui apprend que pour plaire, il faut chercher à plaire, il faut se faire objet; elle doit donc renoncer à son autonomie. On la traite comme une poupée vivante et on lui refuse la liberté; ainsi se noue un cercle vicieux, car moins elle exercera sa liberté pour comprendre, saisir et découvrir le monde qui l'entoure, moins elle trouvera en lui des ressources, moins elle osera s'affirmer comme sujet.

Ah ! Le plaisir du sexe....

(toujours d'après la lecture du *Deuxième sexe*)

L'acte de chair, s'il n'est pas sanctifié par le code, par le sacrement, est une faute, une chute, une faiblesse, la femme doit défendre sa vertu, son honneur, si elle "cède", si elle "tombe", elle suscite le mépris, tandis que dans le blâme même qu'on inflige à son vainqueur, il entre de l'admiration. Aux tabous, aux inhibitions provenant de

son éducation et de la société, se superposent des dégoûts, des refus qui ont leur source dans l'expérience érotique elle-même: les uns et les autres se renforcent mutuellement si bien qu'après le premier coït, la femme est souvent plus révoltée qu'auparavant contre son destin sexuel. D'ailleurs, l'homme fut-il déférent et courtois, la première pénétration est toujours un viol. Le regard est danger; toute jeune fille au moment du verdict masculin doute de soi, souffre de ces mollets trop robustes, de ses seins trop discrets ou trop lourds, etc. Les mains sont une autre menace.

La femme n'a généralement pas accès à l'univers de la violence; elle n'a jamais connu l'épreuve que le jeune homme a surmonté à travers les bagarres de l'enfance et l'adolescence: d'être une chose de chair sur laquelle autrui a prise; et maintenant elle est empoignée, elle est emportée dans un corps à corps où l'homme est le plus fort; elle n'est plus libre de rêver, de reculer, de manoeuvrer; elle est livrée au mâle, il dispose d'elle. Ces étreintes analogues à celles de la lutte alors qu'elle n'a jamais lutté la terrorisent.

Au début de sa vie érotique, l'abdication de la femme n'est pas compensée par une jouissance violente et sûre. Elle sacrifierait bien plus facilement pudeur et orgueil si elle s'ouvrait ainsi les portes d'un paradis. C'est au contraire un phénomène insolite; le plaisir vaginal ne se déclenche pas tout de suite - à peine 4 % des femmes ont du plaisir dès le premier coït; 50 % n'atteignent pas le plaisir vaginal avant des années. Il est vrai qu'à défaut de satisfaction "normale", l'homme peut toujours lui donner le plaisir clitoridien. Mais beaucoup de femmes le refusent parce que, plus que le plaisir vaginal, il apparaît comme

infligé; car si la femme souffre de l'égoïsme des hommes qui ne pensent qu'à leur propre assouissement, elle est aussi heurtée par une volonté trop explicite de lui donner du plaisir. La femme acceptera beaucoup plus facilement le plaisir s'il lui semble découler naturellement de celui que l'homme prend lui-même, comme il arrive dans un coït normal réussi.

Même lorsque la femme surmonte ses résistances, et connaît au bout d'un temps plus ou moins long le plaisir vaginal, toutes les difficultés ne sont pas abolies car le rythme de sa sexualité et celui de la sexualité mâle ne coïncident pas. Elle est beaucoup plus lente à jouir que l'homme.

De plus, la volupté n'a pas du tout chez la femme la même figure que l'homme. On ne sait pas exactement si le plaisir vaginal aboutit jamais à un orgasme défini. Ce qui est certain, c'est que le coït a pour l'homme une fin biologique précise: l'éjaculation, une fois obtenue, elle apparaît comme un aboutissement et sinon, comme l'assouissement du désir, du moins comme sa suppression.

Au contraire, chez la femme, le but est au départ incertain, et de nature plus psychique que physiologique; elle veut le trouble, la volupté en général mais son corps ne projette aucune conclusion nette de l'acte amoureux; et c'est pour cela que pour elle, le coït n'est jamais tout à fait fini; il ne comporte aucune fin. La jouissance féminine est irradiée dans le corps tout entier; elle

n'est pas toujours centrée sur le système génital; même alors les contractions vaginales plutôt qu'un véritable orgasme constituent un système d'ondulations, qui naissent en rythme, s'effacent, se reforment, atteignent par instant un paroxysme, puis se brouillent et se fondent sans jamais mourir tout à fait. Du fait qu'aucun terme fixe ne lui est assigné, le plaisir vise l'infini: c'est souvent une fatigue nerveuse ou cardiaque ou une satiété psychique qui limite les possibilités érotiques de la femme plutôt qu'un assouissement précis; même comblée, même épuisée, elle n'est jamais tout à fait délivrée.

Beaucoup s'imaginent que "faire jouir" une femme est une affaire de temps et de technique, donc de violence; ils ignorent à quel point la sexualité de la femme est conditionnée par l'ensemble de la situation. Si des mots, des gestes contestent la magie des caresses, l'envoûtement se dissipe.

L'asymétrie de l'érotisme mâle et femelle crée des problèmes insolubles tant qu'il y a lutte des sexes; ils peuvent aisément se trancher quand la femme sent chez l'homme à la fois désir et respect; s'il la convoite dans sa chair tout en reconnaissant sa liberté, elle se retrouve l'essentiel au moment où elle se fait objet; elle demeure libre dans sa soumission à laquelle elle consent. Alors les amants peuvent connaître chacun à leur manière une jouissance commune; le plaisir est éprouvé par chaque partenaire comme étant sien, tout en ayant sa source dans l'autre.

Ce qui est nécessaire à une telle harmonie, ce ne sont pas des raffinements techniques mais plutôt, sur les bases d'un attrait érotique immédiat, une réciprocité générosité de corps et d'âme. Cette générosité est souvent empêchée chez l'homme par sa vanité, chez la femme par la timidité; tant qu'elle n'a pas surmonté ses inhibitions, elle ne saurait la faire triompher. C'est pourquoi le plein épanouissement sexuel est généralement chez la femme assez tardif; c'est vers 35 ans qu'elle atteint érotiquement son apogée.

La différence qui se pose entre la femme qui a pris conscience de la socialisation et de sa victimisation et celle qui la subit sans la saisir clairement, est que, lorsqu'elles s'installent dans un bon bain mousse avec chandelle, la première sait pourquoi elle demeure parfois tendue comme une barre de fer, les orteils retroussés; et l'autre se demande: "Qu'est-ce que t'as à pas être heureuse? Tes enfants sont biens, ton mari? Bah! L'amour triomphe de tout! À quelque chose, malheur est bon! L'oisiveté est mère de tous les vices! Tout vient à point qui sait attendre! Qui a bu boira, mais une fois n'est pas coutume! De deux maux, il faut choisir le moindre*..."

*** Saviez-vous que ce dernier dicton nous vient de Socrate qui aurait expliqué ainsi pourquoi il aurait une pris une femme de très petite taille? ...**

Cochez oui, cochez non

Mère pantoute	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mère à boutte	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mère deboute	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mère qui doute	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mère pour toute	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mère au boutte	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Le mythe de l'instinct maternel

Ghyslaine Legros

Une petite révision de la nature du mythe

Quelle femme n'a pas été habitée par le mythe de l'instinct maternel, si cher à notre image de la femme idéale, de la vraie femme dans notre société actuelle? Ce mythe est à la femme comme le sont les papiers mouchoirs à Kleenex et les réfrigérateurs aux frigidaire. L'un devient l'autre et c'est le début d'un mythe.

Mais ne pensez surtout pas qu'en 1993, on y échappe. Ce mythe, il est fort de plusieurs siècles de transmission. Il y a des époques où il était moins présent, économie oblige. Élisabeth Badinter le relate dans son livre "L'amour en plus". Mais il a repris en force et a atterri dans notre siècle avec plus de véhémence que jamais.

D'où vient ce foutu mythe? À quoi sert-il exactement ou plus encore à qui sert-il? Allez-y, faites votre petite enquête. Demandez à notre Horreur nationale ce qu'elle en pense.

"Impossible que tu ne veuilles pas d'enfants, tu ne seras pas une "vraie femme".

Une vraie femme connaît la maternité (est-ce un commandement?).

Toute femme est émue devant un enfant et sait spontanément s'en occuper.

Avoir un enfant, c'est tellement naturel.

Que penser des problèmes de santé graves ou malaises de toutes sortes qu'éprouvent certaines femmes pendant la grossesse.

La force d'un mythe

J'ai emprunté quelques citations à Paula Caplan dans son livre intitulé "C'est pas la faute des mères", qui elle-même cite quelques auteurs.

"Une femme a besoin de donner. Elle ne peut s'en empêcher.

... cette culpabilité maternelle... émerge dès les premiers pleurs de l'enfant. (Nancy Mairs)

Les femmes sont naturellement maternelles, elles possèdent une capacité infinie de se donner.

L'attitude féminine de base comprend une proportion d'acceptation et une femme ressent le besoin de donner afin de se sentir utile." (La jungienne, Irene Claremont de Castillejo)

Affirmer de telles choses a d'autant plus d'impact que ces théoriciens et théoriciennes sont des contemporains. Ils réussissent aussi à occulter des analyses qui ont le qualificatif d'être féministes, donc dangereuses, et qui remettent en question ces théories. Mais, le mythe est encore très vivant.

Conséquence : les recherches tendent à prouver que les femmes sont presque toujours à la hauteur du mythe du don de soi. Elles consacreront beaucoup plus de temps que les hommes aux soins des enfants et aussi de leurs proches.

"Puisque le mythe du don de soi fait aussi profondément partie de notre identité féminine, il ne nous est pas facile de renoncer au don total de soi.

Quand nous nous demandons: «Qui suis-je?», de nombreuses femmes répondent: «Une personne qui aide, qui donne, qui maternelle. Sinon, j'ignore qui je suis.»

Ce mythe de l'instinct maternel ne peut que générer de la culpabilité chez les femmes puisqu'elles devraient savoir d'instinct s'occuper de leur enfant. Quant en fait, il n'en est rien. Dans son livre, Paula Caplan écrit qu'il n'est pas rare qu'une mère n'éprouve pas un amour immédiat et total pour son nouveau-né.

"Lorsque la mère rentre chez elle avec son bébé, tous les préjugés sur le maternage l'empêchent de jouir de son enfant autant qu'elle le voudrait. Puisque la croyance veut que la maternité rende une femme naturellement heureuse et sereine, à chaque fois que la mère est fatiguée et qu'elle éprouve du ressentiment devant l'abondance des besoins de son enfant, elle croit faillir dans son rôle. Une mère peut éprouver du bonheur, certes, mais aussi de la panique, de la peur, de la colère, du désespoir."

MÈRE OU FEMME SANS ENFANT

Tout au long de ma vie, j'ai fait partie du clan des "fausses femmes", pas d'enfant. Je ne suis pas une vraie femme puisque la maternité n'a pas comblé ma vie. Et on ne s'est pas gêné pour me le dire. J'ai eu droit à des commentaires à peine déguisés sur mon état de "non-productivité". Même un de mes patrons s'en est mêlé pour me faire comprendre qu'une vraie femme...

Que d'années de remise en question sur mon statut et surtout, sur mon avenir. La question qui m'obsédait était alors: Comment se fait-il que ce fameux instinct maternel ne venait pas cogner à ma porte, alors qu'au contraire, il m'assommait par la culpabilité qu'il faisait naître en moi?

Dans son livre, Susan D. William, relate que toutes les femmes sont définies dans notre société en terme de mère ou de femme sans enfant en comparaison avec les hommes qui ne sont jamais étiquetés en terme de père ou de non-père. Ils sont des hommes, un point c'est tout.

C'est une appellation qui est propre à la femme, et socialement, elle sera identifiée en ces termes: mère ou femme sans enfant. Susan D. William souligne que cette façon de décrire le genre féminin s'est surtout faite à partir du déterminisme biologique.

Ayant la possibilité biologique d'enfanter, les femmes seront toujours aux prises avec ce dilemme. En plus de s'ajouter à la pression venant de différentes composantes sociales telles la religion et la culture, notre rapport avec la sexualité, le modèle parental, notre statut économique et notre degré d'éducation, exerceront une influence sur notre choix d'être ou de ne pas être mère. Alors pulsion du bas-ventre, où es-tu?

C'est dangereusement réductionniste de considérer le choix d'être mère uniquement comme "une décision personnelle". Selon Susan D. William, la reproduction est plutôt le résultat de l'intersection des choix personnel, biologique, social et politique.

Malgré le fait que ces facteurs mettent en perspective la désuétude du

mythe de l'instinct maternel, il subsiste quand même. Mais, il n'en a pas toujours été ainsi.

D'où vient ce mythe et que sert-il?

Un jour naquit le mythe de l'instinct maternel, mais il y a eu des pannes. Elisabeth Badinter l'explique très bien dans son livre "L'amour en plus". Au 18^e siècle, on laissait littéralement mourir les enfants.

"Comment rendre compte d'un tel désintérêt pour l'enfant, aussi contraire à nos valeurs actuelles."

"Pour quelles raisons l'indifférence du XVIII^e siècle s'est-elle muée en mère-pélican au XIX^e siècle et au XX^e siècle?"

"Étrange phénomène que cette variation des attitudes maternelles qui contredit l'idée répandue d'un instinct propre également à la femelle et à la femme."

Dans cette optique, nous avons du mal à rendre compte des ratés de l'amour maternel, comme cette froideur et cette tendance à l'abandon qui apparaissent dans la France urbaine du XVII^e siècle et se généralisent au siècle suivant. À ce phénomène, dûment constaté par les historiens, on trouva nombre de justifications économiques et démographiques."

... Autre façon de dire que l'instinct de vie l'emporte sur l'instinct maternel. Tout au plus reconnut-on qu'il est malléable et peut-être sujet à éclipses. Selon Elisabeth Badinter, l'instinct maternel est tributaire de la situation économique, sociale et des valeurs véhiculées à travers les différentes époques de l'histoire.

Enfin, indépendamment du mythe, il faut reconnaître que c'est une grande responsabilité qui incombe aux femmes de mettre un enfant au monde. Elle accepte, par sa biologie et son anatomie, la perpétuité de l'espèce. Et de plus, non seulement elle offre à sa progéniture la conception, la gestation, et la naissance, mais c'est aussi à elle qu'incombe le soin des enfants.

À partager, S.V.P.

MADELEINE LACOMBE: HISTOIRE D'UNE MILITANTE

Diane Prud'homme

L'Avalanche a rencontré Madeleine Lacombe pour en savoir plus sur son histoire de militantisme. Un bref rappel pour vous dire que Madeleine Lacombe est une "vieille" militante du Regroupement (entre autres), ayant été membre du Conseil d'administration en 1982-83 et Présidente de 1986 à 1989. Elle a aussi été formatrice, militante sur différents comités, consultante et conférencière. C'est d'ailleurs elle qui a implanté la ligne de référence SOS Violence conjugale.

D.P. Quelle est la trajectoire qui t'a amenée à devenir une militante féministe?

M.L. Si être féministe, c'est de voir les inégalités et de lutter pour que ça change, je peux dire que je suis féministe depuis que je suis toute petite parce que très jeune, j'ai réalisé qu'il y avait une inégalité entre les hommes et les femmes; et pas juste dans le partage des tâches. Jeune, je suis allée en famille d'accueil et j'ai donc de près deux couples. Avec mon père et ma mère, c'était évident parce que mon père était violent; donc le "pattern" était plus visible.

Mais dans la famille d'accueil, le bonhomme ne parlait pas du tout, et pour tout le monde, c'était la femme qui était dominatrice parce qu'elle parlait beaucoup. Mais moi, je me souviens que je sentais que c'était lui qui avait le pouvoir quand même, juste par sa façon de ne pas parler. Et je la voyais qui allait souvent pleurer dans sa chambre. Donc, j'ai réalisé très jeune qu'il y avait un problème de pouvoir. De plus, je voyais les filles qui devaient faire le ménage et qui n'étaient pas contentes de cela. Très jeune, il était aussi très clair que je ne marierais jamais; je ne voulais pas vivre cette inégalité-là. Voilà, ça, c'est un niveau.

Très jeune, j'étais aussi consciente que chez nous, on était pauvre et que c'était pas le même sort pour tout le monde. J'avais donc déjà une conscience et un sentiment de révolte. Vers 15-16 ans, j'ai commencé à militer sur l'indépendance du Québec en participant aux manifestations. À 17 ans, j'étais en contact avec les mouvements de gauche. Par contre, je ne comprenais pas grand chose parce que je venais d'un milieu défavorisé. J'avais laissé l'école en 9e année; donc au niveau du discours, il y avait des choses que je ne comprenais pas, des analyses que je ne pouvais pas faire; ce qui me rendait d'ailleurs insatisfaite.

D.P. Mais où était rendu ton désir de ne pas te marier ?

M.L. Vers 13-14 ans, j'ai dû changer. J'étais prise avec mon désir d'être aimée et avec l'éducation que j'avais reçue. Même si toute petite, j'avais noté que je ne voulais pas ça, probablement que mon éducation a pris le dessus. J'étais partagée entre les valeurs que j'avais reçues, de ce que je connaissais qu'on doit donner à un gars et mon besoin d'être aimée comme fille. Quand j'étais petite, j'aimais ça grimper dans les arbres, chasser les grenouilles. Et je me suis ramassée à 13-14 ans avec

une peur des bibites. J'étais devenue la vraie fille. C'est là que l'éducation m'a rattrapée.

Pour revenir au militantisme, il y avait donc vers 16-17 ans le contact avec les groupes de gauche. Vers 18-19 ans, j'ai réalisé que dans les groupes de gauche, les gars m'écoutaient parce que j'étais la belle fille qui parlait, mais le sort réservé aux filles dans le groupe était les tâches secondaires. En 1970, j'étais enceinte, j'étais dans un groupe de gauche à ce moment-là et il y a eu la crise d'octobre. Et les mesures de guerre faisaient qu'on ne pouvait plus manifester. Plusieurs avaient peur, ils brûlaient leurs livres. Alors les femmes du groupe ont décidé de faire quelque chose pour rester en activité, quelque chose "d'innocent", qui ne ferait pas peur à personne mais qui ferait que l'on continuerait à se réunir, à lutter et à revendiquer. Comme par hasard, on s'est retrouvé une gang de femmes enceintes et on a mis sur pied le mouvement pour l'abolition de la publicité faite aux enfants. Dans le temps, il y avait beaucoup de publicité à la télévision pour vendre des jouets, des publicités qui s'adressaient directement aux enfants. Si aujourd'hui, c'est réglementé, c'est à partir de ce mouvement-là. Nous autres, on était enceintes, on venait toutes d'un milieu défavorisé et on voyait que les enfants étaient tous sollicités de façon effarante pour acheter des jouets de toutes sortes; alors on a fait un mouvement autour de cette problématique. Et là, parce qu'on était des femmes enceintes, on a pu faire des manifestations durant la période de Noël, chez Sears.

Et là, considérant qu'on était juste des femmes, on s'est mise à parler davantage des problèmes de femmes, de la contraception, de l'avortement, du fait d'avoir des enfants, des garderies. Ce qui correspond aussi au mouvement du début des années '70 au Québec.

Après cela, je suis retournée aux études et j'ai fait les sciences politiques. J'avais toujours le sentiment de l'injustice tant par rapport à la classe sociale dont j'étais issue que pour les femmes. Mais en même temps, je sentais que je manquais d'outils pour expliquer tout cela. Les explications que j'avais trouvées dans les groupes de gauche ne me suffisaient pas.

Je suis déménagée à Sherbrooke, j'ai eu mon bébé et j'avais commencé à être en contact avec des groupes de femmes. En 1976, il est arrivé au Québec les cours d'auto-défense Wendo. Ce qui m'a intéressée parce que j'étais très active étant jeune et je m'étais faite souvent agressée. J'ai toujours réussi à m'en sortir parce que je n'ai jamais accepté d'être une victime, je n'ai jamais accepté qu'un gars me coince. Il faut dire que j'ai aussi mangé des coups. Mais en même temps, j'avais appris que si je m'en étais tirée, c'était parce que j'avais été chanceuse. Je n'avais pas bien travaillé, je n'avais pas fait les bonnes affaires, j'étais chanceuse. Donc, même si je m'en étais toujours tirée, j'avais en tête que c'était parce que j'étais chanceuse et qu'un jour arriverait où je ne m'en tirerais pas. Donc ces cours ont correspondu à quelque chose d'important pour moi. Le wendo parlait de la vie quotidienne et comment se sortir de certaines situations. Au départ, j'ai suivi ce cours-là pour moi personnellement. Et ça m'a tellement plu que j'ai décidé de devenir instructrice. Parallèlement à ça, j'ai fini sciences politiques, j'ai enseigné au niveau collégial et je donnais des cours d'auto-défense les fins de semaine. J'habitais Sherbrooke et dans une petite

ville comme ça, tu es vite reconnue et identifiable. Et comme dans les cours, on parlait d'agressions sexuelles, de violence conjugale, de toutes les problématiques, on m'a vite identifiée comme personne ressource. Et à un moment donné, quand les femmes se faisaient agresser, on leur disait d'appeler Madeleine Lacombe. Je me suis mise à les recevoir chez moi et après un an, j'en suis venue à recevoir 8 à 10 téléphones par semaine. J'étais alors dans un comité de condition féminine au cégep et on s'est mise à parler de cela; on a pris des renseignements, on a visité des centres de viol et des maisons d'hébergement, et on a décidé de mettre sur pied un centre d'aide pour les victimes de viol à Sherbrooke. À partir de là, on s'est mise à travailler en collaboration avec la maison d'hébergement de Sherbrooke. Et de fil en aiguille, je me suis impliquée en violence.

Très rapidement, j'ai réalisé que je pouvais aider des femmes, les aider à pleurer un peu, à aller à la police, mais la situation ne changerait pas si la société ne changeait pas, si les lois ne changeaient pas. Dans 50 ans, on aiderait encore les femmes de la même façon et on ne s'en sortirait jamais. J'ai fait de la relation d'aide durant 5 ans mais parallèlement, je travaillais la dimension politique et de lutte. Il fallait changer des choses, il fallait des changements au niveau des mentalités. Donc, j'ai toujours axé mes énergies sur la dimension politique, sur l'aspect conférence pour demander des changements. Et avec le temps, cet aspect est devenu beaucoup plus important que la relation d'aide.

D.P. Est-ce que c'était important pour toi d'être partie prenante et d'être active dans ce changement-là ? Tu aurais pu en être témoin.

M.L. Ah non! De par nature, je suis une fille qui est active et qui est impliquée. Oui, c'était important. De

toute façon, ça ne se posait pas comme ça, c'était là et il fallait que j'en fasse partie.

D.P. Te considères-tu encore aujourd'hui comme une militante ?

M.L. Militante ? Oui, dans la mesure où s'il se passe quelque chose demain matin, je vais sauter, c'est clair. Si demain, quelque chose m'interpelle, je vais être sur la place publique. Je pense que je vais être une militante à vie, je pense que je suis tombée dans une potion magique comme Obélix. Mais je suis en période de réflexion et je suis à chercher pour moi comment faire le joint entre le politique et le féminisme. Avant, j'avais un sentiment qu'un jour j'irais en politique. Maintenant, ça commence à être plus clair mais je ne veux pas aller en politique pour aller en politique, c'est pas une carrière que je cherche. Mais je demeure militante; aussitôt que quelque chose me touche, aussitôt qu'il y a une injustice, je veux que tout le monde en entende parler, je veux que tout le monde le sache, je veux que tout le monde fasse quelque chose. Donc, si un jour je vais en politique, je vais y aller appuyée par une base, ou interpellée par quelqu'un. Et je crois aussi que ça va être dans le cadre d'un troisième parti parce que ceux qui sont là actuellement ne me disent plus rien. Oui, je suis une militante dans le sens que je ne suis pas une fille passive. J'ai beaucoup le sens du politique et je pense que tout le monde doit s'impliquer et à toutes sortes de niveaux. Sauf que je pense actuellement que ma conscience continue de s'élargir. Autant j'étais consciente jeune des différences au niveau social, après c'était au niveau des femmes et là je m'en vais à un niveau plus international. C'est souvent les mêmes problématiques, les mêmes manières de faire et j'ai de plus en plus tendance à globaliser et à toute mettre ensemble.

Alors je pense que je vais mourir vieille et militante !

Le militantisme

Denise Lemieux

Être militant et militante

Giulio Girardi, dans un ouvrage intitulé *La militance et ses défis aujourd'hui*⁽¹⁾, parle de ce qu'est être militant et militante, dans une perspective qui tient du "sens" profond que l'on peut donner à notre militance et du "sens" que celle-ci peut même donner à nos vies.

Pour Girardi, "homme de coeur, de gauche et de solidarité",
ÊTRE MILITANT OU MILITANTE C'EST:

- Être sujet de sa vie:
- Être sujet d'un combat:
- Marcher à contre-courant:
- Se réaliser soi-même avec les autres:
- Adhérer à un nouveau point de vue: celui des pauvres, des marginaux et marginales, des opprimé(e)s:
- Croire en la force cachée mais réelle des opprimé(e)s:
- Être animé(e) par l'espérance d'une société alternative:
- S'engager sans attendre les garanties de succès.

Dans cette perspective, sûrement Girardi pourrait-il lui aussi affirmer:

"La militance, comme construction collective des sociaux pour une société plus juste et fraternelle, peut être une des formes de bonheur. Redonner le goût du collectif et de la solidarité, l'espérance de l'idéal et de l'avenir, reste en tout étant de cause, dans un monde dur et incertain, UN PARI, UN DÉFI et, en définitive, UNE VOLONTÉ".

(Michel Tozzi)

⁽¹⁾ Girardi, Giulio (1991), *La militance et ses défis aujourd'hui*, Collectif québécois de conscientisation.

ET TOI DIANE, OÙ EN EST TA RELATION AU POUVOIR ?

Diane Prud'homme

Pour discuter de la relation des femmes avec le pouvoir, *Avalanche* a rencontré Diane Lemieux, coordonnatrice du Regroupement québécois des CALACS, membre du Panel canadien sur la violence faite aux femmes et de plus en plus sollicitée comme conférencière sur la violence faite aux femmes. En voici un très bref extrait:

D.P. Ce qui m'intéresse au départ, c'est de savoir comment tu voyais le pouvoir quand tu es entrée au Regroupement des CALACS et comment ta pensée a évolué jusqu'à aujourd'hui ?

D.L. Ma pratique de pouvoir a beaucoup évolué. C'est en travaillant de façon beaucoup plus collective que s'est faite cette évolution. J'avais une vingtaine d'années lorsque je suis entrée dans le mouvement des CALACS. J'avais toujours été très leader et j'ai toujours jonglé avec le pouvoir. Mais ma conception a quand même changé dans le sens où au départ, j'avais des valeurs de compétition beaucoup plus fortes. Je n'étais pas compétitive dans le sens "chiant" du terme mais ce n'était pas de la solidarité. Une des premières choses que j'ai apprises dans les groupes de femmes, c'est la solidarité, pas juste avec des mots mais dans la pratique. Même jeune, j'étais féministe mais c'était un féminisme très individuel dans le sens où je percevais les changements sous un angle plus individuel que collectif. J'ai compris par la suite que le fait que d'autres femmes vivent de la discrimination, cela a un impact sur moi. J'ai démystifié certaines croyances comme celle qui dit "quand on veut, on peut !" J'ai réalisé que

même si, moi personnellement, je me débrouillais assez bien, il y avait des conséquences au fait que j'étais une fille. D'ailleurs, j'en ai vécu : j'ai eu peur, je me suis retrouvée dans des situations dangereuses, il y a des fois où je n'étais pas respectée.

Ma notion de pouvoir a changé, j'ai appris à l'exercer autrement. Je pense qu'elle a aussi changé à cause de ma "sécurité personnelle". Si je jongle bien avec le pouvoir, c'est en partie dû au fait que j'ai acquis une base de confiance intouchable pour des raisons qui me sont attribuables et d'autres qui sont attribuables à des éléments extérieurs. La confiance dont je te parle, c'est comme si j'avais un douze pouces de confiance. Lorsque j'ai des attaques de confiance, il reste toujours un deux pouces que personne ne peut toucher. Je pense que cette base de deux pouces me permet de jouer avec le pouvoir de façon confortable. Je vais être capable d'entendre les critiques parce que je ne me démolirai pas. Je vais être moins sur la défensive parce que je ne serai pas en train de me dire que je ne suis pas bonne, que je ne vaud rien. Je vais me dire que j'ai été moins bonne à ce moment-là pour tel événement, mais ça ne touchera pas profondément ma valeur personnelle. C'est pour moi une clé bien importante.

D.P. Tu ne victimises pas avec le pouvoir ?

D.L. Non. Je ne me sens pas mal avec la notion de pouvoir. Le pouvoir ne me fait pas frissonner, il ne me rebute pas. J'ai même du plaisir, ça ne me fait pas peur. J'ai découvert qu'il y a deux sortes de pouvoir: le pouvoir "sur" et le pouvoir "de". Le pouvoir "sur", je n'en ai pas besoin. Je n'ai pas besoin d'écraser du monde parce que je sais ce que je vaud fondamentalement. Bien sûr, j'ai mes vagues d'inquiétudes et d'angoisses, je ne suis pas sûre de moi 24 heures par jour. C'est le pouvoir "de" qui me donne du "fun"; le pouvoir d'influencer, le pouvoir de changer, c'est celui-là qui me "drive". De façon générale, les hommes avaient le pouvoir "de" et le pouvoir "sur". Les femmes leur ont reproché à un niveau collectif le pouvoir sur elles mais aussi le pouvoir d'avoir tout ! Quand les femmes l'ont contesté, elles cherchaient à récupérer le pouvoir "de" et le pouvoir sur elles, sur leurs vies. Mais les féministes ont un rapport amour/haine avec le pouvoir. Je pense que nous avons un bout à faire en ce sens.

J'ai beaucoup appris avec le processus de gestion collective. Le concept a aussi évolué. Nous sommes parties d'une vision où toutes étions égales. Ce qui est complètement illusoire. Nous avons des pouvoirs différents, des compétences différentes. N'essayons pas de les nier. J'ai toujours refusé de m'écraser au nom de la "collectivité". Ceci étant dit, je suis prête à composer avec le fait que nous n'ayons pas toutes le même pouvoir et qu'en certaines circonstances, j'en ai plus dans un groupe. Je ne me nierai pas pour autant. En même temps, j'accepte d'être sur la ligne de feu, je ne me plains pas, j'ai du plaisir à développer une idée et d'essayer de la faire passer pour que les gens comprennent et que les femmes s'y retrouvent. J'ai accepté d'avoir le pouvoir, maintenant il faut que je compose avec les responsabilités.

Le pouvoir ! Quel pouvoir ?... En avons-nous ? En voulons-nous ? Pour quoi faire ?

Louise Riendeau

Parler de pouvoir dans les groupes de femmes constitue souvent un défi des plus délicats. Nous ne sommes pas toujours très à l'aise avec cette notion. Et pour cause! Le pouvoir que nous connaissons le mieux et sur lequel nous pouvons facilement discourir, c'est celui dont on a abusé pour nous contrôler, nous ignorer, nous tasser individuellement et socialement. Celui-là, nous en avons une connaissance intime, viscérale et nous sommes prêtes à le combattre. À juste titre!

Pour lutter contre les abus de pouvoir, nous nous sommes regroupées, organisées et nous avons tenté d'instaurer entre nous des relations plus égalitaires et plus respectueuses. Malgré cela, nous avons encore plusieurs batailles à gagner et nous restons mal à l'aise avec le pouvoir. Celui que nous avons entre nous, celui que nous devons utiliser pour arriver à nos fins, pour changer le monde.

À l'interne, nous devons inventer de nouveaux modèles de relation et de gestion. Ce n'est pas toujours facile, nous avons peur d'abuser de notre pouvoir au point que nous en arrivons parfois à nier nos différences — tant les forces que les faiblesses —, au point que nous nous drapons dans une fausse égalité qui, au bout du compte, finit par créer des iniquités. Par peur de nommer le pouvoir, nous l'occultons. Il ne disparaît pas pour autant. Au contraire, il finit par nous obliger à utiliser entre nous des stratégies détournées, au bout du compte plus difficiles à détricoter que le pouvoir lui-même.

Un autre malaise que nous vivons avec le pouvoir se situe dans le champ extérieur. Alors que nous tentons d'aider les femmes à avoir plus de prises sur leur vie, à tasser leur Horrore, nous

nous sentons impuissantes face à la société, face au monde politique, face à la régionalisation, etc.

Pourtant, ce n'est pas tout à fait vrai. La route est longue, mais nous faisons des gains. N'est-ce pas, du moins en partie, notre acharnement, notre détermination, notre message maintes fois répété qui ont conduit le MSSS à inscrire la violence faite aux femmes parmi ses 19 objectifs de santé et de bien-être. N'avons-nous joué aucun rôle pour amener le fédéral à mettre en place son Initiative contre la violence faite aux femmes. Initiative, qui a, entre autres, débouché sur le rapport du comité canadien sur la violence faite aux femmes. Et comme nous, le comité arrive à la conclusion que ce sont les valeurs patriarcales et toutes les inéquités qu'elles engendrent qui sont à la source de cette violence. Dans ses recommandations, il propose d'ailleurs une série de mesures pour changer notre société. N'est-ce pas aussi grâce à l'existence même de ressources comme les maisons, les CALACS, les centres de femmes et grâce aux changements institutionnels que nous avons obtenus que les femmes interrogées par Statistique Canada ont senti l'espace social suffisant pour dénoncer la violence qu'elles ont subie. Il y a, ne

serait-ce que dix ou vingt ans, la même enquête ne serait sans doute pas arrivée aux mêmes conclusions. Les rapports entre les hommes et les femmes n'en étaient pas pour autant plus harmonieux.

Ces avancées, si minimes soient-elles, nous indiquent que le changement social est amorcé. Nous devons donc conclure que nous ne sommes pas totalement impuissantes, que nous avons un certain pouvoir d'influence. Bien sûr, la société ne rate pas une chance d'alimenter nos Horrores collective et personnelle mais si nous lui opposons une Horoïne, armée, outillée, prête à livrer la bataille?

C'est en fait la voie que nous proposait le C.A. du Regroupement, lorsqu'en septembre, il adoptait les grandes orientations suivantes: amener le mouvement des maisons à se recentrer sur lui-même, à se mettre à jour, à s'articuler, faire le point pour voir où il en est rendu par rapport à sa mission de changement social, questionner et articuler ses actions en fonction de cette mission, décider de ce qu'il souhaite être dans l'avenir et développer ses alliances.

Notre charte, notre expertise, nos alliances ne sont pas des fins en soi. Ce sont des outils pour négocier, pour lutter, pour réaliser notre mission. Nous disposons aussi à l'intérieur même de notre mouvement d'un lieu privilégié pour nommer, apprivoiser, exercer le pouvoir. Débusquer, traquer les abus, ce n'est pas éliminer le pouvoir, c'est reprendre celui qui nous appartient. Si Horrore laissait la place à Horoïne...

QUAND L'HISTOIRE DE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES S'ÉCRIT SUR DEUX ROUES OU LA BICYCLETTE COMME OBJET DE SOCIALISATION

Denise Tremblay

Il y a une vieille histoire de bicyclette vécue dans mon enfance; histoire qui me revient comme un de ces rêves répétitifs. Histoire que j'ai liée à ma socialisation de fille et qui met en lumière quelques-unes des règles non-dites qui nous conditionnent dans nos rôles, et ce, tout en situant les zones de pouvoir des deux sexes. Du côté des hommes, la bicyclette vient également de faire son apparition pour illustrer leur propre socialisation.

Mon intention est de mettre ici en parallèle ces deux versions: masculine et féminine afin d'amorcer une réflexion sur le pouvoir, ses règles et ses conséquences.

Commençons tout d'abord par la version masculine que je rapporte en essayant d'être le plus conforme possible aux propos tenus par l'auteur.

Il était une fois une histoire de bicyclette, version masculine

Il était donc une fois quelque part au Québec, un petit garçon, qui en faisant l'apprentissage de tenir en équilibre sur deux roues, tombe de sa bicyclette. En toile de fond, il est important de ne pas oublier la présence du méchant: rôle tenu ici par la norme de compétition. Tomber de sa bicyclette, ne pas être le meilleur, à la limite ne pas venir au monde en sachant déjà se tenir en équilibre sur deux roues, est une tare personnelle pour un petit garçon.

Donc, dans cette histoire, le petit garçon tombe inévitablement. Il est bien sûr blessé physiquement. Un bon diachylon, un peu de mercurochrome et le tour est joué. On n'en parle plus. Mais la réalité est autre. Blottie dans l'ombre, la norme de compétition poursuit notre héros à deux roues dans les moindres

retranchements de son image personnelle. Les ecchymoses bien visibles, douloureuses, mettent en évidence l'impossibilité du petit garçon de se soustraire à son échec personnel. Dans le langage de l'atelier au colloque (là où fut racontée cette histoire), cette blessure à l'ego du petit garçon a été appelée "marque". La chute entraîne donc une première "marque à l'ego" qui est porteuse de souffrances psychologiques.

L'histoire se poursuit: le petit garçon, tout en pleurs, se réfugie dans les bras de sa mère et se fait dire: "Un garçon, ça ne pleure pas": deuxième "marque à l'ego". Non seulement un garçon ça ne tombe pas, mais en plus, ça ne pleure pas. Souffrances et pressions sociales par l'introduction d'une deuxième norme sociale qui annule la douleur physique et psychologique tout en faisant complètement abstraction de l'absurdité qui exige de savoir avant d'apprendre.

Cette histoire de la souffrance repose effectivement sur une réalité. Un échec, c'est toujours très difficile à prendre et ça fait mal à l'ego. Il reste une marque. Mais en plus, si le droit à la consolation, au maternage dans son sens le plus supportant est nié, on se sent bien seul. Dans les faits, c'est une partie de soi qui est niée ainsi que l'accès à l'expression des sentiments de tristesse. Le petit garçon de cette histoire est pris dans un cercle infernal de devoir être le plus fort, le plus solide de tous et ce, en se coupant de sa souffrance intérieure et de ses capacités physiques réelles.

Toutefois, le problème avec cet exemple est qu'il ne montre qu'un côté de la socialisation, qu'il laisse en plan une partie de la réalité. Elle commence avec une bicyclette et se termine avec l'impossibilité d'être ou si vous préférez

l'obligation d'être tellement plus. Il y a de gros morceaux de la réalité qui non seulement sont niés mais qui sont carrément manquants.

Premier questionnement: n'y aurait-il que des désavantages pour l'ego à la compétition? Sans entrer dans la polémique compétition-coopération, il peut résulter de la compétition un renforcement de l'ego individuel et collectif. L'exemple des Canadiens qui gagnent la coupe Stanley illustre bien les genres de gains qui en résultent. Être reconnu, confirmé dans ses forces, connaître ses limites est bien rassurant pour le moi et fournit une base solide à l'acquisition de pouvoirs parallèles tels que négocier son salaire, son statut social, sa santé, etc. Des pouvoirs qui sont questionnables en terme d'équité sociale mais qui font partie de notre réalité quotidienne. Il doit bien y avoir des avantages à être le meilleur, le plus grand, le plus...

Rappelons qu'à la base, la chute de la bicyclette est inévitable comme la destinée d'Oedipe dans le mythe grec. Sans trahir le propos de cette histoire de socialisation, il est possible de croire que le petit garçon, arrivé à l'âge adulte, a pu cumuler une somme importante de "chutes" ou si vous préférez, d'échecs personnels en fonction des attentes sociales très fortes liées à son sexe. Ce petit garçon, qui se transforme en père absent, est-il si affaibli et souffrant qu'il faille le protéger d'un autre échec en lui niant le droit d'être responsable de ses actes, de ses choix et ainsi reporter cette responsabilité sur la mère présente, celle qui refuse de consoler (d'ailleurs je commence à me demander si les mères ont un ego pour que l'on en fasse si peu de cas).

Cette histoire de bicyclette servait d'exemple pour illustrer la souffrance

des hommes, le système de protection individuelle qu'ils doivent ériger pour surmonter ces blessures à l'ego et l'approche qu'il faut prioriser lorsque nous sommes en relation d'aide avec des conjoints violents (ne pas les brusquer). Selon cette logique et celle qui est de prendre le mal à la source, ne faudrait-il pas plutôt thérapautiser les mères des conjoints violents plutôt que de soigner les conjoints violents ? (le père est absent et consulte peu pour les enfants comme le démontrent les statistiques de Parents Anonymes).

Il était une fois une histoire de bicyclette, version féminine

Je vous propose une autre version du processus de socialisation. Cette histoire de bicyclette, je la traîne dans mes bagages depuis quelques années. Elle a refait surface à l'âge adulte et a servi de point de départ à certaines réflexions sur les rapports homme/femme. Si je me permets de la mettre sur papier, c'est qu'il m'apparaissait y avoir un écart important entre cette histoire et la précédente qui m'a été rapportée. Je dois dire qu'il y a tout de même un terrain sur lequel nous nous rejoignons et faisons consensus: la bicyclette.

Il était donc une petite fois (comme dit mon fils), il y a un peu moins de trente ans, dans une petite ville de province, une famille moyenne. Un père, une mère, trois enfants et un chat (pas de tondeuse à gazon, c'est une famille pauvre). L'aînée (moi-même) a 9 ans, le frère a 8 ans et la petite soeur, 6 ans.

C'est le début de l'été, nous sommes le samedi (mon père est là) et il y a dans l'air une atmosphère de fête. Une grande décision a été prise. C'est aujourd'hui que nous passons du tricycle usé jusqu'à la corde à la bicyclette.

Les yeux brillent, l'excitation est à son maximum. Il faut dire que depuis quelques semaines, nous, les trois enfants, avions travaillé de concert pour faire valoir nos "droits" à un vrai bicycle à deux roues, et ce, sans nous appuyer sur la charte des droits et liberté des enfants de l'O.N.U. (charte qui n'existait d'ailleurs pas encore à cette époque). Vous pouvez donc vous imaginer le type d'arguments (harcèlement, minouillage, comparaison avec les petits voisins,...)

Quoi qu'il en soit, je revois partir mon père qui avait la responsabilité de faire l'achat tant désiré. Il y a l'attente, une demi-heure, une heure, une éternité. Enfin, elle est là: UNE BELLE BICYCLETTE TURQUOISE.

Mais tout à coup, la fête tourne au drame, comme dans un cauchemar tout bascule. C'est la crise internationale, le drame existentiel, le discours du budget. Mon frère est en larmes. La belle bicyclette turquoise est une bicyclette de fille (première marque à son ego!). Le drame quoi!

Discussion sous les pleurs, les cris de part et d'autres: justifications, argumentations.

Frère: Premier et seul argument: Qu'est-ce que mes chums vont dire ?

Soeurs: Premier argument: Qu'est-ce que nos chums vont dire si on change pour une bicyclette de gars (la même norme sociale pour les filles) ?

Deuxième argument: On est deux filles et il n'y a qu'un seul garçon (la loi du 50+1 en démocratie).

Troisième argument: Une barre, ça fait mal quand on tombe dessus (la chute inévitable).

Frère-soeurs: Pleurs et boudage.

Tentative de négociation de ma part: et si on achetait deux bicyclettes, une de fille et une de gars. Regard des parents et ma mère qui dit: non, c'est pas possible. Silence. Ma mère et mon père qui se regardent, et ma mère qui tranche: retourne au magasin et échange la bicyclette.

Je vous passe l'entre-deux: les "cessez de pleurer sinon pas de bicyclette du tout", les "soyez raisonnables, comprenez", etc. et l'ultime négociation où il a été affirmé clairement que même s'il s'agirait d'une bicyclette de gars, elle était pour les trois enfants. Ouf, nous avons au moins sauvé les meubles.

Dans les heures et les semaines qui ont suivi, nous avions le choix, ma soeur et moi: ou nous faisons fi de notre orgueil et affrontons le regard de nos amies ainsi que la barre, ou bien nous nous passions carrément de bicyclette, cet objet d'autonomie tant convoité. C'est ce que j'appelle un "vrai choix", un choix plein de conséquences désagréables d'un côté comme de l'autre.

Nous avons donc opté pour la première alternative. Ici, je ne peux infirmer ou confirmer si la première chute de mon frère a laissé une marque à son ego et si ma mère l'a marqué une deuxième fois. Mais comme mes parents étaient normalement socialisés et mon père le plus souvent absent, je serais tentée de croire que mon frère désirait être le meilleur et a tout fait pour protéger son orgueil face à ses chums. En ce qui concerne le fameux "un garçon, ça ne pleure pas", si mon frère ne l'a pas entendu à cette occasion, il l'avait sûrement entendu avant et pas seulement de ma mère.

Il y a également eu, au fil des mois, des négociations quotidiennes pour empêcher que mon frère ne prenne le monopole complet de la bicyclette. La dernière négociation établissant la propriété collective nous a servi d'argument. Nous avons tout de même réussi à établir un droit de jouissance collective de la bicyclette. Il y a tout de même des limites à l'injustice.

Cette histoire a une fin et la voici.

Ma soeur et moi avons fait le projet de ramasser nos sous pour acheter notre propre bicyclette, une bicyclette de fille bien entendu. Projet que nous avons réalisé quelques années plus tard alors qu'il était presque temps de passer au permis de conduire. Il y aurait bien une histoire ou deux à raconter autour de l'automobile mais cela pourra faire partie d'un autre texte.

Qu'une telle anecdote refasse surface après bien des années a de quoi surprendre. Il y a peut-être une marque à mon ego là-dessous, qui sait ?

Mais mon propos n'est pas de me "soigner" mais, plutôt de fouiller à travers cette histoire d'enfance les règles non-dites qui ont influencé ma façon d'être, de penser et d'avoir, au sens matériel du terme.

Cette histoire de bicyclette, lorsqu'elle m'est revenue, se situait dans un processus de réflexion sur les rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes. Quand on me demande comment je suis devenue féministe, je cite toujours en exemple cette histoire de bicyclette. En effet, il y a là tous les éléments de l'injustice liée au sexe: un objet de désir (la bicyclette), une impossible satisfaction des acteurs en présence (une seule bicyclette), un rapport de force (arguments-pleurs) et un dénouement (un gagnant- deux perdantes).

Dans ma tête de petite fille et de femme, car les deux se confondent, cette histoire me lançait le message très clair qu'il est plus important de protéger et de sauver l'honneur d'un garçon que celui de deux filles. Et c'est parti pour le soutien et l'oubli de soi. Cet ego doit être drôlement important pour que le besoin de l'un l'emporte sur le besoin des deux autres.

De plus, si on fait si facilement fi de l'honneur des filles et de la règle de la majorité, se pourrait-il que les garçons souffrent plus que les filles ? Les larmes de deux filles pèseraient-elles moins dans la balance que celles d'un seul garçon ?

Et nous nous demandons comment cela se fait-il que les femmes acceptent tant l'inacceptable. Il y a également d'autres règles sociales qui ressortent: le front commun frère-soeurs pour obtenir une bicyclette s'est effrité lorsqu'il a été question de reconnaissance sociale. À noter qu'une seule tentative pour trouver une issue acceptable a été initiée du côté des filles (deux bicyclettes). Lorsque les dés sont jetés, il reste la menace de représailles (pas de bicyclette), la compréhension et l'oubli de soi (sois raisonnable).

Cette histoire m'apparaît apporter un questionnement sur l'impact négatif de ce système de protection de l'ego masculin. Ce que ma soeur et moi avons appris de cette histoire - histoire qui a pu se répéter en différentes tonalités tout au long de notre histoire de femmes -, c'est la solidarité et l'apprentissage de notre propre capacité à devenir active. Nous avons dû travailler pour avoir ce que nous désirions, nous unir dans le changement possible de notre réalité par l'achat d'une autre bicyclette et partager une injustice qui nous a obligées à renégocier notre espace, à ne pas croire à la solution magique du parent tout puissant qui répondra à nos besoins.

Nous avons dû également piler sur notre orgueil, sur cet ego sacré. Le fait de ne pas avoir été surprotégées nous a en quelque sorte servies et obligées à faire face directement ou indirectement (évitement) à la frustration.

Je ne sais pas si l'inverse est aussi vrai en ce qui concerne mon frère. Mais, comme disait ma mère, à vouloir trop faire le bien, on finit par faire le mal. À gonfler outre mesure un ballon, il devient fragile à la moindre pression.

Comment ne pas voir le danger qu'il y a de protéger l'ego masculin au détriment de l'ego féminin ? Il y a de quoi fausser le rapport de pouvoir du petit garçon qui deviendra grand avec les femmes et qui sera convaincu de son droit de vie ou de mort sur l'autre. La solution à la violence conjugale passe par un changement de base dans cette règle d'or, non écrite dans aucune charte des droits, mais très présente dans le quotidien.

Nous avons un problème réel aujourd'hui avec ces petits garçons devenus grands dont nous trouvons les gestes inacceptables et non pas criminels, et avec ces fillettes devenues grandes à qui nous demandons de porter plainte dans la mesure où leur conjoint n'en souffrira pas. Le gros bon sens ne peut-il l'emporter un bon jour ?

NOUVEAU

Un grain de sable dans l'engrenage

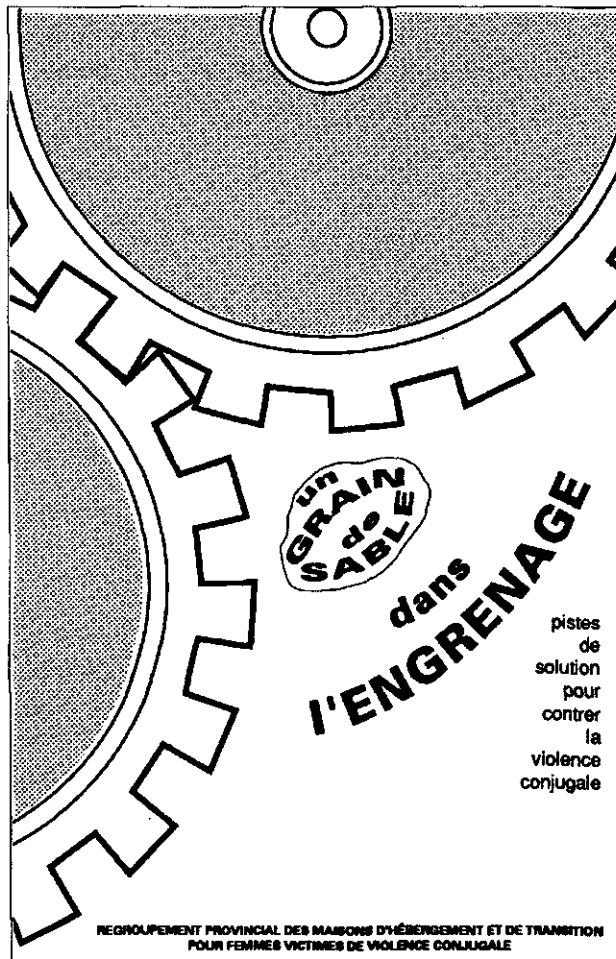
Pistes de solution pour contrer la violence conjugale

Depuis les années 1970, la vision sociale et politique de la violence conjugale s'est beaucoup modifiée. Notre société est passée du déni à la reconnaissance du phénomène de la violence faite aux femmes. Des actions significatives ont été réalisées, des mesures concrètes ont été prises et diverses amorces de solutions ont été proposées. Pour tenter de régler une fois pour toutes le problème de la violence conjugale, plusieurs personnes ont senti l'urgence d'agir.

Mais, dix, quinze ou vingt ans plus tard, quel est le bilan de l'impact de ces mesures sur l'expression de la violence conjugale ?

Force nous est de constater que malgré des efforts accrus et malgré le fait que les femmes tolèrent moins longtemps la violence qui leur est faite, il semble y avoir autant de manifestations du phénomène. Il y a eu peu de changements réels quant aux résultats des mesures prises et ce "quelque chose qui accroche" nous fait croire que notre société est passée à côté des vraies solutions.

Ce document se veut donc un regard critique sur les actions et les valeurs de notre société, de même que la résistance à puiser une solution qui émane de la source même du problème. Il propose en outre quelques pistes de solution cohérentes avec le bilan et l'analyse présentés. C'est le grain de sable dans l'engrenage de la violence conjugale qu'entend jeter le Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale.



REGROUPEMENT PROVINCIAL DES MAISONS D'HÉBERGEMENT ET
DE TRANSITION POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE
5225, rue Berri, bureau 304, Montréal Qc H2S 2S4
Téléphone : (514) 279-2007 Télécopieur : (514) 279-4109

**LES MAISONS MEMBRES DU REGROUPEMENT PROVINCIAL DES MAISONS D'HÉBERGEMENT ET DE TRANSITION
POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE**

• BAS ST-LAURENT/GASPÉSIE

La Gigogne
Matane, (418) 562-3377

Maison L'Orée de Pabos
Pabos, (418) 689-6288

La Débrouille
Rimouski, (418) 724-5067

L'Aid'Elle
Gaspé, (418) 368-6883

L'Émergence
Carleton, (418) 364-7782

L'Accalmie
Îles de la Madeleine, (418) 986-5044

• SAGUENAY/LAC ST-JEAN

Halte-Secours
Dolbeau, (418) 276-3965

L'Auberge de l'Amitié
Roberval, (418) 275-4574

La Chambrée
Jonquière, (418) 547-7283

• MONTRÉAL/LAVAL

Assistance aux Femmes
Montréal, (514) 270-8291

Auberge Transition
Montréal, (514) 481-0496

Multi-Femmes
Montréal, (514) 523-1095

Escalier pour Elle
Montréal, (514) 493-4004

Maison du Réconfort
Verdun, (514) 768-8648

Le Prélude
Laval, (514) 682-3050

Refuge pour les femmes de l'ouest
de l'Île, Roxboro, (514) 620-4845

• MAURICIE/BOIS-FRANCS

La Séjournelle
Shawinigan, (819) 537-8348

L'Entre-Temps
Victoriaville, (819) 758-6066

La Rose des Vents de Drummond
Drummondville, (819) 472-5444

Le Toit de l'Amitié
La Tuque, (819) 523-7829

Maison de Connivence
Trois-Rivières, (819) 379-1011

La Nacelle
Nicolet, (819) 293-6942

• ESTRIE

La Bouée Régionale du Lac-Mégantic
Lac-Mégantic, (819) 583-1233

La Méridienne
Weedon, (819) 877-3050

**• QUÉBEC/CHAUDIÈRE-
APPALACHES**

La Gitée
Thetford Mines, (418) 335-5551

Maison des Femmes de Québec
Québec, (418) 522-0042

Maison d'hébergement
pour femmes immigrantes,
Ste-Foy, (418) 652-9761

Maison Havre l'Éclaircie
St-Georges, (418) 227-1025

Havre des Femmes
L'Islet-sur-Mer, (418) 247-7622

La Montée
La Malbaie, (418) 665-4694

La Jonction pour Elle
Lévis, (418) 833-8002

• LAURENTIDES/LANAUDIÈRE

La Traverse
Joliette, (514) 759-5882

Maison d'Ariane
St-Jérôme, (514) 432-9355

L'Ombre-Elle
Ste-Agathe-des-Monts,
(819) 326-1321

La Passe-R-Elle
des Hautes Laurentides
Mont-Laurier, (819) 623-1523

Maison L'Esther,
St-Eustache (514) 974-2769

• MONTÉRÉGIE

La Clé sur la Porte
Saint-Hyacinthe, (514) 774-1843

Le Coup d'Elle
St-Jean-sur-Richelieu,
(514) 346-1645

Horizon pour Elle
Cowansville, (514) 263-5046

La Re-Source
Châteauguay, (514) 699-0908

• OUTAOUAIS

Centre Mechtilde
Hull, (819) 777-2952

L'Autre chez soi
Aylmer, (819) 685-0006

Maison Unies-Vers-Femmes
Gatineau, (819) 568-4710

Maison Clair de l'Une
Buckingham, (819) 986-8286

• NORD OUEST

Alternative pour Elles
Rouyn, (819) 797-1754

Maison Mikana
Amos, (819) 732-9161

Le Nid, Val d'Or,
(819) 825-3865

• CÔTE NORD

Maison des Femmes de Baie-Comeau
Baie-Comeau/Haute-Rive,
(418) 296-4733

L'Amie d'Elle
Forestville, (418) 587-2533

Le Coin des Femmes
Sept-Iles, (418) 962-8141